

Questions de transition(s)

Magazine sociétal pour agir en territoires

Aquitanis & Axanis

**Comment
ne pas
céder ?**

numéro 6 | 2026



3 édito

P.7-20



La robustesse

La solidité ou comment ne pas céder face aux aléas

- 8 Habiter au mieux l'avenir
- 10 Financer l'innovation sociale
- 12 L'union fait la force
- 14 Renforcer le vivant et s'en inspirer
- 16 Alerte sur la cybersécurité
- 18 Quand la santé s'invite dans les politiques publiques
- 20 L'EMILE, une équipe dédiée à la santé mentale

P.37-52



La dynamique

L'élan ou comment ne pas céder à l'immobilisme ni à la peur du changement

- 38 Les antidotes à la surconsommation
- 41 En temps utile, la Cité Bleue
- 43 Bien Résolu à Sauter le pas
- 44 Embarquer sur de nouveaux récits
- 46 Le récit de demain d'Aquitania
- 48 Faire tomber les murs
- 50 L'avenir, c'est ensemble



plus
○○○

4 en ouverture

Oser continuer à être et à agir

P.21-36



La ténacité

Le courage ou comment ne pas céder sur ce à quoi on croit

- 22 Bastide Niel, entre principes forts et pragmatisme
- 25 L'eau, nouvelle cause du vivant
- 28 Dans les pas d'un gardien d'immeuble
- 31 La proximité en avant
- 32 La campagne, cette nouvelle terre des possibles
- 34 Portraits de quatre femmes qui osent
- 36 Carte blanche à Tarek Daher - Emmaüs France

P.53-67



La joie

L'enthousiasme ou comment ne pas céder à la morosité

- 54 En connexion avec la nature
- 57 La Grande boucle du lien
- 58 Aux Aubiers, la fête s'invite dans les mémoires
- 60 Cultiver le bonheur en local
- 62 Qu'est-ce qui vous donne de la joie aujourd'hui ?
- 64 Essais transformés pour défis solidaires
- 67 Il était une fois un monde meilleur

- 68 Grand entretien avec Philippe Bihouix, ingénieur et essayiste
- 72 Pour aller plus loin...
- 74 Fenêtre

édito

Loin d'être passagères, les crises à répétition aux-
quelles nous sommes confrontés, constituent de
véritables ruptures durables. Changement climati-
que, déclin de la biodiversité, raréfaction des res-
sources, instabilité géopolitique, économique et finan-
cière... Autant de défis qui renforcent notre volonté de
changer de modèle et de transformer notre action sur
la voie de la durabilité¹.

Car en tant qu'acteurs du logement conçu comme
« *un bien commun* », c'est-à-dire une ressource qui
répond aux besoins fondamentaux de l'humanité,
nous ne pouvons céder à la morosité ambiante et au
découragement. Pour accomplir notre mission d'intérêt
général qui s'inscrit dans l'accompagnement des vul-
nérabilités sociales et environnementales en territoire,
nous avons choisi d'emprunter de nouveaux chemins
d'adaptabilité et de résilience. Avec en perspective,
l'émergence d'un modèle pérenne et viable.

Pour y parvenir, Aquitanis et sa filiale coopérative
Axanis, s'appuient sur un ensemble de valeurs fortes
et engageantes - une raison d'être² pour le premier et
des valeurs coopératives pour le second - qui placent
l'humain, et plus largement le vivant, au centre de
leurs préoccupations et les inscrivent dans des milieux
de vie à préserver et à régénérer.

Nous savons surtout pouvoir compter sur la force de
la coopération avec nos partenaires dont les actions
et les moyens mis en œuvre esquiscent une réponse
à la question centrale posée par ce sixième numéro
de notre magazine sociétal *Questions de transition(s)* :
« *Comment ne pas céder ?* »

Ce magazine annuel a été voulu comme un espace de
réflexion et de témoignage, en partant du concret, de
l'exemple, du terrain, tout en donnant les clés de com-
préhension des enjeux. Nous donnons ici une nouvelle
fois la parole à celles et ceux qui coopèrent avec nous
ou, tout simplement, nous inspirent et nous éclairent.
Associations, chercheurs, élus, habitants, tous citoyens
et acteurs des transitions, qui, comme nous, ne sou-
haitent pas baisser les bras, présentent leur vision,
leurs actions ou tout simplement, leurs territoires d'in-
tervention, de recherche ou de vie.

Questions de transition(s) fait écho à notre engage-
ment. Il met en lumière des initiatives, des actions,
des tendances, en faisant s'exprimer celles et ceux qui
s'engagent au quotidien, à leur échelle, dans les néces-
saires transitions écologiques, économiques et sociales.
Il invite au recul et insuffle une ouverture.

Questions de transition(s) ne s'adresse pas à telle ou
telle catégorie de personnes. Il rassemble et incarne.
Il se veut citoyen.

Nous sommes heureux de vous le présenter et nous
vous souhaitons, à toutes et à tous, une bonne lecture.

**Le Président d'Aquitanis,
Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole**

**Jean-Luc Gorce
Directeur Général d'Aquitanis
Président d'Axanis**

**Stéphane Callegaro
Directeur Général d'Axanis**

1- Dans le cadre des 17 Objectifs de Développement Durable de l'Agenda 2030 fixé par l'ONU, intégrés dans notre démarche « Engagé RSE » évaluée « Exemplaire » par AFNOR Certification selon la norme AFAQ 26000. Découvrez-les en fil rouge graphique dans l'ensemble des illustrations de ce numéro de *Questions de transition(s)*.

2- Notre raison d'être : « Parce que nous, équipes d'Aquitanis, sommes convaincues qu'habiter le monde en respect des humains et du vivant est possible, nous nous engageons en coopération avec celles et ceux qui vivent et font vivre les territoires à créer des réponses solidaires et responsables. Nous faisons le choix de l'essentiel et nous croyons au pouvoir d'agir collectivement. »



Oser continuer à

Comment ne pas céder ? Comment garder son optimisme, croire encore à demain, ne pas renoncer, ne pas baisser les bras ? La tentation est immense, légitime parfois, humaine, toujours.

Car après tout, c'est vrai, on pourrait considérer que trop de digues sautent, aujourd'hui, au sens propre comme au figuré. Les digues physiques, celles que les tempêtes bousculent puis arrachent, que les sols fragilisés n'arrivent plus à retenir. Les digues symboliques, également : les repères collectifs, les certitudes scientifiques auxquelles on oppose des opinions, les solidarités que l'on croyait acquises et qui s'envolent. Le réchauffement climatique est tel que même des milliards de colibris ne parviennent pas à l'endiguer. La tentation du rejet de l'autre se fait chaque jour plus grande, attisée en continu sur les écrans. La paupérisation est incontestable et dresse, les unes contre les autres, des générations qui devraient se soutenir. Ce glissement progressif vers la peur, vers le repli et la haine parfois, pourrait suffire à rendre chacune et chacun tétanisé par un sentiment d'impuissance.

La destruction du vivant, les financements qui se réduisent comme peau de chagrin, la crainte irrationnelle du changement de modèle, tout cela peut conduire à céder. À l'inaction, à l'immobilisme et finalement à une destinée aussi funeste qu'implacable. À se dire que toute tentative est vaine, que l'effort n'en vaut plus la peine, que les dynamiques à l'œuvre sont trop redoutables pour qu'agir puisse encore infléchir quoi que ce soit. À abandonner. À sombrer dans un océan de noires pensées.

Cette tentation du renoncement n'est pas honteuse ou coupable : elle dit quelque chose de notre vulnérabilité, de notre fatigue, du poids des responsabilités disproportionnées que nos sociétés font peser sur les individus plus encore que sur leurs organisations. De la mise à mal de notre cadre commun, du service public ou du vivre-ensemble par exemple. Elle dit aussi la difficulté de garder un cap quand les horizons ne se dessinent pas clairement et que nos boussoles s'affolent.

Et pourtant.

Pourtant. Partout, et de plus en plus chaque jour, des voix s'élèvent, des volontés se dressent, timides ou farouches, sereines ou agitées.

“
Dans ce numéro, nous vous emmenons à la découverte de celles et ceux qui, comme nous, ont choisi de ne pas céder. De ne pas baisser la tête, et d'aider les autres à la relever.



Là où l'on attendait la résignation, surgissent des initiatives discrètes ou éclatantes, des réveils de conscience, des engagements nouveaux. Ces volontés sont une vague immense, parfois, des écumes fragiles et solitaires, ailleurs, mais elles tentent, toujours, elles refusent la fatalité. Elles échouent, de temps en temps, évidemment. Et puis parfois elles gagnent, elles insufflent, elles raniment. Elles s'appuient sur la technologie à sa juste place pour imaginer des solutions pour demain, ou se tournent vers le vivant, non seulement pour tâcher de le préserver mais aussi pour s'en inspirer, pour entendre enfin à nouveau ce qu'il peut nous apprendre. Les biomatériaux, l'agroécologie, la réparation, la réutilisation, les mobilités douces : autant de chemins qui dessinent un futur moins brutal, moins gaspilleur, plus attentif aux équilibres. Ces voix s'associent, également, pour tenter d'être plus fortes, elles mettent en place des récits et des actions solidaires pour essayer de protéger des ressources, de renouer avec une forme de contrat social et redonner de la proximité entre les êtres. De réinvestir des territoires abandonnés par obligation plus que par choix, en ruralité en particulier.



être et à agir

On voit ainsi émerger des lieux de vie partagés, des villages qui se redynamisent, des centres-bourgs qui reprennent souffle, des expériences collectives qui montrent que le lien peut redevenir un moteur d'espoir. Ces projets, parfois modestes, parfois visionnaires, rappellent qu'il existe mille et une manières de tenir debout.

Ne pas céder à la fatalité, c'est aussi envisager de se reconstruire quand on a tout perdu, quand on a dû quitter un pays, une famille, un territoire de cœur. Cette reconstruction, intime et collective, est l'une des plus grandes manifestations de la capacité humaine à ne pas s'effondrer. C'est considérer la manière dont on peut accompagner celui qui a chuté, celui qui a perdu, et qui tente de se relever. C'est accepter de tendre la main à qui est dans le besoin, de comprendre que c'est la solidarité qui fera, à long terme, la force de la résilience.

Ne pas céder, c'est refuser, à sa mesure, l'hyperconsommation prônée par une société à bout de souffle, miroir aux alouettes. C'est admettre de questionner nos besoins, nos automatismes, nos dépendances matérielles. Imaginer que l'on puisse réinterroger la propriété, sans bien

sûr la confisquer. Penser l'usage plutôt que la possession, la mutualisation plutôt que l'accumulation.

C'est accepter de voir et de comprendre que la transition n'est pas qu'une obligation, mais la possibilité de concevoir d'autres futurs. Et des futurs joyeux, ô combien ! Car on ne peut imaginer la robustesse sans le bonheur, sans la fête, sans le plaisir de partager et de construire ensemble. La joie n'est pas naïveté : elle est carburant, énergie, élan, ce qui nous permet de durer au-delà de l'effort.

Dans ce numéro, nous vous emmenons à la découverte de celles et ceux qui, comme nous, ont choisi de ne pas céder. De ne pas baisser la tête, et d'aider les autres à la relever. Ces portraits, ces témoignages, ces initiatives montrent que le courage n'est pas seulement une vertu spectaculaire : il est souvent discret, quotidien, obstiné.

Nous nous sommes intéressés à la façon dont nous pouvons vivre et habiter ensemble, mais surtout en retirer des bénéfices communs, des avantages, de la joie. Habiter, ce n'est pas simplement occuper un espace : c'est lui conférer une âme collective, une capacité à rassembler.

L'ambition des pages qui viennent, c'est de donner à voir certaines et certains qui parmi tant d'autres ne cèdent pas. C'est aussi, modestement, d'amener à comprendre en quoi leurs actions s'inscrivent dans une dynamique collective et peuvent être, sinon dupliquées, en tout cas inspiratrices. Nous voulions instiller l'idée que chaque implication compte, que l'on n'est jamais trop petit pour avancer à sa mesure sur ce chemin-là.

Sans angélisme : affirmer ce chemin ne veut pas dire qu'il n'y a pas une prise de conscience profonde des tourments qui traversent nos sociétés, des urgences climatiques et humanitaires, des divisions politiques et des menaces géopolitiques. Ce n'est donc pas se voiler la face sur les difficultés, c'est au contraire les prendre en compte et ne pas cesser de regarder la suite avec optimisme. Car si l'époque est lourde, elle est également traversée de forces vives, de potentialités, de gestes qui dessinent déjà une autre manière de faire société.

Ne pas céder, c'est considérer que, malgré ces vents mauvais, l'avenir est aussi ce que l'on décide d'en faire.

Ils se sont illustrés !

Pour cette nouvelle édition de *Questions de transition(s)*, Aquitanis a, comme les années précédentes, lancé un appel à manifestation d'intérêt afin de sélectionner celle ou celui qui allait illustrer la thématique choisie. Parmi la cinquantaine de candidatures examinées, c'est celle de Kévin Deneufchâtel qui a été sélectionnée et c'est à lui qu'ont été confiées la couverture et les têtes de chapitre du magazine.

Kévin Deneufchâtel est un illustrateur familier de la presse magazine qui utilise des couleurs vibrantes et des textures riches pour donner vie à son travail. Ses sources d'inspiration principales : un univers futuriste et l'architecture. Pour la Une de ce numéro « *Comment ne pas céder ?* », Kévin Deneufchâtel a revisité le mythe de Sisyphe, en créant une scène collective et solidaire. La sphère monumentale représente notre monde commun et l'ensemble évoque l'effort nécessaire pour avancer en dépit du contexte, et relever les défis qui se présentent à nous. Ce chemin est guidé par les objectifs de développement durable (ODD) qui nous donnent la marche à suivre pour parvenir à un avenir meilleur et plus durable pour toutes et tous.

Contrairement au Sisyphe solitaire, ici c'est la force du groupe qui permet de ne pas céder face au poids du réel. C'est une métaphore puissante de l'action continue mais porteuse d'avenir. Chaque tête de chapitre exprime de manière symbolique le thème présenté dans les pages suivantes en reprenant des pictogrammes des ODD et en mettant l'humain au cœur.

✉ kdeneufchatel@gmail.com ☎ @k.deneufchatel - kdeneufchatel.com

Parce que nous aimons son approche et son dessin, nous avons à nouveau demandé à Clémentine Fourcade de réaliser une bande dessinée illustrant un projet inter-bailleurs sociaux. Cette année, elle a donné vie au dispositif EMILE, une démarche d'aller-vers, pour favoriser l'accès ou le maintien dans un logement social de personnes souffrant de troubles psychiques.

Clémentine Fourcade est illustratrice et autrice de BD depuis 2019. Elle aime avant tout raconter des histoires en images. Elle se différencie par un style semi-réaliste marqué par la bande dessinée franco-belge associé à un caractère chaleureux et espiègle. Elle a ainsi travaillé sur plusieurs bandes dessinées comme « *Back to Japan* » (Nathan) ou « *Dans les pas du fils* » (Calmann-Lévy).

✉ clementine.fourcade@outlook.fr - clementinefourcade4.wixsite.com/clementinefourcade



Questions de transition(s)

Magazine sociétal pour agir en territoires - **Aquitanis & Axanis // numéro 6 - janvier 2026**



Questions de transition(s) est une publication d'Aquitanis, Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole - 1 avenue André Reinson CS 30239 - 33028 Bordeaux cedex et d'Axanis - 17 rue du Commerce - CS 11986 - 33088 Bordeaux cedex // Directeur de la publication : Jean-Luc Gorce, directeur général d'Aquitanis - Rédacteur en chef : Pierre Bambou, directeur communication, développement durable & accompagnement des transitions d'Aquitanis // Coordinatrice de la publication : Sophie Humbert // Rédacteurs : Jean Berthelot de la Glétais, Clara Echarri, Sophie Perez / O tempora : Sophie Humbert, Elise Pied, Samuel Attia / Direction communication, développement durable & accompagnement des transitions d'Aquitanis : Jean-Marie Dithurbide // Photographies : mentions précisées dans la publication // Illustration de couverture et ouvertures de chapitres : Kévin Deneufchâtel // Bande dessinée : Clémentine Fourcade - page 20 // Design graphique et illustrations des articles : O tempora - Yves Gâté // Imprimeur : Laplante imprimerie labellisée Imprim'vert-3 impasse Jules Hetzel 33 700 Mérignac // Numéro ISSN 2741-5996 dépôt légal à parution janvier 2026.



LA **ROBUSTESSE**

**La solidité ou comment
ne pas céder face aux aléas**

Mettre en œuvre de quoi être adaptable pour faire face et anticiper les nouvelles contraintes, s'emparer des opportunités.

Habiter au mieux l'avenir



Résidence Paul-Boncour à Bordeaux



Résidence Paul-Boncour à Bordeaux



Brise-soleil orientables - résidence Paul-Boncour

Face aux enjeux d'ordre climatique, aux changements sociétaux et aux évolutions réglementaires, le patrimoine bâti d'Aquitania fait l'objet d'adaptations nécessaires. Pour l'Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole, ce qui est conçu et construit aujourd'hui doit pouvoir affronter un avenir mouvant et exigeant, tout en garantissant confort et bien-être aux habitantes et habitants.

Comment construire des logements à la fois robustes et durables et réhabiliter les bâtiments existants en prévision des mutations sociétales et environnementales de ce siècle ? Directrice adjointe relations et développement et directrice patrimoines chez Aquitanis, Irène Sabarots est régulièrement confrontée à cette problématique. « À court terme, nous devons assurer une qualité de service au quotidien : un ascenseur fonctionnel, l'absence de fuites dans les pièces d'eau... » explique-t-elle. « Sur un plus long terme, il faut que nos résidences - parfois âgées d'une centaine d'années - puissent accueillir de nouvelles familles, de nouvelles vies, comme si elles venaient d'être livrées. Pour être durables, nous avons pris le parti de travailler en logique "just tech" », précise Irène Sabarots, « c'est-à-dire, en investissant dans un équipement robuste, technologiquement sobre et simple. »

Supporter le climat avec des équipements frugaux

Illustration de cette démarche : l'installation de brise-soleil orientables (BSO) en façade des bâtiments afin de préparer les logements aux canicules de demain. Ces équipements - peu considérés il y a encore une décennie - permettent de faire rentrer de l'air frais dans les logements tout en étant suffisamment occultants et solides pour assurer l'intimité et éviter une intrusion. Ils constituent surtout une alternative durable aux climatiseurs, dont le bilan énergétique, à l'échelle de la planète, s'avère catastrophique. « On doit pouvoir facilement orienter les lamelles métalliques de ces dispositifs et ce, un nombre incalculable de fois », souligne Irène Sabarots. « Pour qu'ils ne cassent pas au

bout de quelques utilisations, nous investissons dans du matériel robuste, équipé d'une structure lourde et d'une motorisation. Certes, son coût est plus élevé, mais sa durée de vie s'étend au-delà de la garantie des deux ans d'utilisation », détaille la directrice. « *La technologie ne doit pas être au service d'un greenwashing ou d'une vision commerciale. Elle ne doit pas se limiter à une profusion de gadgets. Il faut que ce soit simple et efficace.* »

Aux côtés d'équipements spécifiques « à la juste mesure », Aquitanis privilégie également une architecture pensée pour faire face aux vulnérabilités futures (fortes températures, inondations, retrait-gonflement des argiles qui peuvent déstabiliser les fondations...). Conçus de manière bioclimatique, les bâtiments sont mieux armés pour faire face aux dérèglements climatiques et plus particulièrement, préserver les habitantes et les habitants des températures extrêmes. « *La façon d'orienter le bâtiment dépend de la durée de l'ensoleillement, des sols, du vent mais aussi des flux et des courants d'air entre les constructions* », explique Irène Sabarots. « *On s'assure que l'air puisse entrer et sortir, l'architecte plaçant une casquette de toit ici ou là, pour éviter le rayonnement direct.* » À titre d'exemple, ce mode de faire est à l'origine de la nouvelle résidence Paul-Boncour, dans le quartier de la Bastide à Bordeaux, dont 12 logements de la deuxième tranche ont été livrés en décembre dernier.

Compréhensible donc efficace

En matière de robustesse, le patrimoine doit aussi être en capacité d'anticiper les contraintes réglementaires de demain. « *L'expérience nous montre qu'il est plus facile de reprendre l'isolation de bâtiments conçus dans les années 1970 que ceux réalisés une décennie plus tard et dont l'adaptation aux réglementations actuelles est extrêmement coûteuse* », raconte Irène Sabarots. « *Ce constat nous incite à faire simple aujourd'hui, de manière à ce que nos bâtiments puissent évoluer facilement dans un contexte incertain, marqué par la mise en place de nouvelles règles.* » Plus simple est la construction, plus facile sera l'adaptation du bâtiment à de nouvelles contraintes réglementaires. L'appropriation

du logement par les habitantes et les habitants en sera, de plus, facilitée. « *Un logement dépourvu d'équipements trop sophistiqués ou contraignants est un logement "efficace", car compréhensible par l'habitant. Si ce dernier comprend comment fonctionne son logement, il va bien l'utiliser.* »

Sur le long terme, les typologies de logements proposées sont elles aussi, susceptibles d'être impactées par des évolutions sociétales. Ainsi, la demande actuelle en T2, bien plus importante qu'il y a cinquante ans, répond aux besoins de cellules familiales qui se réduisent souvent à une personne. Qu'en sera-t-il demain ? Irène Sabarots est confiante : « *Nous sommes aujourd'hui en mesure de proposer un logement capable d'anticiper les évolutions en matière de typologie. Nous développons notamment un système à géométrie variable, sur le principe de cloisons amovibles et repositionnables.* » Ce procédé donne la possibilité à l'habitant de compartimenter son logement et de l'aménager en fonction de ses besoins¹.

Logements modulables, équipements « just tech », conception bioclimatique... Cette recherche de robustesse a un coût qui est pleinement assumé par Aquitanis. « *Cela garantit durabilité, capacité d'adaptation et nous donne la possibilité d'utiliser nos ressources à bon escient* », conclut la directrice, qui insiste sur l'importance d'associer les futurs occupants et occupantes - aujourd'hui sensibles à la transition écologique - aux projets d'habitat.



1- La résidence de logements biosourcés et à basse consommation Sylvaé, à Ambarès-et-Lagrave est basée sur ce procédé.



Financ€r l'innovation sociale

Dans le secteur du logement social, le cadre financier est très réglementé. 70 % du développement d'un projet est financé par des emprunts adossés au taux du Livret A via la Caisse des Dépôts, complétés par 10 % de subventions des collectivités territoriales et 20 % de fonds propres du bailleur. Un modèle qu'il faut savoir adapter pour cofinancer des projets innovants.

« Quand on sort du cadre réglementaire strict, notamment avec des associations partenaires, il faut savoir faire bouger les lignes », explique Sabine Perus, responsable du service ingénierie et stratégie financière chez Aquitanis. C'est dans cette voie que le bailleur social s'est engagé avec des projets comme ceux de Lazare à Bordeaux et Simon de Cyrène à Bègles. « Ces projets ne peuvent exister qu'avec une volonté politique forte », précise Sabine Perus. « L'expérimentation fait évoluer les cadres et favorise un réengagement de l'Etat dans sa politique du logement social, en particulier pour les publics les plus vulnérables. »

Des colocataires solidaires avec Lazare



© huchet

Créée en 2011 à Lyon, aujourd'hui implantée un peu partout en France, l'association Lazare a une conviction : les personnes à la rue ont autant besoin de relations humaines que d'un toit pour se reconstruire. C'est pourquoi elle propose des colocataires solidaires où se côtoient des personnes sans logement, des jeunes actifs et une famille « responsable de maison », réunis par un projet de vie commune et l'envie de tisser des liens d'amitié.

Un modèle économique visant la pérennité

La robustesse du modèle repose en partie sur la capacité d'autofinancement de Lazare. « Nous levons des fonds pour financer le développement de nouveaux lieux d'accueil, mais une fois les maisons ouvertes, le loyer des locataires doit couvrir l'intégralité des charges de fonctionnement de la maison et générer un excédent pour financer l'association », explique Gratien Regnault, directeur du développement. Cette indépendance permet à l'association de fixer librement ses loyers, identiques quelle que soit la situation des locataires. « C'est un principe d'égalité et de dignité auquel nous tenons. Chacun est acteur du projet au même titre que les autres. » Précisons que le modèle Lazare fonctionne également grâce aux dispositifs sociaux tels que le RSA et l'Allocation de Logement Sociale dont bénéficient les résidentes et résidents.

Une coopération nécessaire avec les bailleurs sociaux

Ces cinq dernières années, Lazare a dû s'ouvrir à d'autres types de montages financiers pour accéder à un potentiel immobilier intéressant, notamment celui des bailleurs sociaux. Problème : le modèle Lazare ne rentre pas dans les cases réglementaires. Il faut donc innover, comme avec le projet « Pont de Pierre » mené en coopération avec Aquitanis sur la rive droite à Bordeaux. Celui-ci est réalisé sur le modèle d'une Résidence Hôtelière à Vocation Solidaire (RHVS). Aquitanis

assure la maîtrise d'ouvrage et finance la quasi-totalité de l'opération, complétée par un cofinancement de Lazare pour arriver à l'équilibre et permettre un loyer de sortie compatible avec le projet. « *Le modèle des RHVS est imparfait car il génère des surcoûts liés aux contraintes de services et nous assujettit à la TVA. Ça ne nous permet pas de générer l'excédent nécessaire à notre fonctionnement* », explique Gratien Regnault.

« *Mais nous espérons que ce type d'expérimentation convaincra l'État de créer des dispositifs plus adaptés à la cohabitation sociale* », conclut-il.

De l'habitat inclusif avec Simon de Cyrène



© Simon de Cyrène

La Fédération Simon de Cyrène est née de l'expérience d'une famille confrontée aux suites d'un grave accident d'un de ses proches. Elle rencontre alors d'autres femmes et hommes dans la même situation et, petit à petit, un premier « groupe de compagnons » se forme, composé de personnes en situation de handicap et de personnes valides. Les liens se tissent progressivement autour de repas et d'activités et, avec eux, l'envie d'aller plus loin en créant des maisons partagées. Quinze ans après l'ouverture de la première maison, Simon de Cyrène en compte vingt-sept, dans dix villes en France.

Faire bouger le cadre légal

Chaque maison partagée comprend six studios adaptés au handicap spécifique des personnes cérébro-lésées, quatre studios pour des personnes valides, un logement pour un couple qui gère la maison, et des espaces communs tels que salon, salle à manger, cuisine et extérieur. Les habitants organisent ensemble la vie collective et participent financièrement aux frais afférents. Les loyers sont, quant à eux, financés grâce aux ressources individuelles et aux aides liées au handicap et au logement (Allocation aux Adultes Handicapés, Aide Personnalisée au Logement ou Allocation de Logement Sociale).

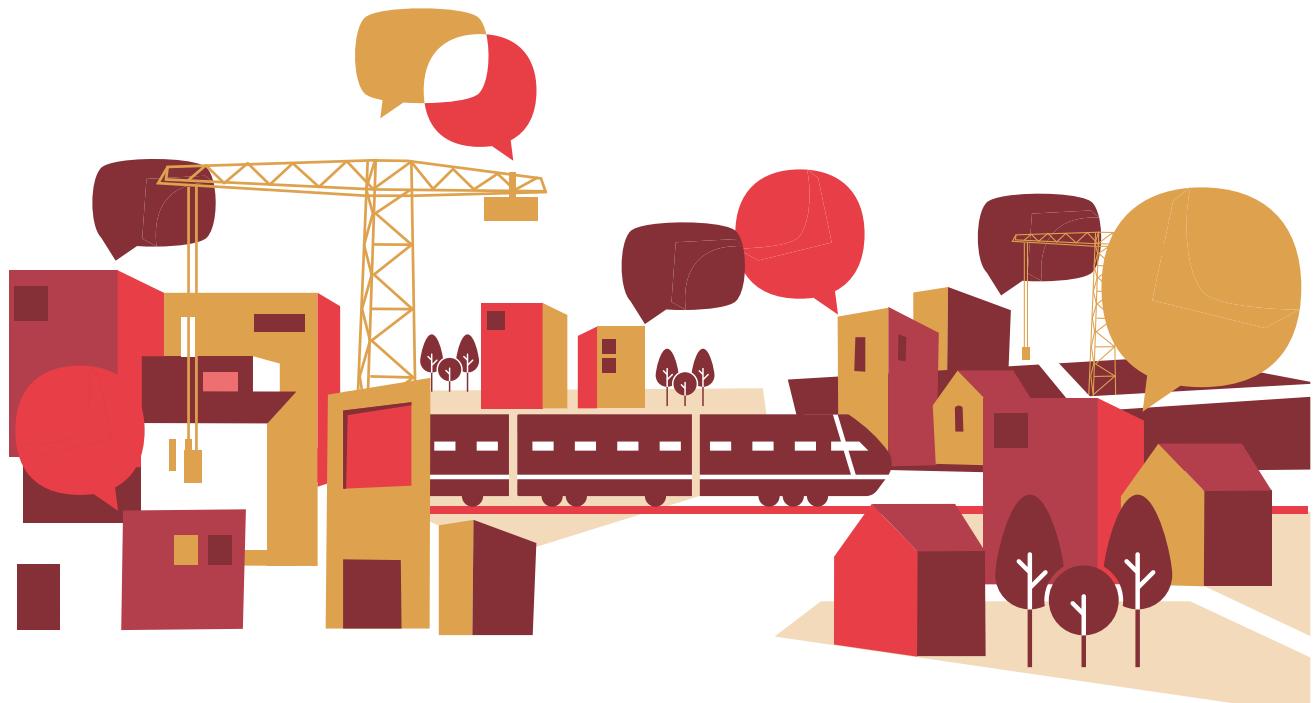
« *Au début, le projet était déconcertant pour les conseils départementaux car, à l'époque, une personne handicapée vivait soit dans un établissement spécialisé, soit à domicile. Mais ils ont quand même soutenu nos maisons partagées* », se souvient Élodie Veillon, directrice adjointe, avant de poursuivre : « *Les lois n'arrivent pas de nulle part. Simon de Cyrène a contribué à l'émergence d'une troisième voie, l'habitat inclusif, dont le cadre administratif a été créé en 2018 avec la loi portant évolution du logement de l'aménagement et du numérique, dite loi ÉLAN.* »

Deux nouvelles maisons

À Bègles, Aquitanis et Simon de Cyrène coopèrent en s'appuyant sur un bail à construction. « *Nous sommes propriétaires d'un terrain sur lequel Aquitanis construit pour nous deux maisons partagées. En contrepartie du financement des travaux et sur la base des loyers payés par les locataires, nous versons une redevance à Aquitanis jusqu'à ce que nous devenions propriétaires du bâti* », explique Élodie Veillon.

Un modèle ingénieux qui permet au projet de bénéficier indirectement des aides au financement du logement social, en pleine adéquation avec la mission et les valeurs du bailleur Aquitanis.

L'union fait la force



Quand plusieurs acteurs locaux choisissent de s'allier plutôt que de travailler chacun isolément, ils bénéficient d'une force supplémentaire à mettre au service d'un même territoire. Bordeaux Métropole offre ainsi une belle possibilité de coopération à plusieurs organisations avec lesquelles elle travaille l'aménagement urbain, dont Aquitanis. Une relation où toutes les parties y trouvent des avantages.

“O n est toujours plus intelligents à plusieurs. » Cette phrase de Cécile Rasselet, directrice de l'aménagement urbain chez Aquitanis, résume bien l'intérêt des réseaux d'alliance. Ces dynamiques de coopération au service d'un même territoire permettent aux acteurs locaux de conserver leurs identité et objectifs propres, tout en partageant leurs compétences au service d'intérêts communs.

« Ces dernières années, les réseaux d'acteurs se sont étoffés. Dans nos métiers d'aménageur, l'ingénierie s'est beaucoup développée et implique que l'on crée des liens entre nos organisations pour que la concurrence ne prenne pas le dessus par rapport à l'intérêt de travailler ensemble », détaille ainsi Cécile Rasselet.

Sur le territoire bordelais, c'est la Métropole qui a engagé en 2024 une démarche d'incubateur des futures opérations d'aménagement urbain, et en parallèle une démarche de renforcement des coopérations entre ses aménageurs. Quatre structures, aux statuts différents

et toutes liées à Bordeaux Métropole, sont ici concernées : Aquitanis, Bordeaux Métropole Aménagement (BMA), la Fabrique de Bordeaux Métropole (la FAB) et inCité.

Ensemble pour mieux répondre aux enjeux

Que viennent-elles faire ensemble ? La réponse est apportée par Franck Descoubes, directeur général de l'aménagement de Bordeaux Métropole : « Depuis trois ans, on a renforcé la coopération entre ces entités, de façon à créer des habitudes de travail communes, à être plus cohérent dans les interventions et à avoir un éventail d'actions le plus large possible. L'idée est d'avoir une capacité d'action multipliée grâce à l'addition des compétences. »

Il insiste : « C'est très important pour agir efficacement. Nous avons des enjeux majeurs dans cette agglomération, d'adaptation de la ville au changement climatique

et de réponse aux besoins en logements. C'est pour cela qu'on a mis en place cette logique d'incubateur de projets, et qu'on a demandé à nos techniciens de travailler le plus possible ensemble, pour répondre à cette attente d'adaptation du territoire urbain et de capacité d'accueil d'emplois et d'entreprises. »

La métropole bordelaise gagne chaque année 10 000 habitants supplémentaires. Le besoin d'accueil est d'autant plus fort qu'à côté de ce chiffre, il y a de plus en plus de "décohabitation". Franck Descoubes développe : « *Un foyer aujourd'hui, c'est en moyenne entre une personne et demie et un peu moins de deux personnes. Les typologies de logements demandées ne sont plus les mêmes, ce n'est plus quatre chambres mais une ou deux. Il faut retravailler la ville pour accueillir les gens dans de bonnes conditions.* »

Sans oublier la volonté d'urbaniser en artificialisant moins, la lutte contre les îlots de chaleur et l'architecture qui doit pouvoir supporter de fortes températures. Il y a donc une idée dominante derrière cette démarche d'union des forces : construire un collectif qui pousse ensemble à répondre à ces enjeux.

Créer collectivement de nouvelles habitudes de travail

Pour illustrer cette logique de coopération, prenons par exemple le groupe d'échange composé d'inCité, Bordeaux Métropole Aménagement, la Fabrique de Bordeaux Métropole, l'agence d'urbanisme a-urba et Aquitanis. « *On est un peu "le club des aménageurs* », explicite Cécile Rasselet, qui s'unit pour réfléchir à comment on peut ensemble être efficacement force de proposition au regard des demandes de la

Métropole. » D'un côté, Aquitanis est obligé de composer avec ces acteurs de l'aménagement. De l'autre, cela lui permet aussi de bénéficier de nouvelles compétences, aujourd'hui nécessaires dans les missions confiées par la collectivité. La directrice de l'aménagement urbain appuie : « *L'existence même de ce groupe d'échange est déjà un signal de solidarité : on œuvre ensemble pour le projet urbain de la Métropole. On y a tous intérêt, et il y a de la place pour tout le monde.* »

Dans cette logique d'alliance pragmatique et vertueuse, il est important que la Métropole puisse compter sur les "satellites" avec qui elle a des habitudes de travail. Dans le même temps, elle se doit de créer des liens entre les différentes entités en question.

Un point de vue partagé par Franck Descoubes : « *La Métropole est dans l'incitation, forte, puisqu'elle est le principal financeur, le titulaire de la compétence réglementaire et souvent la collectivité de rattachement. Nous sommes à l'initiative de ce collectif : l'animer, c'est notre boulot.* »

On œuvre ensemble pour le projet urbain de la Métropole. On y a tous intérêt, et il y a de la place pour tout le monde.

Cécile Rasselet

Un fonctionnement qui remporte l'adhésion de Cécile Rasselet : « *Aquitanis est un aménageur et producteur de logement social : nous avons la capacité d'aller là où la Métropole souhaite investir. On est pertinent sur des montages très complexes, et on sait aussi travailler avec les autres. Dans cette collaboration, chaque entité a ses atouts.* »



Tous pour les achats responsables !

Un exemple bénéfique de dynamique collective est celui du réseau 3AR, qui favorise depuis 2006 les échanges sur les achats publics responsables en Nouvelle-Aquitaine. L'objectif : accompagner l'ensemble des structures qui sont soumises au marché public dans des achats responsables et dans l'intégration des enjeux de transition, d'adaptation, etc.

Aquitanis l'a intégré il y a maintenant dix ans, et ne compte certainement pas revenir en arrière. « *On la trouve extrêmement pertinente et intéressante pour le territoire* », valide Grégoire Lalle, responsable accompagnement projets développement durable et RSE. Il fait aujourd'hui partie du conseil d'administration de 3AR, et est membre du bureau en tant que trésorier. « *Quand il a été question d'accorder du temps à la gouvernance, on a proposé nos services, en résonance avec la coopération inscrite dans notre raison d'être. C'est du temps à consacrer pour faire vivre l'association : Aquitanis me permet d'organiser mon temps de travail pour cela.* »

À ses yeux, ce réseau est un avantage non négligeable : « *3AR permet la mise en réseau d'acteurs publics responsables. Avoir des acheteurs soumis aux mêmes réglementations que soi, c'est crucial. C'est de l'éveil à des solutions, à des idées, qui peuvent conduire à acheter mieux.* »

Anne Bentz, directrice de 3AR, va également dans ce sens : « *L'idée est de faire force ensemble et d'appuyer une montée en compétences dans*

les enjeux liés au développement durable. » Pour cela, le réseau 3AR déploie une palette de solutions pour ses adhérents, issus de tout type de structures : formations, groupes de travail, créations d'outils et de guides...

« *On produit beaucoup de retours d'expériences. On touche à plein de sujets, par thématique et par famille d'achat.* » Elle précise : « *Aux bailleurs sociaux par exemple, on fait connaître la réglementation et on les aide à aller plus loin dans leurs démarches, comme travailler sur les enjeux de biodiversité, mieux connaître les labels ou intégrer des matériaux de réemploi.* »

Grégoire Lalle insiste sur l'aide précieuse que peut apporter ce réseau : « *On est soumis au code de la commande publique et l'État nous demande de faire des achats de manière vertueuse, avec des critères environnementaux et sociaux. Les structures ne sont pas forcément outillées pour faire face, l'association permet ce partage et cette montée en compétences pour mieux acheter.* »

Anne Bentz voit la présence d'Aquitanis d'un très bon œil : « *Leur participation dans le réseau est historique ! Ils sont l'un des membres fondateurs et ils ont formé leurs salariés à l'achat responsable.* » En résumé, une relation gagnant-gagnant entre Aquitanis et 3AR, devenue un atout indéniable dans leur mission au quotidien.



Renforcer le vivant...

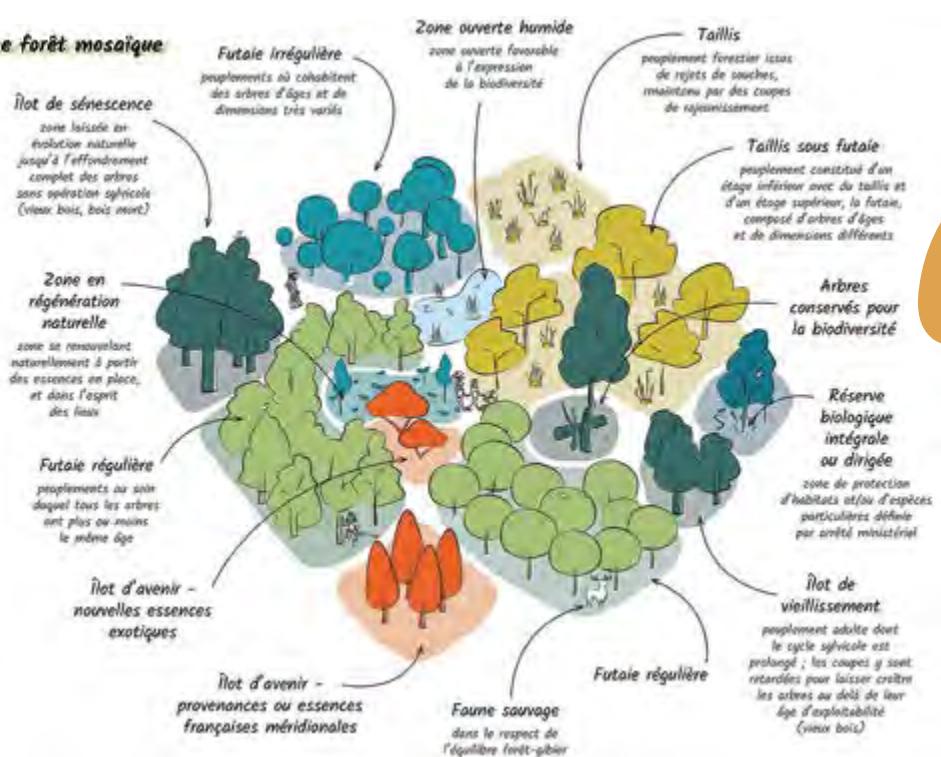


Et si nos territoires apprenaient du vivant ? De l'urbanisme inspiré par la nature aux forêts mosaïques, la leçon trouve les mêmes racines : construire avec le vivant plutôt que contre lui.

Une approche composite des forêts

Dessine moi... une forêt mosaïque

Illustration: © ONF - forêt-mosaïque-2020



Face au changement climatique, la forêt française apprend, elle aussi, à s'adapter. L'Office national des forêts (ONF) expérimente une nouvelle approche inspirée du vivant : la forêt mosaïque. Ce mode de gestion sylvicole cherche à recréer la diversité naturelle des écosystèmes, celle qui garantit leur robustesse. Essences multiples, âges variés, zones protégées ou productives : « *On essaie d'accompagner ce que le vivant aurait fait naturellement, mais plus vite* », explique Jean-Baptiste Maisonnave, chef du service développement littoral et risques naturels à l'ONF (agence Landes nord Aquitaine). Diversité biologique et génétique, complémentarité des habitats et gestion différenciée se conjuguent pour rendre la forêt plus résistante aux sécheresses, aux incendies ou aux tempêtes.

À la Pointe de Grave, à l'extrême du Médoc, cette philosophie prend corps. Sur plus de 300 hectares, entre es-

tuaire et océan, l'ONF et ses partenaires – Conservatoire du littoral, Département de la Gironde et Grand port maritime de Bordeaux – expérimentent une restauration concertée du massif forestier. « *Ce site est unique : il abrite des dunes, des zones humides, des forêts anciennes et même le banc Saint Nicolas, où la terre gagne chaque année sur la mer* », souligne Jean-Baptiste Maisonnave. Le futur plan de gestion, soutenu par le mécénat du fonds de dotation *Agir pour la forêt*, mobilise scientifiques, élus et acteurs locaux pour harmoniser les usages du massif – production, biodiversité, tourisme, prévention des risques. Cette démarche illustre une forêt « *en mouvement* », jamais figée, où la nature inspire la manière même dont l'humain la protège.

L'ONF, qui gère 25 % des forêts françaises, fait ainsi de la mosaïque une métaphore de résilience : un modèle vivant d'équilibre entre économie, écologie et lien social.

...et s'en inspirer

Le biomimétisme ou la métaphore du roseau

Coopérative d'intérêt collectif fondée il y a dix ans, Ceebios fédère chercheurs, ingénieurs, experts en sciences et vie de la terre, et en sciences politiques, designers, architecte, paysagiste urbaniste, juristes ou sociologues autour d'une ambition commune : œuvrer pour et par le vivant. Centre d'études et d'expertises en biomimétisme, elle rassemble une équipe d'une vingtaine de biomiméticiennes et biomiméticiens passionnés partout en France. Elle compte 100 sociétaires issus de l'ADEME, du Muséum national d'Histoire naturelle, d'entreprises ou encore de bureaux d'études. Installée à Senlis, Ceebios s'appuie sur un large réseau de soutiens associant l'État, des institutions nationales et plusieurs collectivités territoriales, parmi lesquelles la Région Nouvelle-Aquitaine et la Communauté d'agglomération du Pays Basque. Sa gouvernance partagée et la diversité de ses membres constituent sa « robustesse vivante » : une structure en évolution permanente, expérimentant et apprenant en continu.

Paysagiste conceptrice et urbaniste, Anne Gaillard conduit aujourd'hui au sein du pôle Habitat et Territoire de Ceebios les missions liées à l'aménagement et à la planification urbaine et territoriale. Elle défend le biomimétisme comme un levier puissant de transformation de nos manières d'habiter et de concevoir la ville. « *Le biomimétisme, explique-t-elle, va bien au-delà de la simple inspiration par la nature. C'est une approche scientifique et systémique qui considère le vivant comme un modèle, une mesure et un mentor.* » Issu du grec bios (vie) et mimesis (imitation), cette approche interdisciplinaire s'appuie sur 3,8 milliards d'années de recherche et développement du vivant. Elle invite à observer les formes, les flux et les interactions de la nature pour en extraire des principes applicables à nos organisations humaines et à nos milieux de vie.

Appliqué à l'urbanisme, le biomimétisme invite à penser la ville comme un socio-écosystème vivant, capable de s'adapter, d'échanger et de coopérer. À Mayotte par exemple, Ceebios accompagne l'Établissement public de reconstruction et de développement de Mayotte (EPRDM) pour concevoir des quartiers inspirés des forêts, capables de capter, faire circuler et réguler l'eau, quand il ne pleut pas, soit 8 mois par an.

Anne Gaillard résume ainsi l'enjeu : « *Résister, pour le vivant, ce n'est pas se raidir mais rester en mouvement. C'est la métaphore du roseau qui plie sans rompre.* » Une leçon d'humilité et de robustesse pour chacun de nos territoires.

Les créathons Villes et Vivant



© MoHo et makesense

Installé en Normandie, MoHo est un collectif et un espace où startups, associations, étudiantes, étudiants et entreprises inventent ensemble des solutions aux défis sociaux et environnementaux. Clémence Pille, cheffe de projet mobilité durable, rappelle que « *seuls des collectifs peuvent permettre de trouver des solutions systémiques* ».

Ainsi, depuis trois ans, MoHo, makesense et Ceebios organisent à Caen, Paris et Bordeaux les créathons *Villes et Vivant*, mobilisant acteurs publics, privés et citoyens pour faire émerger des solutions de villes régénératives inspirées par la nature. Le 10 avril 2024 à Bordeaux, cinquante jeunes de moins de 30 ans, issus de six écoles, ont travaillé en équipes pluridisciplinaires sur cinq défis locaux : préservation de l'eau, adaptation au changement climatique, réintégration de la biodiversité, santé des trames brunes et dépollution des sols. Guidés par neuf mentors et jurés aux expertises complémentaires, ils ont générées dix solutions innovantes, montrant comment la créativité collective peut rendre nos villes plus résilientes et vivantes !

Alerte sur la cybersécurité

Aujourd'hui, toutes les organisations sont concernées par la cybersécurité. Les grandes entreprises bien sûr, mais également les plus petites, sans oublier le secteur public et les associations. Problème : elles sont encore largement impréparées à faire face aux risques, comme le constatent régulièrement les équipes du Campus Cyber Nouvelle-Aquitaine.



Signalement

Depuis le 20 octobre 2025, un guichet unique permet de signaler, orienter et accompagner toute personne ou organisation confrontée à une cyberattaque 24h/24 et 7j/7 : composer le 17 ou se rendre sur 17cyber.gouv.fr



Une coopération en Nouvelle-Aquitaine entre l'État, la Région et le Campus Cyber Nouvelle-Aquitaine.

Avec son Campus Cyber, la Nouvelle-Aquitaine se place depuis son inauguration en juillet 2023 au centre de la cybersécurité en France. Un lieu totem qui a aujourd'hui deux missions principales : opérer le centre régional de réponse à incidents et développer économiquement la filière cyber. Le campus est ainsi en première ligne pour tous les incidents de cybersécurité, 400 par an en moyenne. La moitié lui est signalée, l'autre moitié est directement détectée par ses services. De plus, un numéro gratuit (0805 2929 40) est mis à disposition de toute organisation victime pour l'aider dans la marche à suivre. Côté développement, le campus cherche à consolider une filière cyber aujourd'hui très morcelée. Mais surtout, il a un objectif majeur : « sensibiliser, sensibiliser, sensibiliser », martèle son directeur, Guy Flament. Car aujourd'hui, la faille principale des entreprises est leur manque d'intérêt pour les problématiques de cybersécurité.

Un niveau de protection catastrophique

Le campus réalise 1 000 à 1 500 diagnostics gratuits par an pour mesurer la maturité face au risque cyber, avec des notes allant de 0 pour les moins préparés à 5 pour les meilleurs. La moyenne aujourd'hui est inférieure à 0,5 ! Il y a véritablement urgence. « Collectivités, associations, établissements publics locaux... ils sont tous dans le rouge, tellement peu mûrs qu'ils ne sont pas prêts à prendre 1h30 pour un diagnostic gratuit », s'alarme le directeur. « Et encore, on est déjà la région de France où il y a en a le plus de réalisés ! » Un quart des diagnostics accomplis en France le sont en Nouvelle-Aquitaine.

Le Campus Cyber s'attache à faire comprendre à ces acteurs qu'il est moins cher d'investir dans la cybersécurité que de réparer les dégâts d'un manque d'anticipation. Guy Flament insiste : « C'est une échelle de 1 à 100. On essaye de développer des outils et des services gratuits qui permettent de mettre en place au moins le premier niveau de sécurité. »

Pour se représenter la situation, il fait un parallèle avec la conduite : « On dit à nos interlocuteurs que ce serait bien d'avoir des freins. C'est pour cela qu'on leur offre les plaquettes, les disques et le manuel pour les monter. Et on explique que ce serait bien d'avoir aussi des airbags, le permis et de respecter les règles de la circulation ! »

Sauf qu'en voiture, les règles ont mis du temps à évoluer. Il a fallu attendre 50 ans pour que la ceinture de sécurité devienne obligatoire. La transformation numérique, elle, s'est faite en 10 ans... « Maintenant, il faut réglementer les autoroutes du numérique comme on a fait pour les automobiles », sourit le directeur du campus.

Deux manquements majeurs

Quand lui et ses équipes diagnostiquent les organisations, une chose pourtant évidente manque : les sauvegardes. « Pour une fois, on peut dupliquer la valeur. Si votre maison brûle, c'est terminé, vous n'avez pas de copie. Pour le numérique, c'est possible ! Et pourtant ce n'est pas fait, alors que c'est facile. »



Deuxième sujet qui fâche, les mots de passe. Beaucoup (trop) de personnes utilisent le même partout, y compris sur leur compte professionnel. Voire s'inscrivent sur des espaces personnels avec leurs compte et mot de passe professionnels. « *Et là, on commence à parler de dizaines de milliers d'euros de prise de risque simplement parce que quelqu'un, en achetant un produit, a considéré que c'était plus simple de recevoir le mail de livraison sur son adresse pro* », soupire Guy Flament.

Avec 300 bénévoles formés au diagnostic cyber, le campus de Nouvelle-Aquitaine veut tirer la sonnette d'alarme : « *Tout le sujet, c'est de faire en sorte que le dirigeant commence à s'y pencher.* » Même les petites entreprises, qui pourraient se croire épargnées, sont concernées par la menace de piratage. Le directeur alerte : « *Ce qui les maintient en vie, c'est que les attaquants n'ont pas eu le temps de faire tout le boulot. Il y a tellement de victimes potentielles que c'est la loterie.* »

Le campus et son association, qui fonctionnent à 70 % avec des fonds publics, restent limités par les moyens financiers devant une tâche toujours plus titanique. Les organisations qui choisissent d'adhérer bénéficient d'un accompagnement sur le long terme avec un nouveau diagnostic un ou deux ans après, et un certain nombre d'outils automatiques mis en œuvre. Une courte formation est également proposée aux dirigeants qui le souhaitent et qui devraient, à terme, être de plus en plus nombreux.



Cybersécurité : état des lieux chiffré (2024-2025)

Ampleur de la menace



67 % des entreprises françaises ont été victimes d'au moins une cyberattaque (53% en 2023)¹



100 milliards d'euros : coût de la cybercriminalité pour les entreprises françaises²

Vecteurs d'attaques



60% des cyberattaques utilisent le phishing comme vecteur principal³

Le phishing est une technique frauduleuse qui consiste à se faire passer pour un site ou un service de confiance afin de voler des informations personnelles.



47 % des attaques exploitent des failles de sécurité

46 % exploitent des erreurs humaines

Conséquences



47 % des entreprises perdent des prospects après une cyberattaque¹

43 % perdent des clients¹

60 % des entreprises victimes ferment dans les 18 mois suivant une attaque

Secteur le + touché



La construction est le premier secteur d'activité victime de rançongiciel en France⁴



Un rançongiciel est un logiciel malveillant qui bloque l'accès à vos fichiers ou à votre ordinateur et demande une rançon pour les débloquer.

1- Rapport Hiscox, 2024 - FEVAD.

2- Statista, 2024.

3- Baromètre CESIN x OpinionWay, 2025.

4- Rapport sur l'état de la menace, 2024-2025 - aDvens.

Quand la santé s'invite dans les politiques publiques

L'Organisation Mondiale de la Santé l'a formalisé en 1986 dans la Charte d'Ottawa : la santé n'est plus seulement l'absence de maladie, mais un état de bien-être physique, psychique et social. L'impact de ces trois facteurs est aujourd'hui largement documenté. Leur prise en compte effective suppose d'agir dans une logique de prévention accrue et fait de la santé un enjeu transversal à l'ensemble des politiques publiques. Comment, dès lors, passer de la théorie à la pratique ?

En France, la conception de la santé est encore très biomédicale et centrée sur les acteurs du secteur. La santé est pourtant, par nature, interministérielle. Par exemple, en favorisant l'intergénérationnel, on favorise la cohésion, la solidarité, et donc la santé mentale. Il faut changer notre regard sur la capacité qu'ont les politiques publiques à fabriquer ou non de la santé », affirme Linda Cambon, chercheuse en santé, co-responsable de l'équipe de recherche EVIDANS au CHU de Bordeaux, membre du Haut Conseil de la Santé Publique et pilote du centre d'appui Polariss.

L'exemple du COVID-19 illustre parfaitement l'impact des choix politiques qui ne viseraient que la santé physique. Les restrictions sanitaires ont certes préservé la santé physique du plus grand nombre, mais elles ont privé les enfants d'interactions sociales cruciales pour leur développement cérébral et isolé les personnes plus âgées de leurs familles au moment où elles en avaient le plus besoin.

Agir pour le bien-être des enfants

Pour passer à cette approche intégrée de la santé, plus ouverte à l'ensemble des acteurs et des secteurs de l'action publique, la recherche-action¹ s'impose progressivement. « Il s'agit de créer du lien entre production scientifique et décisions. C'est ce que nous faisons au sein du centre Polariss avec, par exemple, le APPIE² lab, dédié à l'impact des politiques publiques sur la santé de l'enfant. Nous ambitionnons d'en développer sur d'autres thématiques liées à la santé comme le logement, l'urbanisme, les politiques sociales ou d'inclusion », explique Linda Cambon.

Les travaux du programme APPIE ont été présentés en novembre dernier à l'Athénée municipale de Bordeaux, à l'occasion du lancement du centre Polariss (voir encadré). « J'ai créé ce programme multidisciplinaire dans un double objectif : explorer comment orienter les politiques non sanitaires au bénéfice de la santé et du bien-être de l'enfant, et fournir des outils aux acteurs et décideurs pour qu'ils prennent mieux en compte l'im-

pact de leurs décisions. Il réunit soixante-dix chercheurs, acteurs de terrain et élus locaux. Tout le monde a vite compris qu'il y avait là une opportunité de penser autrement le lien entre recherche et décision, entre politique et santé des populations. »



Depuis trois ans, le programme APPIE mène des études pour comprendre comment différents environnements influencent le bien-être des enfants. Les recherches portent par exemple sur la végétalisation des cours d'école à Bordeaux, la mixité sociale dans les crèches, le soutien à la parentalité ou encore l'organisation de la vie scolaire dans les écoles primaires. D'autres recherches sont en phase de démarrage, portant sur les quartiers ou la protection de l'enfance.

L'ensemble de ce travail permet de produire un corpus de connaissances et d'outils concrets, transférables à d'autres acteurs et à d'autres territoires.

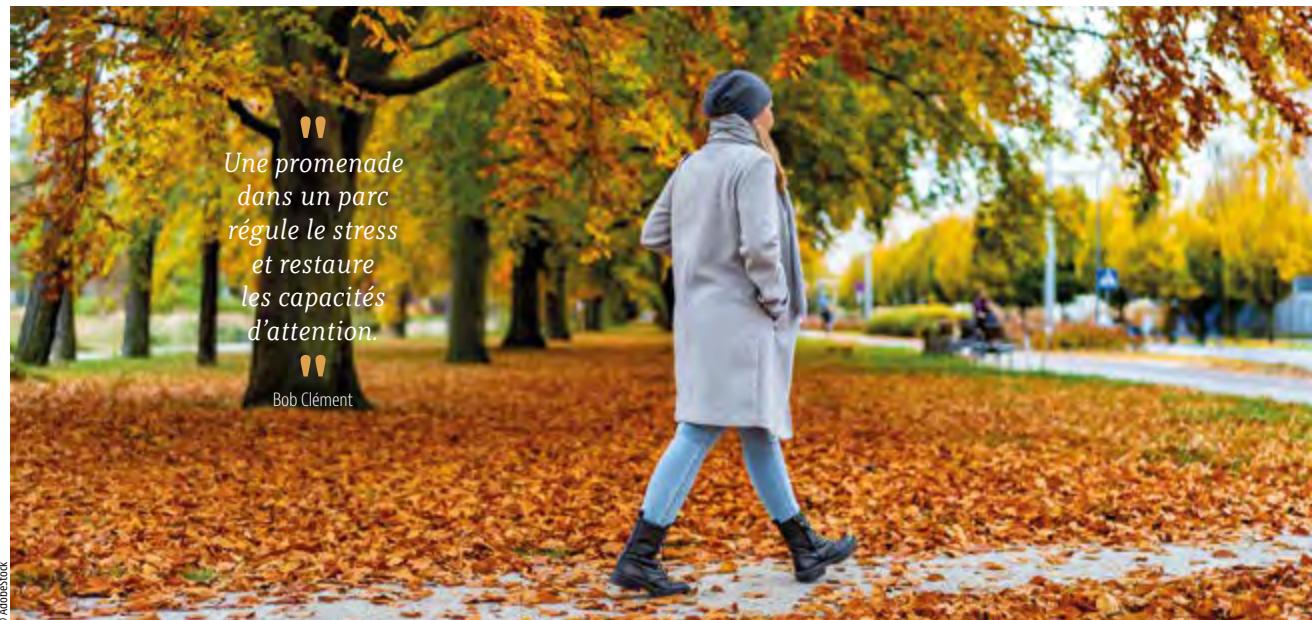
Linda Cambon poursuit : « Le changement viendra du niveau local. En diffusant largement les résultats de nos travaux de recherche nous espérons un effet d'entraînement, pour avoir un véritable impact sur les décisions prises et in fine sur la santé et le bien-être des enfants. »

Le centre Polariss fait partie du consortium EVIDANS. Composé d'experts issus de dix structures bordelaises, ce consortium vise à accompagner les chercheurs, acteurs et décideurs en santé publique, notamment dans le domaine de la prévention et de la promotion de la santé des populations.

Le centre Polariss, né en 2025 avec le soutien de l'ARS Nouvelle-Aquitaine, se veut une véritable plateforme de transfert de connaissances en prévention dite primordiale, c'est-à-dire une prévention qui modifie les conditions et environnements de vie de manière favorable à la santé.

Pour en savoir davantage sur Polariss et le consortium EVIDANS : www.evidans.org

Un urbanisme favorable à la santé



“
Une promenade
dans un parc
régule le stress
et restaure
les capacités
d'attention.
”
Bob Clément

© AdobeStock

Dans un autre domaine, Bob Clément, chargé d'études spécialisé dans l'urbanisme favorable à la santé à l'a-urba, partage une recherche-action sur les modalités et l'impact du « ressourcement urbain » menée dans le Bois du Burck, à Mérignac.

« *Le ressourcement relève d'un double processus de régulation interne sur les plans psychique, émotionnel et physique* », explique l'urbaniste. « *La phase de désactivation correspond au besoin d'un individu de se ressourcer quand il ressent un trop-plein. Puis vient la phase de réactivation positive qui lui permet de se recharger, notamment dans la nature.* »

« *Une promenade dans un parc régule le stress et restaure les capacités d'attention* », poursuit-il. Mais est-ce suffisant pour en avoir le plein bénéfice sur notre santé ? Pour le savoir, l'a-urba a listé seize critères d'un cadre ressourçant, relevant de l'environnement naturel (terre, eau, ciel, air) et de l'environnement humain. À titre d'exemple : le contact avec le végétal, l'eau, le ciel, l'ambiance sonore, le confort thermique, les aménagements, le sentiment de sécurité, etc.

Deux ans de recherches au Bois du Burck ont permis d'identifier des bonnes pratiques très concrètes à mettre en place, comme l'emplacement des bancs. Généralement placés en bordure des chemins, les résul-

tats de l'étude suggèrent de les placer aussi en dehors des zones de cheminement afin de respecter le désir de solitude des personnes. Les espaces ainsi aménagés seront soit « immersifs », c'est-à-dire en sous-bois sans accès visuel direct avec le ciel, privilégiant l'ombrage de la canopée et le chant des oiseaux, soit « contemplatifs », c'est-à-dire en prairie, privilégiant la lumière, la chaleur et l'horizon favorable à l'ouverture d'esprit. Bordeaux Métropole a identifié six parcs et forêts pour appliquer les recommandations de l'a-urba. Pour le Bois du Burck de Mérignac et la forêt du Taillan-Médoc, les échanges avec les services opérationnels ont démarré. Ils doivent permettre aux communes et aux services techniques de s'approprier la méthode et de la déployer dans d'autres lieux.



1- Également appelée recherche-interventionnelle.

2- Analyse des Politiques Publiques à Impact sur l'Enfant.

L'EMILE, une équipe dédiée à la santé mentale



Scénario et illustration : Clémentine Fourcade - Avec la participation de Margaux Gars, coordinatrice de l'Équipe mobile inclusive logement emploi - EMILE au sein de l'association ARI et Céline Bertrande, gestionnaire de recouvrement chez Aquitanis.



LA TÉNACITÉ

Le courage ou comment ne pas céder sur ce à quoi on croit

Adopter une posture et des démarches permettant de donner vie à ses valeurs et à ses ambitions, de faire valoir ses atouts et sa ligne de conduite.

Bastide Niel, entre principes forts et pragmatisme

Écologique et tourné vers le bien-être de ses habitants, le quartier en construction de Bastide-Niel, rive droite à Bordeaux, a dû adapter ses objectifs au contexte politique local et à la flambée du prix des matériaux. Sans rien renier de ses ambitions.



©Atelier Caumes/Bastide Niel

En 2026, le quartier Bastide Niel fêtera les 20 ans de sa genèse, sans être encore achevé. Car c'est bien en 2006 que les premières consultations ont été menées auprès des Bordelaises et des Bordelais pour savoir ce qu'ils souhaitaient faire de ces 35 hectares de l'ancienne caserne Niel et des terrains SNCF. Quatre ans plus tard, la Communauté urbaine de Bordeaux a choisi l'architecte-urbaniste Winy Maas, de l'agence néerlandaise MVRDV, pour définir le plan-guide de ce quartier écologique. En 2014, le groupement solidaire mené par Bordeaux Métropole Aménagement (BMA), avec les organismes de logement social Domofrance et Aquitanis, a été désigné comme concessionnaire de l'opération d'aménagement. «*Dès le début, le projet était de construire 3 000 à 4 000 logements avec des équipements, des espaces publics et des ambitions écologiques, mais qui étaient en lien avec les préoccupations de l'époque*», commence Claire Vendé, directrice générale de BMA. «*On parlait de la gestion des déchets, de l'eau, mais pas encore vraiment d'impact carbone. Le quartier a été conçu comme une zone de rencontre, très apaisée. Les piétons et les vélos y sont prioritaires, même si la voiture peut circuler. Le plan-guide dessiné par MVRDV repose sur l'idée d'une ville intime, avec une densité comparable au centre historique de Bordeaux. Bien que les immeubles soient assez hauts et les rues étroites, on a voulu éviter l'effet d'écrasement : chaque logement devait bénéficier d'au moins deux heures d'ensoleillement par jour.*»

C'est ce choix qui a généré des formes urbaines spécifiques, avec des pans coupés et des toits en forte pente. Avec une ambition : même au cœur du quartier, avoir toujours une vue sur le ciel. «*Nous avons aussi retenu d'autres principes forts : continuité chromatique entre sol et façades, teintes claires pour limiter l'effet d'îlot de chaleur, stationnement réduit à une demi-place par logement, car le quartier est bien desservi par les transports en commun. Et puis, le choix d'une programmation équilibrée : 35 % de logements locatifs sociaux, 10 % en accession à prix abordables, et le reste en libre. Sans oublier deux écoles, deux crèches et un gymnase.*» Voilà, pour l'ambition initiale. Mais, comme souvent dans un projet au long cours, des événements sont venus bouleverser la donne. Le premier, c'est le changement de majorité à Bordeaux en 2020 et la volonté, alors, d'aller plus loin que le plan originel. «*Il y a d'abord eu une demande de renforcer la végétalisation*», poursuit Claire Vendé. «*Au départ, le parti pris de MVRDV était assez minéral, duquel émergeaient des arbres. Nous avons donc travaillé pour augmenter la pleine terre et transformer certaines rues en rues-jardins ou en square. Ensuite, la municipalité a souhaité intégrer davantage de logements sociaux et abordables via le dispositif de bail réel solidaire (BRS).*»

De 3 400 logements, le projet est passé à 4 200, dont 1 300 logements locatifs sociaux - 190 de plus que prévu - et 1 000 en accession sociale, soit 320 de plus. «*Nous avons retravaillé les gabarits : en réduisant les parkings, le besoin de stationnement ayant diminué, il a été possible de créer des logements supplémentaires*», détaille la directrice générale de BMA.

Le prix des matériaux s'envole

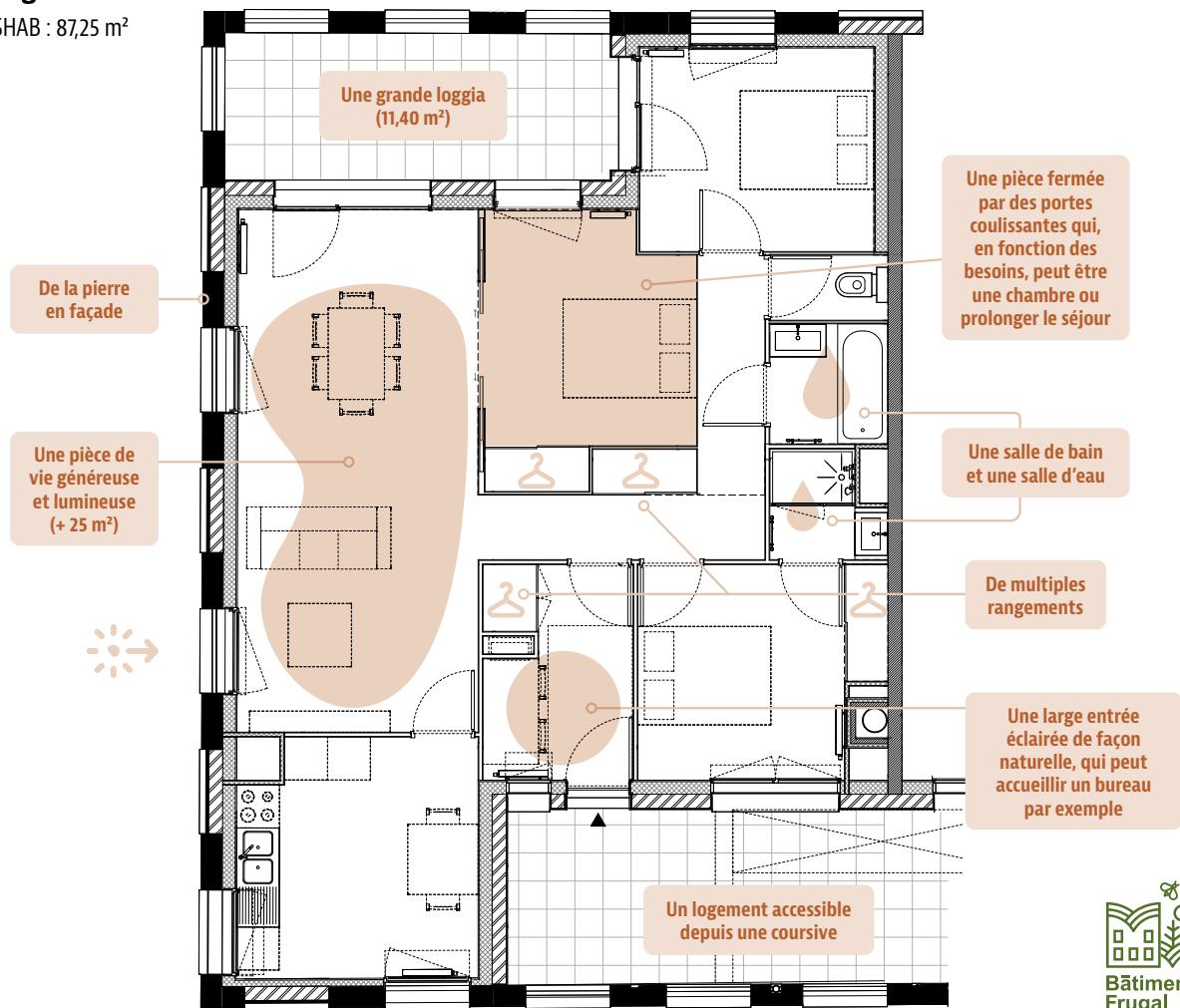
Second fait majeur ayant considérablement impacté le chantier de Bastide Niel, la hausse des prix des matériaux, en grande partie liée au contexte géopolitique, notamment à la guerre en Ukraine. «*Ces deux dernières années, les opérateurs immobiliers ont rencontré de grandes difficultés liées à cette augmentation avec des rentabilités en baisse, doublées d'une complexité à vendre (augmentation des prix de vente, taux d'intérêt élevés...). Pour nous, cela a posé la question de maintenir la qualité architecturale et environnementale tout en*

Étude de cas
îlot B124-1
Logement T4

SHAB : 87,25 m²



Tous les logements de la résidence sont traversants.
Celui-ci est même ouvert sur trois façades



Bâtiment
Frugal
Bordelais

La force de l'urbanisme durable

130 cours Le Rouzic (commerce) et 6 rue Paulette Merval

22 logements sociaux et 1 commerce · Label Bâtiment frugal bordelais : 1 feuille

Maîtrise d'ouvrage : Aquitanis · Maîtrise d'œuvre : Leibar Seigneurin Architectes avec les bureaux d'études COBET, OTEIS, NOBATEK

rendant les projets réalisables.» Car si l'on peut transiger sur certains points, impossible d'imaginer renoncer à des éléments considérés comme fondamentaux. «Nous avions des exigences fortes, par exemple l'utilisation d'un même matériau en continuité sur la toiture et les façades. Or, cela renchérissait les coûts. Nous avons dû accepter certains ajustements, comme le fait que la continuité s'exprime par la couleur plus que par l'emploi strict du même matériau, à condition que la mise en œuvre reste qualitative. Nous avons aussi pu revoir la forme de certains îlots. L'essentiel est de conserver l'identité du projet, son unité et sa cohérence. C'est ce qui fera de Bastide Niel un quartier exceptionnel», assure Claire Vendé. Au-delà des matériaux, c'est la taille même des habitations qui aurait pu être remise en question : plus petites, donc moins chères. Appuyés par l'agence d'urbanisme Philippon et Kalt, les aménageurs ont fait preuve de créativité et de souplesse, mais sans capituler sur ce point. «À Bastide Niel, nous avons maintenu les surfaces de logements dans les fourchettes prévues. En revanche, nous avons accepté, ponctuellement, de

produire moins de très grands logements, qui peinaient à trouver preneur. Mais il y a encore des appartements avec des surfaces exceptionnelles et de grandes terrasses : nous ne voulons pas y renoncer. Philippon et Kalt nous ont également aidés en posant des exigences environnementales encore plus fortes en lien avec le label Bâtiment frugal bordelais : des logements traversants pour favoriser la ventilation naturelle, par exemple. Nous travaillons en co-construction avec les urbanistes, les opérateurs, Aquitanis et Domofrance. C'est un travail de ténacité, de dialogue et de finesse. Notre métier, c'est d'apporter du confort social aux habitants, tout en répondant aux grands enjeux environnementaux et de logement», conclut la directrice générale de BMA.

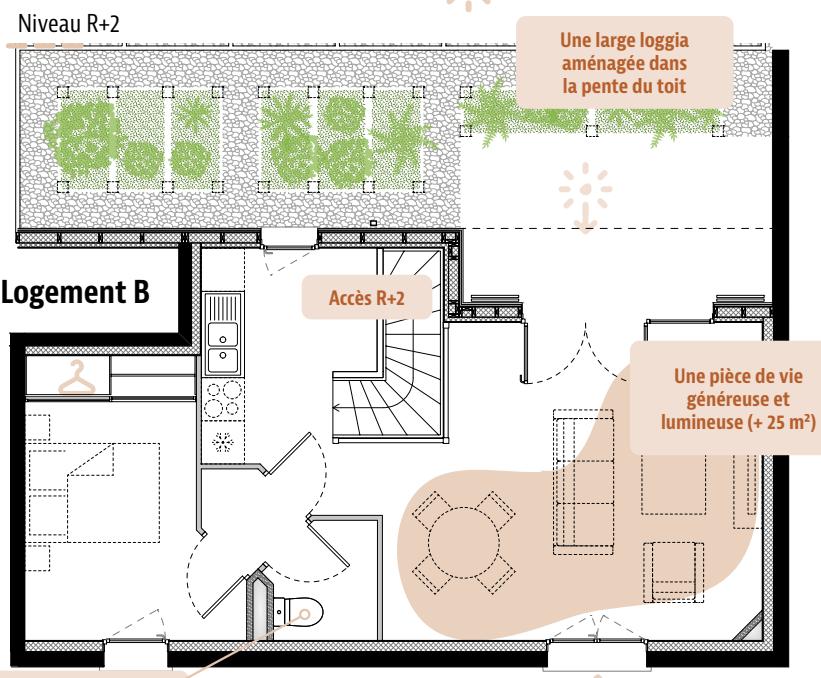
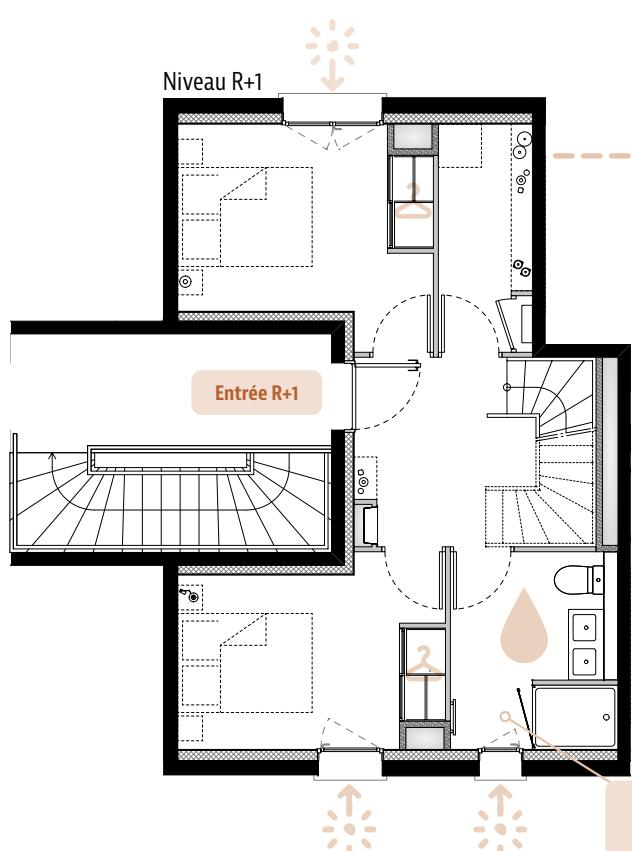
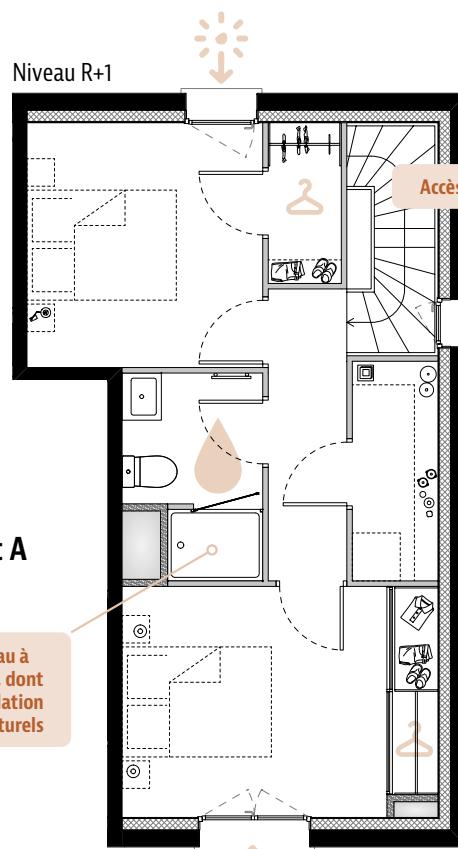
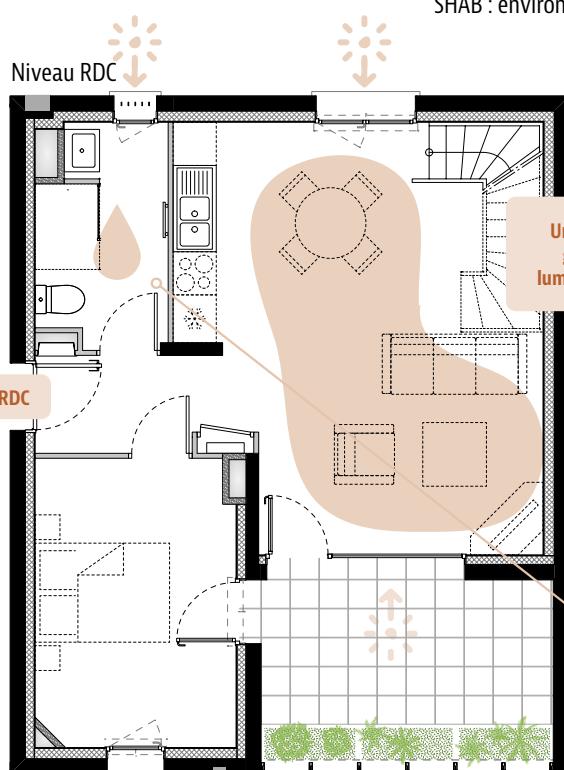
D'ici quelques années, lorsque le quartier sera entièrement sorti de terre, il ne ressemblera probablement pas tout à fait à ce qui avait été imaginé il y a dix ans. Mais au fil des contraintes rencontrées, il aura conservé son identité et sans doute finalement gagné en intérêt écologique et en résilience.

Étude de cas

îlot B115-2, La Rose Blanche Logements T4 duplex

SHAB : environ 81 m²

Tous les logements de la résidence sont traversants



Une salle d'eau dotée d'un éclairage naturel
Des WC à chaque niveau

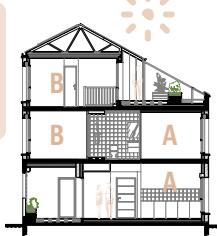
Sur trois niveaux,
deux logements T4 en duplex. Traversants sur chacun de leurs niveaux



Rue Sophie Scholl - 18 logements sociaux

Label Bâtiment frugal bordelais : 1 feuille

Maîtrise d'ouvrage : Aquitanis · Maîtrise d'œuvre : Agence Thierry Girault Architecte, avec les bureaux d'études EMACOUSTIC, CLIMELEC, Adour Études



L'eau, nouvelle cause du vivant



Face à l'érosion de la biodiversité et aux tensions croissantes sur l'eau, la société invente de nouveaux outils pour défendre le vivant. Certains s'appuient sur des programmes concrets de protection des ressources, à l'image du dispositif régional Re-Sources en Nouvelle-Aquitaine. D'autres explorent une révolution juridique et philosophique : accorder à la nature des droits propres, afin qu'elle puisse être représentée et défendue en tant que sujet. Loin de s'opposer, ces deux approches se complètent. L'une agit sur le terrain au quotidien, l'autre dessine un horizon politique et éthique qui redéfinit notre rapport au vivant.

Agir de manière préventive et volontaire

Des masses d'eau continentales polluées par les nitrates et les pesticides, 400 captages fermés entre 1970 et 2010 en Poitou-Charentes... Le programme Re-Sources est né d'un impératif : préserver les captages d'eau potable et améliorer l'état de la ressource en eau. Initié par la préfecture de région Poitou-Charentes dans les années 2000 et étendu à la Nouvelle-Aquitaine en 2018, Re-Sources déploie des actions préventives et volontaires désormais coordonnées par la Région.

Aujourd'hui, 69 aires d'alimentation de captages¹ prioritaires sont engagées dans 58 territoires. Ces étendues concernent plus de 9 500 exploitations agricoles, soit 22,5 % de la surface agricole utile de la région. Sur ces territoires, le programme donne accès à des financements pour des investissements, à des aides directes et à du soutien technique pour favoriser des pratiques agricoles plus respectueuses de l'eau.

Damien Ladiré, coordinateur régional du programme, nous en parle : « Sans rentrer dans le détail, les actions soutenues se situent au niveau des exploitations (choix des pratiques et systèmes agricoles), du foncier (acheter des parcelles pour les protéger par exemple), des filières (de la production aux débouchés pour les agriculteurs de cultures à bas niveau d'intrants²) et de l'aménagement du paysage (planter des haies pour limiter les transferts de molécules vers les nappes et les rivières par exemple). Mais il faut insister sur le travail d'animation que cela demande pour aller à la rencontre des professionnels, établir un dialogue, proposer des solutions. Cela repose toujours sur un binôme animateur-élu ».

Accélérer les résultats

« Très clairement, plus l'action engagée sur un territoire est ancienne, plus les diminutions de polluants sont marquées. Il faut du temps pour obtenir des résultats,

1- Aire d'alimentation de captage : surface sur laquelle l'eau qui s'infiltra ou ruisselle participe à l'alimentation d'un captage.

2- En agriculture, les intrants sont les apports à une parcelle agricole destinés à augmenter ses rendements. Il s'agit principalement des engrains naturels ou industriels et des produits phytosanitaires, c'est-à-dire les pesticides.

mais on a besoin d'avoir des résultats rapidement », précise Damien Ladiré.

Le programme Re-Sources en cours (2023-2028) évolue ainsi pour pouvoir renforcer et amplifier la protection. « Beaucoup plus de captages dégradés dits sensibles

sont désormais éligibles à l'intégration dans le programme Re-Sources. De plus, il est nécessaire de compléter les actions volontaires par des actions réglementaires mises en œuvre par l'État, si les résultats ne sont pas au rendez-vous », conclut le coordinateur régional du programme.

Quand la nature reprend ses droits

Face à l'ampleur de la crise écologique, un mouvement émerge. Il ne s'agit plus seulement de préserver une ressource vitale, mais de reconnaître à la nature une valeur en soi, au-delà de son utilité pour les humains. Rencontre avec Marine Calmet, juriste experte des droits de la nature, présidente de l'association Wild Legal (fondée en 2019).

QDT : Faire de la nature un sujet de droit. D'où vient cette idée ?

Marine Calmet : Les fondements philosophiques et éthiques des droits de la nature se retrouvent dès les années 1950 aux États-Unis, chez des penseurs comme Aldo Leopold (forestier, écologue, philosophe). Il constate que les humains occidentaux regardent la terre comme leur propriété ; leur relation avec le vivant est strictement utilitariste. Il introduit l'idée de « communauté biotique » dans laquelle l'humain doit trouver une nouvelle place.

L'approche juridique, elle, est introduite par Christopher Stone (professeur de droit aux États-Unis). Dans un article publié en 1972 intitulé « Les arbres doivent-ils pouvoir plaider ? », il démontre qu'il est possible et souhaitable de reconnaître juridiquement la nature comme sujet de droit.

QDT : Alors, pourquoi les arbres doivent-ils pouvoir plaider ?

M. C. : Christopher Stone constate que le droit de l'environnement traditionnel se limite à gérer des ressources, à protéger le « patrimoine » naturel et ne permet pas de protéger efficacement les écosystèmes. Il faut selon lui une transformation profonde du statut du vivant (lire ci-contre « Pour en savoir plus »). Lorsque les « autres qu'humains » deviennent des sujets de droit, non seulement il devient possible d'agir en leur nom, mais cela a aussi un impact sociétal sur notre considération à leur égard. Il remonte au statut des enfants dans le droit romain, à celui des esclaves noirs durant la traite, à celui des femmes, démontrant à quel point l'évolution du droit a transformé la société en profondeur. Il souligne que même des fictions juridiques



©Amandine Arnal

comme les personnes morales (les entreprises) peuvent plaider ! Il appelle de ses vœux une communauté politique élargie au vivant. Sa proposition est double : premièrement, reconnaître la nature en tant que sujet et non objet ; deuxièmement, la doter de droits propres.

QDT : Après la théorie, la pratique ?

M. C. : Depuis 1972, le mouvement pour les droits de la nature a fait de grandes avancées grâce à des peuples et des États, notamment du « Sud Global ». Précurseur et exemple, l'Équateur intègre dans sa constitution en 2008 les droits de la Terre (la Pachamama). De nombreux autres exemples sont fréquemment cités en Nouvelle-Zélande, en Inde, en Espagne... Les mises en pratique sont très diverses, c'est ce qui fait la richesse de ce mouvement.

QDT : Faisons un peu de fiction. Ça y est ! La Garonne (au hasard !) est reconnue sujet de droit. Que se passe-t-il ?

M. C. : Deux impacts majeurs. Premièrement une révision des institutions pour que les droits du fleuve soient représentés dans la gouvernance, et pas uniquement comme ressource ou comme service écosystémique. Cela permet de dépasser la logique actuelle, où les politiques territoriales arbitrent essentiellement des conflits d'usage, pour penser la cohabitation et le partage avec les autres qu'humains.

Deuxièmement, en cas de menace ou de violation des droits du fleuve, il est possible de saisir le juge afin de prévenir ou réparer le préjudice subi par cet écosystème.

QDT : Mais reconnaître des droits à la nature, est-ce que cela se fait au détriment des droits humains ?

M. C. : C'est tout le contraire. Demain, sans protection de notre milieu de vie, nous ne pourrons pas garantir notre dignité ni le respect de nos droits fondamentaux les plus essentiels : droit à la santé, à l'eau, à un environnement sain. C'est la priorité donnée aux usages économiques, extractifs et court-termistes, qui nuit aux droits humains.

La question a été tranchée en Espagne, pionnière en Europe, après l'adoption d'une loi (septembre 2022) pour la reconnaissance de la personnalité juridique de la lagune de la Mar Menor (région de Murcie). L'extrême droite a attaqué la loi devant le Conseil constitutionnel et la décision rendue est claire : il n'y a aucune opposition entre droits humains et droits de la nature ; au contraire, les droits de la nature renforcent la protection de la dignité humaine, qui n'est possible que dans des environnements naturels adéquats.



© Maxime Ghesquière

Demain, la Garonne ?

« Le fleuve caché », une mise en lumière vidéo et poétique sous la création de l'artiste Olivier Crouzel, sur les rives de la Garonne et de la Dordogne dans le cadre du festival Traverse 2025.

En Nouvelle-Aquitaine, des collectifs s'organisent pour la reconnaissance des droits de plusieurs cours d'eau : le Ciron, l'Isle et... la Garonne. Remplir ses fonctions essentielles, ne pas être polluée, conserver sa biodiversité... La Garonne bénéficie depuis le 17 mai 2025 d'une déclaration de ses droits fondamentaux. Elle a été signée dans le cadre du festival Traverse par le collectif des Gardiens et Gardiennes de Garonne, qui milite depuis plusieurs années pour faire du fleuve un sujet de droit. Nous avons rencontré Maxime Ghesquière, conseiller municipal de Bordeaux, à l'initiative de cette dynamique. « *Sur les exemples locaux comme l'A69, les mégabassines... on voit bien que le droit de l'environnement ne protège pas l'environnement. Il donne les règles pour pouvoir continuer à l'exploiter. Alors, je me suis intéressé à ce que l'on pouvait faire pour réellement protéger l'environnement juridiquement. En 2021, j'ai sollicité Alexandre Zabalza et Hubert Delzangles, professeurs de droit à l'Université de Bordeaux, pour réaliser un état de la reconnaissance juridique des cours d'eau. C'est là que tout a commencé. La déclaration des droits de la Garonne de mai dernier était un moment fort, fruit d'un long travail ; mais ce n'est qu'une étape. Il faut faire preuve de beaucoup de pédagogie car nous rencontrons une forte incompréhension. Mon espoir ? Dans cinq ans, pourquoi pas une loi pour permettre aux citoyennes et citoyens d'aller en justice en cas d'agression du fleuve.* »

De la protection de l'eau potable à la reconnaissance juridique des écosystèmes, les démarches sont diverses, parfois même radicalement différentes dans leurs approches. Mais elles traduisent une même conviction : il est urgent de changer de regard sur la nature. Préserver une ressource, c'est déjà protéger le vivant. Accorder des droits à un fleuve, c'est franchir une étape supplémentaire, en reconnaissant sa valeur intrinsèque et sa place au sein d'une communauté élargie. Ces chemins parallèles esquisSENT une nouvelle manière d'habiter le monde.

Pour en savoir plus sur les droits de la nature



Podcast Sciences Chrono de France Culture, épisode « Christopher Stone : la nature reprend ses droits »



Ouvrage en accès libre de l'Agence Française de Développement sous la direction scientifique de Marine Calmet, Sarah Hayes et Farid Lamara

Dans les pas d'un gardien d'immeuble



Nettoyage, entretien de l'immeuble, réparations, relationnel avec les habitants... Gardien est un métier varié et un atout précieux pour les résidences qui en comptent un. Illustration aux côtés de l'un d'entre eux, maillo de proximité d'une chaîne entre le bailleur social et ses locataires, qu'Aquitanis est attaché à préserver à l'heure où ce métier est menacé dans le logement social.

Clara Echarri

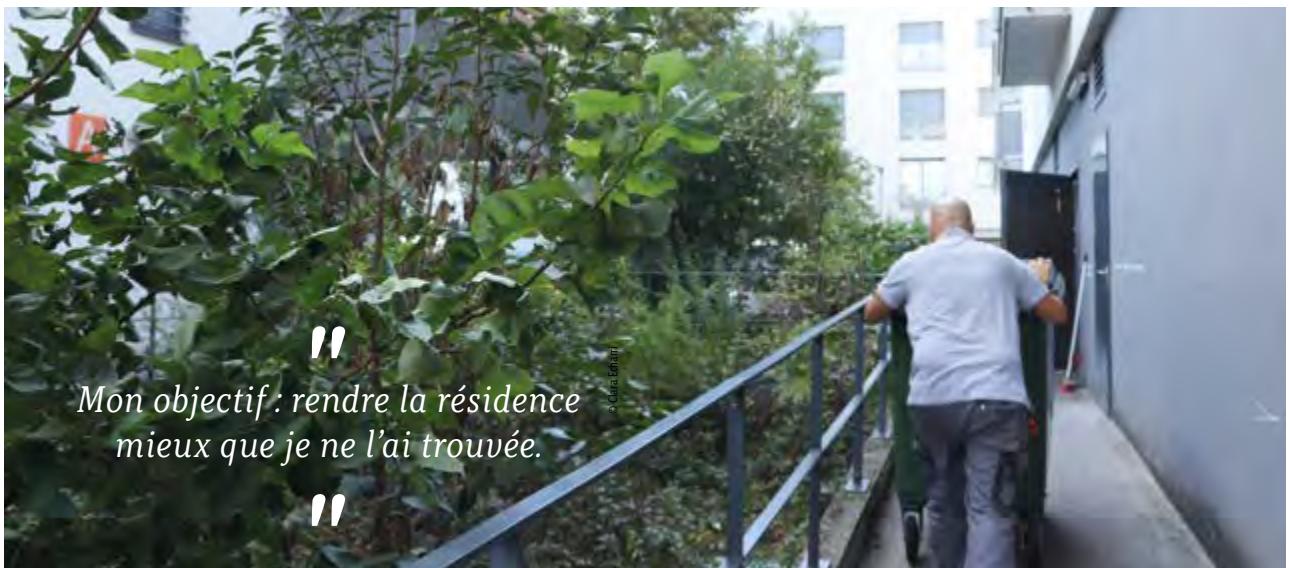
9h du matin, Karim Boukhal est déjà en action. Gardien dans le Bas-Cenon, il partage son temps entre trois résidences toutes construites il y a moins de deux décennies : Rytmik (84 logements), Tempo (45 logements) et Jean Jaurès (51 logements), où il habite. Salarié d'Aquitanis depuis plus de vingt ans, dont quinze passés dans ce trio de résidence, dire que Karim sait ce qu'il fait est un euphémisme. Gants épais sur les mains, énorme trousseau de clés accroché au pantalon, il commence sa journée en s'attaquant au local à poubelles de la résidence Jean Jaurès.

Son objectif ? Il le résume en une phrase : « *rendre la résidence mieux que je ne l'ai trouvée.* » Et ce n'est pas une mince affaire. « *Je dois remettre en état ce qui a été sali alors que c'était nettoyé.* » Chaque jour, Karim fait une sorte de « remise à zéro ». Tout ce qui est fait n'est plus à faire, paraît-il ? Pour lui, pas vraiment : tous les jours, il faut recommencer ce qu'il a fait la veille.



L'exemple le plus flagrant est le local à poubelles. Quelle que soit la résidence, ces petites pièces représentent pour le gardien une série de batailles. « *Un combat de tous les jours...* », souffle le gardien, qui pourtant ne se décourage pas. D'abord, le simple fait de mettre les poubelles dans les bacs prévus à cet effet. « *J'essaye de mettre les bacs le plus proche possible de la porte. Même quelques mètres, ça peut faire la différence ! Si le bac est dans le coin, les gens pourraient laisser le sac au pied de la porte* », soupire-t-il.

Ensuite, il y a le défi du tri. Dans ces trois résidences du Bas-Cenon, ce n'est clairement pas la priorité de certains locataires. Alors Karim s'en charge, inlassablement. « *Si mes collègues me voyaient faire, ils me diraient que je suis fou !* » dit-il alors qu'il démonte un carton en morceaux pour le faire entrer dans le gros bac vert. Polystyrène d'un côté, emballages de l'autre, verre soigneusement jeté pour éviter qu'il ne se brise partout dans le local...

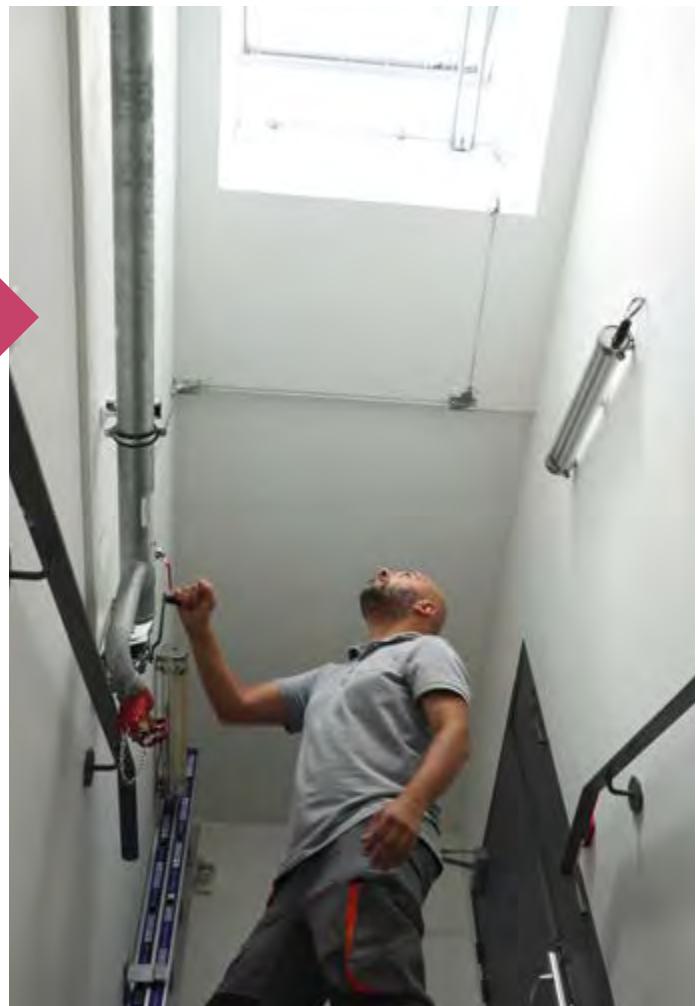


“Mon objectif : rendre la résidence mieux que je ne l'ai trouvée.



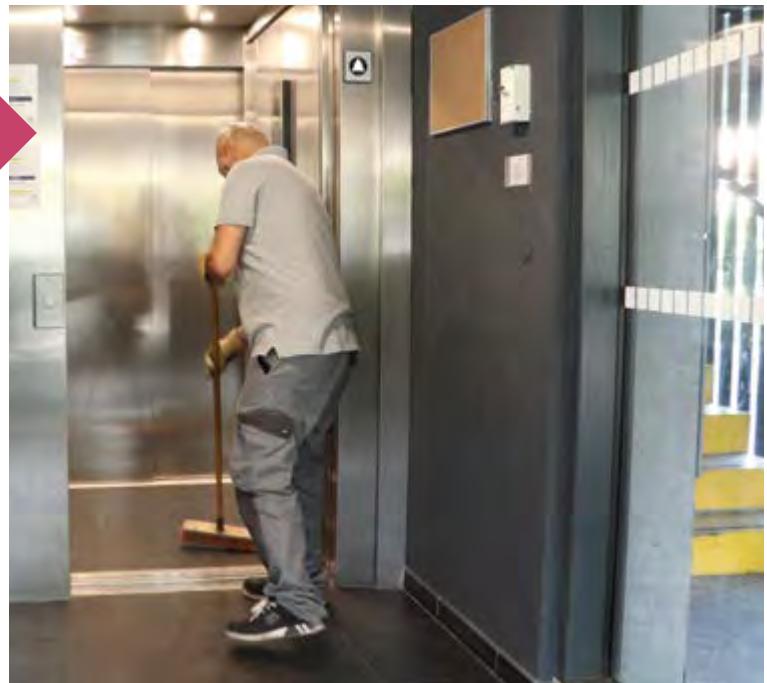
En plus du nettoyage, Karim est un peu le McGyver des trois résidences. Une ampoule grillée ? Une porte qui ne ferme plus ? Un robinet qui fuit ? C'est lui qu'Aquitanis envoie aux locataires. Tout ce qui est petits travaux est géré par le gardien, qui met un point d'honneur à prendre soin de ses résidences... et de ses résidents. Son « N+1 », gestionnaire du site, le met en contact avec celles et ceux qui ont des soucis, pour qu'il intervienne au plus vite et de façon efficace.

Parfois, il est appelé pour intervenir sur des immeubles voisins, sans gardiennage, pour des interventions de ce type. « *L'avantage, c'est que tout est dans un rayon de dix minutes à pied. Je peux facilement passer de l'une à l'autre.* » Lui et sa famille sont logés dans la résidence Jean Jaurès, et il fait bien attention à préserver sa vie personnelle : « *Quand je rentre chez moi, je laisse le travail à la porte* », sourit-il.





Quand il ne s'occupe pas des déchets, le gardien doit aussi gérer le nettoyage des parties communes. Aspirateur ou balai en main selon le niveau de saleté, il parcourt les étages, et va même jusqu'à s'occuper des marches une par une. En le croisant dans les couloirs, les habitantes et habitants le saluent, voire le remercient.



On fait des rencontres intéressantes... certains sont là depuis des années, donc je les connais bien.

“



Même si l'intendance occupe la majeure partie de ses journées, il ne faut pas oublier l'aspect social de son travail. « *Ce qui est bien, c'est de parler avec les locataires. On fait des rencontres intéressantes. Il y a du turnover, mais certains sont là depuis des années, donc je les connais bien.* » Ici, vit un musicien. Là, un couple de personnes âgées. Et plus loin, une mère et ses enfants. Le gardien connaît les noms, les étages, les habitudes et les caractères des uns et des autres.



Autre aspect très apprécié par Karim, son autonomie. « *Je gère mes résidences et mon employeur me fait confiance. Tant que le travail est fait, je peux le faire comme je veux et m'organiser à ma manière.* » Un atout précieux pour les habitantes et habitants, qui ne mesurent pas toujours l'ampleur de la tâche ni leur chance d'avoir un gardien aussi impliqué.

La proximité en avant

Alors que certains services se déshumanisent souvent au profit de relations numériques, Aquitanis choisit de réaffirmer son action de proximité. Suite à une Grande consultation menée auprès de 3 000 locataires, des équipes et de partenaires institutionnels et opérationnels, l'Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole a formalisé un contrat social de proximité destiné à refonder la relation et redonner du sens à l'action quotidienne.

En dix ans, le contexte de la proximité s'est durci : effets de la crise sanitaire, montée de la précarité, inquiétudes climatiques, distance croissante avec les institutions, crispations sociales, exigence d'immédiateté, généralisation du numérique... Dans les résidences et les quartiers, ces tensions se répercutent sur le quotidien et complexifient le travail des équipes d'Aquitanis. Sollicitations plus nombreuses, usure professionnelle, injonctions parfois contradictoires : il devenait nécessaire de revisiter la manière d'être présent auprès des habitants.

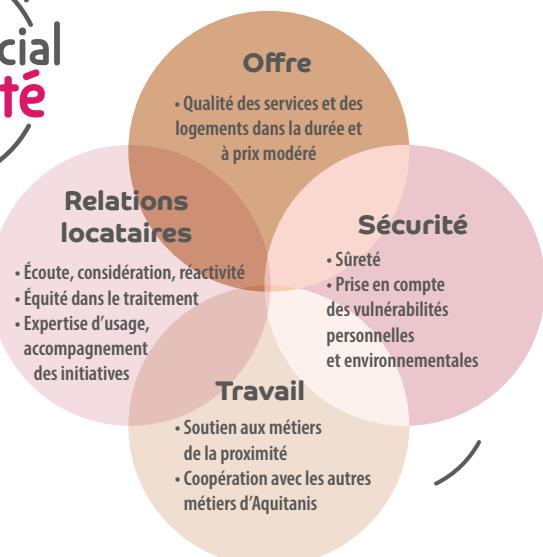
Pour dépasser les impressions, Aquitanis a choisi d'écouter en profondeur sans a priori. La Grande consultation, menée sur les six premiers mois de 2024, a déployé un dispositif XXL à base de groupes de travail de défrichage, de questionnaires téléphoniques et par mails, d'entretiens individuels avec des représentantes et représentants de collectivités locales, d'associations et de prestataires. Une enquête exceptionnelle par son ampleur pour comprendre ce que vivent les locataires, leurs attentes, leurs besoins, mais aussi la perception des équipes et des partenaires.

Les locataires se révèlent pragmatiques : sécurité, qualité d'usage des logements, entretien régulier des espaces communs mais également prise en compte des problématiques des plus fragiles ou liées au changement climatique... Loin d'exigences irréalistes, ils sont conscients aussi de leurs devoirs : payer le loyer, s'assurer, respecter les voisins, le cadre de vie et les intervenants de proximité. Une vision souvent plus nuancée que celle perçue par les professionnels, qui s'apprécie à l'aune de l'équilibre prix payé / services rendus dans un contexte de pénurie de logements sociaux.

Pour analyser ces résultats, Aquitanis s'est inspiré des travaux des chercheurs Mathieu Saujot et Marion Bet de l'IDDRi — l'Institut du Développement Durable et des Relations Internationales. Ceux-ci ont identifié quatre « pactes » structurants du contrat social national : consommation, sécurité, démocratie, travail. Parti-pris d'Aquitanis : transposer cette grille de lecture aux résultats de la Grande consultation. Les quatre pactes ont été déclinés en piliers concrets pour structurer le contrat social de proximité.



Piliers du contrat social de proximité
(transposition de la grille de lecture de l'IDDRi)



Ce prisme a permis de mettre en lumière les zones de priorité et de synergie entre les attentes des locataires, des partenaires et les moyens des équipes, de formaliser les engagements et de guider l'action.

Un socle pour transformer l'action

De cette matière dense est né le contrat social de proximité, un document synthétique devant être partagé avec les locataires, le personnel, les prestataires et les partenaires. Il fixe les principes qui guident l'action d'Aquitanis en la matière. Plus qu'une charte, il s'agit d'une doctrine, d'une boussole commune pour structurer les pratiques du quotidien.

Treize priorités ont été fixées et déjà quatre d'entre elles - réactivité des interventions, lutte contre l'insécurité, renforcement de l'accompagnement social, soutien aux métiers de proximité - font l'objet de la construction d'une feuille de route.

La dynamique est lancée et structurée. Aquitanis affirme ainsi sa détermination à consolider durablement la confiance et le dialogue avec les habitantes et habitants, en plaçant le sens de l'action quotidienne au cœur de ses résidences.

La campagne, cette nouvelle terre des possibles

L'exode rural, puis une vision de la modernité centrée sur la figure de l'urbain, ont peu à peu relégué les campagnes au rang de territoires accessoires, rarement au cœur des volontés politiques. Mais des femmes et des hommes se battent pour résister à ce mouvement en créant les leviers d'une nouvelle dynamique.

Vue d'en haut des Espaces Saquary



© Espaces Saquary

Née avec l'essor des néoruraux à la fin des années 1960, la revitalisation des campagnes connaît une nouvelle jeunesse ces dernières années, grâce à la détermination de citoyennes et citoyens désireux de vivre dans des espaces qu'ils aiment depuis toujours, ou qu'ils ont appris à aimer. Leurs initiatives sont diverses, mais beaucoup comportent un volet dédié à l'alimentation ou sont en rapport direct avec la terre.

«Notre mouvement est né il y a 22 ans, face à trois constats : l'absence de renouvellement des générations agricoles, l'agrandissement continu des exploitations et la disparition ou la marchandisation des terres nourricières. À cela s'ajoute un manque de prise en compte du sujet par les pouvoirs publics», commence Louis Pautrizel, de Terre de Liens Aquitaine.

«Cela a amené à la création d'une société commerciale qui émet des actions auprès du grand public pour collecter de l'épargne et acheter du foncier, et une fondation reconnue d'utilité publique, dont le patrimoine est

inalienable. La foncière loue les terres à des agriculteurs et agricultrices sous baux ruraux environnementaux, qui garantissent une agriculture biologique et respectueuse du vivant.» Terre de Liens a déjà mené à bien nombre de projets, contribuant à redynamiser des territoires ruraux grâce à des actions pérennes. «Nous avons collecté 180 millions d'euros, acheté 12 000 hectares, soit environ 400 fermes, et permis à 800 paysannes et paysans de s'installer. En Aquitaine, 25 fermes sont déjà en activité. Chacune d'elle devient un lieu vivant, un point d'ancre. Les agriculteurs et agricultrices que nous accompagnons s'établissent sur des surfaces à taille humaine, souvent en circuits courts. Ils fournissent les marchés, les cantines scolaires et créent de nouveaux emplois. Tout cela revitalise les campagnes. Car les citoyens le ressentent : ils voient moins de biodiversité, moins d'agriculteurs, moins de jeunes... et ils ont envie d'agir.»

Un tiers-lieu « nourricier »

Ce volontarisme, on le retrouve aussi dans les nombreux tiers-lieux qui essaient le Sud-Ouest. Depuis



© L.Pautrel

2019, à Plassac, en Haute-Gironde, la municipalité a confié à des habitantes et habitants l'ancienne mairie du village. C'est donc un collectif indépendant qui assure la gestion des 600 m² au milieu d'un parc communal. «La mairie a embauché une chargée de développement pour la phase d'incubation du projet : rédaction des statuts, construction juridique solide, recherche de partenaires administratifs et financiers. Dès le départ, le projet était ambitieux», se souvient Xavier Cotta, coordinateur des Espaces Saquary, le nom de ce tiers-lieu. «Le fil conducteur, c'était la question alimentaire. En pleine période de Covid, on a pris conscience que notre approvisionnement était fragile. On voulait pouvoir, au moins, approvisionner la cantine en produits locaux et sains. D'où la création d'un éco tiers-lieu nourricier, axé sur l'alimentation, la résilience et l'écologie. On y trouve un atelier cuisine, un jardin partagé, de l'apiculture, un atelier low-tech et un atelier vélo notamment.»

L'association sous-loue également des espaces à d'autres structures locales. «On y trouve entre autres une association d'accompagnement de femmes en difficulté, un espace de vie sociale conventionné par la CAF, et un grenier dédié aux pratiques douces : yoga, musicothérapie, activités pour enfants... La vie du bâtiment s'autofinance. Donc si demain on perd une subvention, le lieu continue à vivre.» Le tiers-lieu a permis de structurer, dans la commune, les volontés déjà affirmées de faire vivre ce territoire rural. «Le tiers-lieu a donné un lieu phare, un point de repère où les associations peuvent se rencontrer, mutualiser leurs activités, hybrider leurs événements. Les habitants viennent chercher de l'information, du soutien, des relations», témoigne Xavier Cotta.

Et les effets sont là : des gens isolés reprennent pied, trouvent des amis, pratiquent des activités... Le lieu est devenu un espace d'entraide et de santé sociale, et dans un territoire marqué par la précarité, c'est essentiel. Le tiers-lieu ne manque pas de projets, notamment en lien avec l'alimentation : «Nous avons été labellisés Fabrique de territoire. Nous allons mener des tests sur des cépages ancestraux pour évaluer leur adap-

tation. Le tiers-lieu est aussi un laboratoire agricole et social à petite échelle», conclut le coordinateur des Espaces Saquary.

Fédérer les énergies

Des initiatives de ce type ne sont pas isolées. Partout ou presque, des citoyennes et citoyens s'emparent de sujets comparables pour résister à la dévitalisation du rural. Et certains emploient leur énergie à fédérer les volontés et les avancées locales, à l'image de Médoc Tiers-lieux, dont Aurélie Degoul est co-présidente. «Le Médoc est une zone rurale fragile, marquée par la pauvreté, la précarité et le manque de mobilité. Dans les petites communes, les élus n'ont pas toujours les moyens, ni la connaissance de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS). Les priorités sont ailleurs. Pourtant, l'ESS est essentielle : elle structure le lien social et maintient la vie locale. Sans elle, beaucoup de villages s'éteindraient», explique-t-elle.

Alors, Médoc Tiers-lieux s'est donné pour objectif de recenser les initiatives et de les fédérer, autour de trois axes majeurs. «Le premier, c'est l'accompagnement des porteurs de projets. Il existe beaucoup de structures d'appui, mais souvent à Bordeaux. Nous voulons offrir un premier accueil de proximité, pour que les habitants puissent obtenir des conseils ou être orientés sans devoir parcourir des dizaines de kilomètres. Le deuxième axe, c'est la sensibilisation. Beaucoup d'associations ignorent qu'elles relèvent de l'ESS. Et trop souvent, on voit encore l'ESS comme un secteur qui demande des subventions, alors qu'elle contribue pleinement à l'économie réelle. Le dernier axe, c'est la coopération. Dans un territoire où les ressources sont limitées, si chacun reste dans son coin, on s'épuise.»

Une manière de ne pas abandonner un territoire, de tenir bon là où d'autres acteurs capitulent par manque de volontarisme politique. «L'ESS contribue directement à l'attractivité des communes. Les maires qui soutiennent les associations, les cafés culturels, les initiatives citoyennes voient leur village revivre. Ce sont ces lieux qui font vivre les bourgs, qui les rendent intéressants. Et contrairement à ce qu'on croit, ce ne sont pas seulement les néoruraux qui portent ces projets. Beaucoup d'habitants de longue date s'y engagent. C'est cette alliance entre anciens et nouveaux habitants qui redonne du souffle à la ruralité.»

Avec un mantra que présente Aurélie Degoul, un credo que pourraient partager beaucoup de celles et ceux qui refusent la fatalité d'une ruralité reléguée : «La coopération, c'est la clé. C'est en travaillant ensemble qu'on trouvera des solutions durables. Ce sont souvent de petites réponses, à très petite échelle, mais elles existent et elles donnent des idées. Même quand on a l'impression d'avancer d'un pas et de reculer de deux, on continue, parce qu'on sait que c'est la seule voie possible.»

Portraits de quatre femmes qui osent

Nioly, Maryna, Imane et Oumou ont un point commun : elles ont su faire de leurs difficultés le terreau de leur renaissance. Venues d'horizons différents, confrontées à l'exil, à la guerre ou à la précarité, elles refusent de subir et choisissent de transformer les épreuves en force.

Nioly Le goût du défi

À 39 ans, Nioly a connu plusieurs vies. Elle quitte le Venezuela en 2016, en pleine crise économique, sociale et politique. « Je n'étais plus en sécurité ». Elle s'exile au Chili puis décide d'explorer un autre continent. Direction la France. Pendant le vol, elle apprend la mise en place d'un deuxième confinement.

Dès son arrivée, elle étudie le français. Les premiers mois sont rudes : « Je ne connaissais personne, je ne parlais pas la langue, je ne trouvais pas de travail, pas d'autre logement qu'en Airbnb. Au bout de six mois, j'ai pensé retourner au Chili. » Sa détermination et sa foi la retiennent. « J'ai prié, j'ai espéré que c'était la volonté de Dieu que je reste. Et le mois suivant, j'ai trouvé du travail. »



Maryna – De l'ombre à la lumière

En avril 2022, Maryna fuit Marioupol avec son mari, ses deux enfants et ses deux chats. Elle emporte peu, tout a été détruit autour d'elle. Elle laisse derrière elle ses parents, car sa mère, malade, ne peut pas se déplacer. « Pendant longtemps, je n'ai pas eu de leurs nouvelles. La ville était bombardée toute la journée, les gens se cachaient. »

En France, Maryna retrouve une amie ukrainienne, rencontrée sur un site de formation en ligne en temps de paix. Elle habite à Bordeaux. C'est elle qui va aider la famille dans ses premiers pas ici. Entre « soulagement de ne plus entendre les bombes » et peur de l'inconnu, Maryna et son mari affrontent les difficultés et la barrière de la langue.



Elle devient assistante maternelle et réalise qu'« En France, les enfants ne fêtent pas leurs anniversaires comme en Amérique latine. »

De cette différence culturelle naît son projet : « Je veux organiser des fêtes comme là-bas : colorées, thématiques, pleines de décos et de ballons. » Anniversaires, mariages, baptêmes... Nioly ne manque pas d'idées ! Grâce à l'incubateur Singa, elle structure son projet, crée sa micro-entreprise et entreprend une formation en décoration événementielle. Ce qui la porte ? Réussir pour avoir les moyens de voir plus souvent sa famille, et vivre dans une maison au bord de l'eau car la mer lui manque beaucoup.

Elle conclut dans un sourire : « Vivre ici est un défi, mais un défi gratifiant ».

Heureusement, les familles d'accueil et les associations locales les aident « de A à Z », pour les papiers, les enfants, le travail... « C'est grâce aux gens autour de moi que je suis là. »

Bien qu'ingénierie mécanique de formation, Maryna avait déjà amorcé une reconversion en Ukraine pour se consacrer à la photographie, sa passion. Avec l'accompagnement de Singa, elle construit un réseau et confirme son projet. « Grâce à l'association, j'ai fait un grand pas. J'ai trouvé un mentor, d'autres entrepreneurs. J'ai repris confiance. »

Elle démarre tout juste comme photographe de mariage, mais rêve déjà : « Dans cinq ans, j'aimerais ouvrir un studio ou une petite agence. »

Maryna a cette force tranquille de celles et ceux qui transforment leurs épreuves en lumière.



Imane - À feu doux

Née au Maroc, dans une petite ville proche de Rabat, Imane arrive en France en 2017. Fin 2022, elle s'installe à Bordeaux avec ses deux garçons de 5 et 7 ans.

Loin de sa famille, qui la soutient et l'encourage à distance, elle apprend à tisser un réseau d'entraide : un groupe de mamans, quelques voisins, de nouvelles amies. Une véritable famille de cœur. « *Les mamans sont des guerrières* », dit-elle avec un sourire, consciente que sa force lui vient aussi de ses enfants.

Au Maroc, elle était conseillère commerciale. Ici, elle découvre sa véritable passion : la cuisine. Les saveurs de son enfance lui manquent. Alors elle se reconnecte à cette mémoire culinaire et comprend qu'elle veut en faire son métier. Formée par l'association Marie Curry, elle rêve maintenant d'ouvrir un service traiteur



de cuisine marocaine authentique. « *Pass la version standardisée que l'on trouve partout, mais des recettes transmises de génération en génération : pastilla au pigeon ou au poisson, couscous sucré...* »

En attendant de pouvoir vivre pleinement de son projet, Imane travaille en extra et poursuit activement sa recherche d'un emploi stable. Son rêve à cinq ans ? Être reconnue pour la qualité et l'authenticité de son travail et montrer à ses enfants qu'« *En partant de zéro, avec du travail et de la patience, on peut réaliser ses projets* ».

Fidèle à ses valeurs, Imane avance pas à pas, avec une douce détermination. Elle sait qu'elle n'est jamais vraiment seule : entourée de ses garçons, de son cercle bordelais et du soutien matériel et moral de sa famille.



Oumou - La soif d'apprendre

Oumou est partie de Guinée pour le Portugal en 1999, où elle obtient la nationalité portugaise. En 2012, cap vers la France. Elle est alors âgée de 30 ans et n'a jamais été scolarisée. « *Je ne savais ni lire ni écrire. À cause de ça, tout était bloqué. Sans base, on ne peut rien faire.* » Dès 2013, elle suit des cours de lecture et d'écriture en français tout en alternant emplois et formations. Agent d'entretien, aide à domicile, stage en boulangerie... elle cherche sa voie, habité par une soif d'apprendre qui semble ne pas pouvoir être étanchée. « *On me dit souvent : "Toi, tout le temps, tu es en formation." C'est parce que je n'ai pas encore obtenu ce que je cherche. J'aime avancer, j'aime apprendre.* »



Aujourd'hui, elle suit une formation de commis de cuisine avec l'association Marie Curry et se projette déjà plus loin : « *Je voudrais ouvrir un restaurant, créer mes propres épices, et proposer une cuisine qui mélange les spécialités guinéennes, portugaises et françaises, mes trois pays de cœur.* »

Oumou ne s'attarde pas sur les difficultés qu'elle a pu rencontrer, elle est plus intéressée par les solutions. « *Rien n'est facile mais tout est possible. C'est ce que je dis à mes filles.* »

Pour elle, l'intégration passe par l'éducation et la langue. Avec énergie et optimisme, Oumou poursuit son chemin, reconnaissante : « *Ici, en France, c'est un bonheur pour moi.* »

- **SINGA** accélère l'inclusion des personnes nouvelles arrivantes à travers un accompagnement entrepreneurial et des activités partagées.
- **MARIE CURRY** agit pour l'insertion professionnelle des femmes réfugiées et issues de l'immigration, à travers la valorisation du patrimoine culinaire.

Carte blanche à Tarek Daher Emmaüs France

Face à l'immensité des besoins et aux moyens qui se raréfient, l'énergie des associations dans le champ de la solidarité peut venir à manquer pour continuer à faire vivre leurs missions. Et encore plus quand celles-ci rencontrent des ondes de chocs qui viennent faire vaciller leur image. Tarek Daher, délégué général d'Emmaüs France, a écrit pour Questions de transition(s) une tribune libre dans laquelle il délivre avec franchise et sans détour une leçon de ténacité. Pour ne pas se résigner et rester aligné avec ce à quoi on croit.



© Juliette Avicé

La situation sociale en France a rarement été aussi grave. Le taux de pauvreté atteint avec 15,4 % son plus haut niveau depuis que l'Insee le mesure ; pour la première fois dans leur histoire, les associations se sont rassemblées le 11 octobre 2025 pendant une journée pour dire "Ça ne tient plus" ; et alors que plus de 2 millions de personnes attendent un logement social, chaque soir, 2 000 enfants dorment à la rue, en France.

Et pourtant, les pouvoirs publics semblent insensibles (l'un des derniers premiers ministres a mis plus de 6 mois à recevoir les associations de lutte contre la pauvreté après sa prise de poste – du jamais vu) et impuissants. Il y aurait de quoi baisser les bras. Et pourtant, il ne faut pas se résigner.

L'évidence, d'abord, c'est que face à l'ampleur de la tâche, vouloir avancer seul est vain et épuisant. De partout, fleurissent en ce moment des initiatives pour travailler en collectif, et la question qui se pose est basique : "Comment tu fais, toi, dans ta structure ? Et surtout,

est-ce qu'on ne pourrait pas faire ensemble ?". On voit émerger des idées nouvelles, qui sont surtout des idées collectives. On crée des fonds mutualisés pour soutenir les associations les plus fragiles ; on lance à plusieurs des recours juridiques ambitieux ; on apprend de ce que les uns et les autres ont vécu, ici ou à l'étranger. C'est ce que nous a dit récemment un représentant de la société civile italienne après 3 années d'extrême droite au pouvoir : "Ah si nous avions su, nous nous serions parlé avant, nous nous serions rassemblés : on aurait été plus forts."

Résister, c'est d'abord se rassembler.

Il faut aussi garder le cap. Être solide sur ses valeurs. Toujours croire à nos combats.

Récemment, aux 40 ans d'une communauté Emmaüs qui se questionnait sur son avenir, un débat a été lancé entre les compagnes et compagnons : "Et si Emmaüs n'existe pas ?". Tout le monde a vite été pris de vertiges : on imaginait les gens retourner dormir dehors, les exilés repartir sur la route, les déchets s'empiler en pleine rue... Ces images simples, qui parlent à tout le monde, ont ressoudé autour du projet.

Résister, c'est ensuite se souvenir en permanence du pourquoi.

Plus largement, quand nous avons reçu le témoignage d'une première victime de l'abbé Pierre, en juin 2023, nous l'avons crue ; et avons décidé de faire œuvre de vérité et de transparence. Cette décision s'est imposée, malgré les risques réputationnels et médiatiques évidents, malgré la place immense de notre fondateur, malgré la fragilité de toute action sociale. Elle s'est imposée d'elle-même, en fait. Pourquoi ? Parce que quiconque a un jour croisé la route d'Emmaüs sait que notre fondement politique, c'est d'aider et d'accueillir les personnes vulnérables. Alors oui, si des victimes ont subi les agissements d'une personne en situation de pouvoir, il fallait bien sûr l'entendre et les dénoncer. Et surtout, chercher à en sortir grandis : se demander quelles leçons tirer pour qu'à l'avenir ce genre de faits ne se reproduise plus.

Résister, c'est enfin se laisser guider par nos valeurs – même quand elles nous emmènent sur des chemins escarpés."



LA DYNAMIQUE

L'élan ou comment ne céder ni à l'immobilisme ni à la peur du changement

Se tourner vers demain en faisant preuve de remise en question, de réinvention et en étant moteur dans les transitions qui conjuguent respect du vivant et justice sociale.

Les antidotes à la surconsommation

Dans les allées des recycleries ou sur les places bordelaises à l'occasion de vide-greniers ou de zones de gratuité, donner, réparer ou chiner deviennent des actes de résistance à la surconsommation, nocive tant pour les droits humains que l'environnement. Comment réemploi et militantisme se conjuguent-ils pour proposer une autre voie plus épanouissante parce que plus juste ?

Une journée bien (ré)employée à La Boucle !

En entrant à La Boucle, à Bègles, l'impression est immédiate : ici, la consommation a une autre allure. Sous les guirlandes et les étagères colorées, vêtements, livres et objets de seconde main se mêlent à l'odeur du café et aux rayons du soleil. On circule librement entre la boutique et la cantine, le lieu se prête immédiatement à la flânerie.

! « *On voulait rendre le réemploi attractif* », explique Julia Morel, coordinatrice de la recyclerie. Ancienne bénévole devenue salariée, elle raconte comment les deux fondatrices, Chloé et Clémence, ont lancé La Boucle en 2021 après trois ans de préparation. « *Leur idée, c'était un lieu de vie, pas seulement une boutique. Un endroit où le réemploi se vit, se partage.* »



La recyclerie : donner une seconde vie et créer du lien

Dans la zone de tri, les dons s'accumulent : sacs de vêtements, jouets, vaisselle. Isabelle, bénévole depuis quatre ans, trie les arrivées du jour. « *C'est très varié, on ne s'ennuie jamais. Un jour, on a reçu quarante parasols !* » Elle sourit avant d'ajouter : « *Ce que j'aime, c'est l'ambiance. On rencontre des gens différents chaque semaine.* »

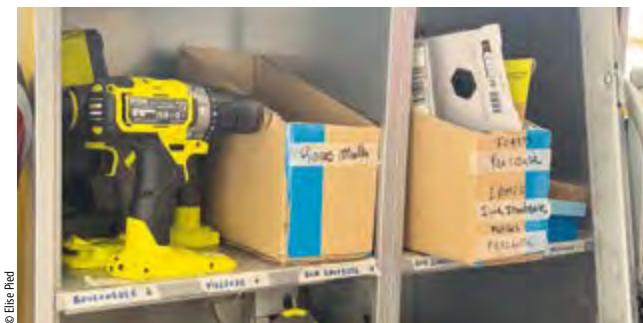
Dans la boutique, Rosalie, en service civique, installe le stand d'Halloween. « *J'aime la scénographie, mettre les objets en valeur. Ici, on apprend à travailler ensemble, dans la bienveillance.* » Un peu plus loin, Romane et Aurélie chinent. « *J'avais des objets à donner et je voulais leur offrir une seconde vie* », dit Aurélie. Romane, elle, vient souvent : « *C'est une autre manière de consommer, plus réfléchie. Et surtout, on retrouve du lien humain.* »

Cette attention au collectif se retrouve dans les journées festives organisées chaque saison. « *Tout est gratuit ou à prix libre, pour que chacun puisse participer et trouve un intérêt à venir et revenir à la recyclerie* », souligne Julia. Ces moments, entre ateliers et spectacles, contribuent à faire de La Boucle un lieu de vie, ancré dans son quartier.

Le café-cantine : consommer local et fait-maison

Au centre du lieu, la cantine s'anime à l'heure du goûter. Trois personnes y travaillent : Armand, le chef ; Nolwenn, son apprentie ; et Ève, en service civique. « *On prépare tout sur place, avec des produits locaux et de saison* », explique Ève, tout en dressant des assiettes colorées. « *Le mercredi, il y a le goûter pour les enfants, et le samedi le brunch.* » Elle raconte une scène du service : « *Des clientes ont découvert notre coupe-cheesecake et sont reparties avec le même modèle trouvé en boutique ! Ça m'a amusée.* »

Ici, l'alimentation devient un prolongement du réemploi : on valorise le local, on limite le gaspillage, on prend le temps de partager un repas.



La bricothèque et la réparation : prolonger la vie des objets

Dans une pièce attenante, Virginie, bénévole, accueille les usagers de la bricothèque. « *Les adhérents peuvent emprunter des outils gratuitement, contre une simple caution.* » Perceuses, taille-haies, scies à onglet : le matériel provient des dons ou d'achats financés par des subventions. Virginie décrit l'ambiance des permanences du mercredi et du samedi : « *On échange sur les projets des emprunteurs, on les conseille. Parfois, ils ne choisissent pas l'outil le plus adapté, alors on les aide.* » Elle montre les fiches explicatives accrochées au mur. Ici, la réparation et le prêt d'outils sont un moyen concret de lutter contre la surconsommation : mutualiser plutôt qu'acheter.

La Boucle hors les murs : sensibiliser et essaimer

Au-delà du lieu, La Boucle agit aussi à l'extérieur. « *On mène des ateliers de sensibilisation, notamment dans les écoles, sur la fast-fashion ou le réemploi* », détaille Julia. Les interventions s'adaptent aux publics, du primaire au lycée. Deux fois par semaine, l'association tient également une permanence à la déchetterie de Villenave-d'Ornon pour récupérer des objets réemployables. « *C'est une expérimentation qui fonctionne bien* », poursuit-elle. D'autres points de collecte mobiles verront bientôt le jour sur la métropole. « *Chaque rencontre devient une occasion d'échanger sur nos habitudes de consommation et d'encourager des pratiques plus sobres.* »

Boucler la Boucle

Avant de partir, Julia résume le rôle central de La Boucle : « *Dans un monde idéal, les recycleries n'auraient pas à exister. Mais aujourd'hui, elles sont indispensables.* » Pour elle, le lieu repose sur deux piliers : offrir une alternative crédible au neuf et sensibiliser à la réduction de la consommation. « *La seconde main reste de la consommation. Donner ne compense pas le fait d'acheter toujours plus. Notre enjeu, c'est d'apprendre à ralentir.* »

Fil de résistance contre la fast-fashion

Face à l'emballement de la mode jetable, des acteurs bordelais tissent d'autres possibles. Entre lutte contre la surconsommation et engagement social, ils rappellent que la résistance peut aussi être affaire de couture patiente, de solidarité et de bon sens.

En vingt ans, le cycle de vie de la mode donne le tournis. Produits à bas coût, collections sans fin, renouvelées chaque semaine : la fast-fashion, et désormais son avatar ultra, ont transformé le vêtement en produit jetable avant même le premier lavage ! Ce modèle mondialisé repose sur l'exploitation des ressources, des travailleurs et des imaginaires : dépendance au pétrole, pollution des eaux, effondrement des filières locales, conditions de travail indignes, écran de fumée du droit à la mode. En 2024, les Françaises et les Français ont acheté 3,5 milliards de vêtements neufs, soit 10 millions par jour. Ce qui représente 700 000 tonnes, dont un tiers à peine est collecté.

Face à cette catastrophe inarrêtable, la résistance s'organise. En juin 2025, le Sénat a adopté une loi visant à réguler la mode ultra éphémère : malus environnemental pour les marques les plus polluantes, interdiction de publicité et traçabilité accrue. Une avancée certes, mais bien trop timide pour les acteurs de terrain.



Le déploiement récent de boutiques d'ultra fast-fashion dans une chaîne de grands magasins en témoigne.

À Bordeaux, l'association Zéro Waste Bordeaux agit pour faire bouger les lignes. « *La fast-fashion, c'est l'exemple parfait de la surconsommation* », souligne Benjamin Thiant, son coordinateur. « *Elle illustre la perte de sens, la dépendance à des modèles injustes et destructeurs.* » Zéro Waste Bordeaux plaide, accompagne, sensibilise — des collectivités jusqu'aux lycées professionnels — pour retisser le lien entre textile, environnement et justice sociale. En mars dernier, place Pey-Berland, l'association a uni ses forces à des acteurs du réemploi (Renaître, Amos, La Boucle, ÉtuRécup, Pépites) pour une action symbolique : un amoncellement de vêtements usagés déversés au cœur de la ville. Objectif : dénoncer l'impasse du recyclage textile et l'urgence d'une loi forte. Car à l'autre bout de la chaîne de la fast-fashion, les associations de collecte

croulent sous les dons de vêtements invendables en friperie comme à l'export. « *Aujourd'hui, 80 % des vêtements que nous collectons ne sont pas réutilisables* », alerte Françoise Hoareau, directrice générale d'Amos. « *Et quand un maillon de la chaîne — collecte, tri ou revalorisation — se fragilise, c'est tout l'écosystème local qui vacille.* »

Dans leurs boutiques solidaires, les équipes permanentes d'Amos et les salariés en insertion continuent à défendre une autre voie : la seconde main, la sensibilisation, le changement de modèle. « *Résister, c'est se réapproprier notre culture textile, redonner de la valeur au vêtement et à ceux qui le font vivre* », conclut Benjamin Thiant.

À l'heure où tout pousse à céder à l'achat impulsif, ces initiatives rappellent qu'une autre dynamique est possible : celle de la sobriété choisie, du geste juste et du vêtement qui dure.

Les impacts de la mode au long du cycle de vie du vêtement



5 questions avant d'acheter¹

- À quel besoin je réponds ?
 - Puis-je attendre ?
 - Ai-je déjà un article avec cette utilité ?
 - Quelles sont l'origine, la fabrication et la durabilité ?
 - Est-ce que ça m'apporte plus de confort ?

5 conseils à appliquer

- Acheter de la seconde main
 - Louer
 - Chercher des labels
 - Réparer
 - Moins layer



Découvrez toute l'infographie « Les impacts de la mode au long du cycle de vie du vêtement »

Nos remerciements à Margaux Lhuissier – autrice de cette infographie pour l'ADEME

1- Source : Infographie « Les impacts de la mode au long du cycle de vie du vêtement » Margaux Lhuissier, auteur



En temps utile, la Cité Bleue

© Caroline Jarcher

À Bordeaux dans le quartier de Bacalan, l'ancienne raffinerie Beghin-Say a laissé place à la Cité Bleue portée par la volonté et les valeurs d'une famille investie.

En dialogue constant avec le quartier, le site explore des usages mêlant économie, culture et solidarité en proposant de nouvelles porosités entre intérêts privés et intérêt général. Aujourd'hui, il s'affirme comme un fragment de ville vivant et profondément ancré dans son territoire.

En 1984, à Bacalan, fermait la raffinerie de sucre Beghin-Say qui, à la moitié du XX^e siècle, employait jusqu'à un millier de salariés. Avec cette disparition, une époque industrielle prend fin, sans pour autant renoncer à la vocation économique du site. La famille Bret-Gaubaste rachète les six hectares et les 44 000 m² de bâti pour les convertir en zone d'activités. Des entreprises en quête d'espaces de stockage pour leur logistique, d'ateliers ou de bureaux y trouveront domicile.

Mais bientôt le tram arrive dans le quartier et l'accès pour les poids lourds devient délicat. Le départ de l'activité de négoce de vins occupant les deux grandes halles sonne alors comme le signal de la nécessité d'imaginer un autre chapitre pour le site. En parallèle, la jeune génération prend le relais de la foncière, réinventant à sa manière les valeurs familiales.

La Cité Bleue allait voir ses contours se dessiner, rebattant les cartes de la traditionnelle opposition entre intérêts privés et bien commun.

Pour accompagner cette nouvelle impulsion, les propriétaires s'entourent de l'agence Impact Studio – aujourd'hui Pardi ! – faisant intervenir Jérémie Ballarin, cofondateur de Wanted Community. Leur objectif ?

Transformer le site en associant viabilité économique du projet et utilité sociale du lieu.

« Pour avancer, nous n'avons pas plaqué une recette sur les lieux, mais travaillé selon la méthode de l'urbanisme transitoire, en échangeant, en coopérant et en expérimentant des usages », raconte Jérémie Ballarin, devenu délégué général de la Cité Bleue.

Préfigurer et expérimenter

En 2022 s'ouvre un temps de dialogue avec les acteurs économiques et associatifs du quartier — nombreux — ainsi qu'avec les habitantes et habitants, afin de connaître les besoins et de s'inscrire en complémentarité avec l'existant. « Cette phase de préfiguration a permis de mettre en lumière la demande de locaux associatifs, mais aussi d'espaces capables d'accueillir des événements. Elle s'est construite également en écoutant les structures déjà présentes sur le site, qui devaient elles aussi être embarquées dans un projet qui n'était pas le leur au départ », raconte Jérémie Ballarin.

Peu à peu, de nouveaux venus s'installent à la Cité, bénéficiant de loyers attractifs : artisans, acteurs de l'économie sociale et solidaire, de l'insertion, de la formation, de l'économie circulaire, de l'art ou de la



© Cité Bleue



© Caroline Laticher

culture. « Il y a 80 structures sur le site, ce qui représente environ 300 personnes qui y travaillent chaque jour. » On peut citer la Fondation pour le logement des défavorisés (anciennement Fondation Abbé-Pierre), l'antenne nord-est de la Mission Locale de Bordeaux, la Régie de Quartier Habiter Bacalan, les artisans d'Art Flo, le Garage Moderne...

Une programmation est également mise en place pour ouvrir le site au quartier et au-delà à travers des animations ponctuelles ou récurrentes : apéros, soirées d'été, rendez-vous de Noël... « En 2025, nous avons accueilli l'exposition Banksy qui a attiré 40 000 visiteurs, dont beaucoup ont découvert la Cité Bleue à cette occasion. Dans un autre registre, le Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire y a installé le QG de la jeunesse », illustre le délégué général.

Enfin, ceux qui souhaitent organiser un événement professionnel, culturel ou associatif dans un cadre atypique et porteur d'énergies disposent d'espaces modulables et de prestataires sur place.

Zone d'utilité

L'association de la Cité Bleue porte cette dynamique collective ; les propriétaires, des résidents historiques ou récents, mais aussi le Centre d'animation de Bacalan et le collectif associatif et scolaire Mascarets siègent au Conseil d'administration, et une responsable animation, coordination de projets et communication a été recrutée.

Des points de convergence existent avec la collectivité, et plusieurs projets sont menés en concertation avec la Ville de Bordeaux autour du commerce, du sport...

Jérémie Ballarin précise : « Ici, ce qui se construit depuis trois ans n'est pas un tiers-lieu mais plutôt un bout de ville à part entière, fondé sur la production locale, la



sobriété, la coopération et le lien social. La Cité Bleue s'inscrit dans une approche de Responsabilité Territoriale des Entreprises, celle qui amène l'ensemble des acteurs concernés — privés, publics et associatifs — à coopérer au profit d'un territoire commun : ici le quartier, et plus largement la ville. »

Le site entre maintenant dans une phase de pérennisation des usages expérimentés, en consolidant son modèle et en tirant les enseignements des années passées : « On a appris qu'il fallait du temps pour que les gens s'approprient le lieu, qu'ils s'y rendent... Nous ne sommes pas encore un lieu de destination. » Jérémie Ballarin esquisse aussi deux projets particuliers : « Nous allons réaliser une mise en beauté de la Cour Bleue, et valoriser l'espace en lisière de la zone Natura 2000 le long des berges de la Garonne, en lien avec le projet de promenade le long du fleuve. »

Autant de perspectives qui s'inscrivent dans la voie d'utilité pour le quartier et pour Bordeaux tracée par la Cité Bleue.

Le saviez-vous ?

Les habitants de Bacalan ont longtemps donné à la rue Achard le surnom de « rue bleue » en raison des centaines d'ouvriers qui chaque jour l'empruntaient en bleu de travail dessinant un long ruban bleu sur la voie. Le nom de « Cité Bleue » rend hommage à ce passé ouvrier du site qui occupe du n°110 au n°194 de la rue Achard.

Bien Résolu à Sauter le pas

Le Bail Réel Solidaire (BRS) est un autre exemple de la manière de faire bouger les lignes. En séparant la propriété du foncier – qui reste celle d'un Organisme de Foncier Solidaire (OFS) – de la propriété du bâti, il permet à des ménages exclus du marché libre d'acquérir leurs logements. Quelques années après son lancement effectif, le dispositif a-t-il trouvé sa place ?

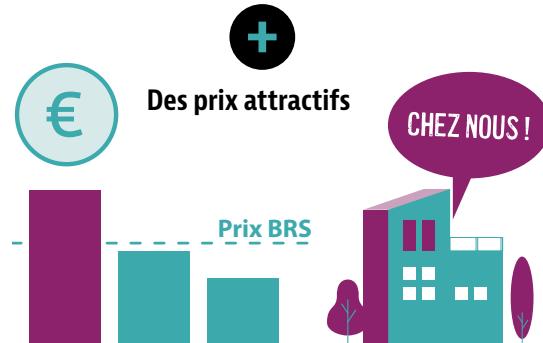
En Nouvelle-Aquitaine, comme ailleurs en France, le BRS gagne du terrain. Fin 2023, le parc régional comptait 689 logements en BRS, soit une hausse de 67 % par rapport à fin 2022 et l'on estime qu'en 2026 la région comptera 3 600 BRS en particulier sur la zone littorale et la métropole bordelaise¹.

Sur le terrain, certains témoignages reflètent des vraies opportunités, d'autant que l'on se situe sur des territoires tendus sur lesquels il est devenu très difficile d'acheter. Pour Axanis, coopérative Hlm et pionnière du BRS sur Bordeaux Métropole : « *On voit arriver des ménages qui avaient totalement renoncé à devenir propriétaires et pour eux le BRS est la seule solution possible pour acheter localement.* » Pour Marie D., primo-accédante bordelaise : « *Au début, je n'y croyais pas car 30 % de moins que les prix du marché ce n'est pas rien... Mais j'ai compris que tout était carré. Il y a des contraintes c'est sûr mais tellement plus d'avantages.* » Julien, 28 ans, témoigne : « *J'ai signé rapidement. Sans le BRS, je serais encore en location alors que ma compagne et moi sommes fonctionnaires.* » Ces propos sont confirmés par une responsable du service habitat d'une collectivité de la côte atlantique : « *Les gens sont pragmatiques, l'important pour eux est de pouvoir acheter et se constituer un patrimoine permettant d'acheter autre chose plus tard ou pouvant être transmis à leurs enfants.* » Son homologue d'une autre collectivité de la rive droite de la métropole relève d'ailleurs que lorsqu'on achète en pleine propriété dans le collectif, on ne se sent pas vraiment propriétaire du terrain de la résidence du fait de la copropriété.

La revente encadrée est cependant un frein, comme pour ce couple habitant Bègles : « *On n'a pas la main sur le prix, c'est bien pour ceux qui achèteront à leur tour et c'est une forme de solidarité... mais ça inquiète un peu.* » Les réticences les plus fortes restent chez les professionnels. « *Certains collègues peinent toujours à expliquer clairement les BRS et ont l'impression que c'est un produit de second choix,* » admet une conseillère immobilière. Du côté des banques, les dossiers suscitent encore de la méfiance : « *C'est finançable, mais il faut que le dossier soit bordé – certains établissements manquent encore de références,* » reconnaît un courtier. En fait, ce sont celles et ceux qui sont déjà propriétaires de manière classique ou pouvant acheter sans passer par l'accession sociale qui font preuve des plus grandes réserves. Question de connaissance, de références et de capacité à s'affranchir du BRS.

Reste aussi à faire œuvre de pédagogie, sans oublier les prescripteurs et financeurs !

Une dissociation de la propriété



RÉSIDENCE PRINCIPALE

Des avantages mobilisables (selon achat neuf ou dans l'ancien)





Embarquer sur de nouveaux récits

Un des défis majeurs est de combattre les discours qui légitiment l'inaction ou le statu quo, en proposant de nouveaux récits qui encouragent à l'action, à l'engagement et in fine à la transformation de la société pour une transition écologique et solidaire effective. C'est le projet que porte Monarch Intelligence, ou d'une autre manière et à travers d'autres vecteurs l'Institut des futurs souhaitables tant avec des propositions ouvertes à tous (actions dites d'intérêt général) que des formations ou accompagnements. De son côté, Aquitanis a souhaité donner à sa dynamique stratégique la forme d'un récit afin d'incarner de manière sensible l'horizon que s'est fixé l'acteur du logement social.

Quand le théâtre devient moteur de changement

Crée par Jean-Yves Mugeolle, rapidement rejoints par Thibault Bergamini, Monarch Intelligence s'est donnée pour mission de fédérer, éduquer et engager les acteurs des territoires autour des objectifs de développement durable. Pour cela, l'association bordelaise mise sur un outil accessible et transformateur : le théâtre d'improvisation.

Il permet à chacun de s'approprier les enjeux écologiques et solidaires à sa façon. « *Avec le théâtre, chacun peut s'exprimer librement* », explique Thibault Bergamini. « *On rend les enjeux accessibles, on en fait des moments participatifs et ludiques, et surtout, on génère des émotions agréables : joie, espoir, plaisir.* » Ces émotions positives deviennent des antidotes à la peur ou à la contrainte souvent associées à la transition.



À travers des ateliers ou des parcours sur la durée, Monarch Intelligence propose aux citoyennes, citoyens, entreprises, collectivités ou établissements scolaires de vivre une expérience collective où la pédagogie se mêle à la créativité. Le « Théâtre des ODD » fait émerger une compréhension partagée et une envie d'agir. Avec le « Théâtre des Nouveaux Récits », l'association ouvre un autre espace : celui de l'imaginaire collectif. En s'appuyant sur des exercices d'improvisation et des dialogues spontanés, les participantes et participants co-construisent des fragments d'avenir : un quartier résilient, une entreprise vertueuse, un mode de vie réinventé, etc. Ensemble, ils explorent un futur désirable avant de remonter le fil pour comprendre comment y parvenir. « *C'est ce que j'appelle sortir de l'état problème pour entrer dans l'état solution* », précise Thibault Bergamini. Cette mise en jeu du futur, à la fois sensible et joyeuse, transforme la réflexion en expérience vécue. En rejouant le monde, on apprend à le transformer.

De ces moments, naît une énergie collective qui dépasse les frontières. En Afrique de l'Ouest, citoyennes, citoyens, ONG et institutions publiques ont ainsi co-écrit et joué leurs propres récits de transition. « *On partage les mêmes espoirs. C'est la force du récit : il dépasse les frontières* », rajoute le co-fondateur de Monarch Intelligence.

Aujourd'hui, Monarch Intelligence s'allie à la Chaire UNESCO de l'Université de Bordeaux Montaigne pour faire entrer ces méthodes dans le monde scientifique. Car changer le récit, c'est déjà changer notre trajectoire.



L'école de prospective des souhaitables

Créé en 2012 par « l'historien du futur » Mathieu Baudin, l'Institut des futurs souhaitables (IFS) promeut une approche prospective pour donner à toutes et à tous les moyens de construire leurs futurs souhaitables. Le but est de se projeter dans l'avenir pour imaginer ce que l'on voudrait voir arriver et faire en sorte que cela se passe, en prenant les bonnes décisions dès aujourd'hui.

Entouré de plus de 150 personnes expertes, artistes, acteurs et actrices du changement, l'IFS offre un terreau fertile de réflexions, d'expérimentations et de créations. Au-delà de la programmation Epop&, des podcasts en accès libre, l'établissement accompagne et forme depuis plus de 10 ans élus, dirigeants et citoyens à l'art d'imaginer et de construire un avenir désirable.

Véritable « entrepôt d'armes de construction massive », l'Institut des futurs souhaitables invite à la lucidité sur le monde tel qu'il est, avant de réveiller l'élan collectif vers ce qu'il peut devenir.

Son objectif est de faire des utopies des leviers d'action. « *L'action est le moteur des futurs souhaitables ; la vertu du faire, c'est que ça donne envie de faire encore et de faire ensemble* », rappelle Mathieu Baudin.

À travers ses parcours, conférences et son Université populaire des souhaitables, l'Institut des futurs souhaitables tisse un réseau de « conspirateurs positifs » qui expérimentent, partagent et relient les initiatives. Car demain, répète son fondateur, « *n'est pas une affaire de déterminisme, mais de volonté* ».

Plus d'informations sur futurs-souhaitables.org



Le récit de demain d'Aquitannis

En 2025, les membres du Comité de Direction d'Aquitannis ont travaillé collectivement sur leur vision d'un futur souhaitable à échéance de 5 ans. Un exercice de projection qui les a amenés à mettre les mots sur une ambition commune. Mais comment la faire partager aux salariés de l'Office public de l'habitat de Bordeaux Métropole et plus largement aux parties prenantes extérieures ? En l'incarnant dans les faits ! Et c'est ainsi qu'accompagnée par O tempora, l'équipe de direction a participé à un atelier d'écriture pour donner vie à des personnages, des situations... À partir de ces ingrédients, il restait à écrire un récit qui a pris la forme d'extraits d'un journal de bord d'une salariée venant d'intégrer l'entreprise. Des morceaux choisis sont présentés ici et toutes ressemblances avec des situations à venir en 2030 n'est certainement pas fortuite !



Extraits du journal de bord de Paola L. Mai-juin 2030

Lundi 27 mai

Ce matin quand je suis arrivée devant le siège d'Aquitannis, j'ai regardé un moment le logo. J'en avais fait du chemin depuis que je le voyais sur le panneau de la résidence où j'ai grandi à Mérignac. Qui aurait pensé qu'un jour je franchirai la porte d'entrée de l'organisme de logement social en tant que chargée de mission « Levées de fonds éthiques & Diversification financière » !

Puis tout s'est accéléré, un premier accueil pour me souhaiter la bienvenue, me présenter mes collègues et m'expliquer le fonctionnement de l'entreprise au quotidien. Mon interlocutrice des Ressources Humaines me demande de rendre un « rapport d'étonnement » dans 8 semaines - une manière de partager ce qui m'aura surprise, en bien ou en moins bien. Je sais déjà que ce journal de bord sera un assistant précieux pour cette mission !

En prenant en main les outils numériques internes, j'ai vu qu'il existait un réseau social dédié à la raison d'être

d'Aquitannis, celle-là même qui avait suscité mon intérêt quand je me suis penchée sur l'offre d'emploi. Le principe du réseau ? Montrer comment les mots prennent vie dans la réalité des activités et des métiers. Aujourd'hui, un reportage mettait en lumière un collectif de locataires engagés qui venait de donner le label « Testé et approuvé par les habitantes et habitants » à un simulateur d'économies d'eau.

Déjeuner rapide avec mes voisins de bureau, très curieux de mon parcours. (...)

L'après-midi, rendez-vous avec le directeur Performance & Robustesse financière - mon responsable direct. J'en profite pour poser de nombreuses questions sur le contrôle de gestion responsable et durable. J'apprends que chaque action menée ici est évaluée selon sa contribution à la raison d'être. C'est à la fois inspirant et exigeant.

Et voilà, déjà la fin de cette première journée.



Vendredi 31 mai

La semaine a filé à toute allure. Petit à petit, je prends mes repères. Le vocabulaire, les sigles, les rituels du quotidien... Heureusement, le guide pratique « Premiers jours », créé par un groupe de salariés volontaires, m'a bien aidée. Une excellente idée.

Ce matin, je suis allée voir l'équipe de la Direction de la Capitalisation & de la Valorisation de la raison d'être. Nous préparons ensemble un petit-déjeuner de présentation flash des projets innovants d'Aquitania pour le collectif Virive. Un plongeon dans le grand bain pour moi, puisqu'il s'agira de convaincre et mobiliser autour de nos initiatives des entreprises, acteurs publics et structures de l'Économie Sociale et Solidaire qui coopèrent ensemble à l'amélioration de la qualité de vie sur la rive droite de la métropole. (...)

En regardant les cadres sur les murs des couloirs de l'étage, je découvre qu'Aquitania a remporté plusieurs récompenses ces deux dernières années. Parmi elles, une distinction au nom intrigant : le prix de la durabilité. Ce prix a été remis au futur programme « Lo.go ».

Curieuse, je fais appel aux lumières de Mathis, mon collègue toujours bien informé : « Il s'agit d'une résidence située à deux pas d'une gare du RER métropolitain. Dans le loyer sont inclus à la fois la location du logement et un accès illimité aux transports en commun et aux deux roues en libre-service. Un nouveau concept qui devrait faire des petits ailleurs dans la métropole. Nous travaillons pour construire cette opération avec notre promoteur partenaire. » (...)



Mardi 11 juin

Pas de chance ce matin : Timéo, mon fils, s'est réveillé patraque. J'ai préféré le garder à la maison. Une bonne grasse matinée plus tard, il allait déjà beaucoup mieux — suffisamment pour retourner à l'école l'après-midi. Du coup, j'ai retrouvé mon bureau et l'article du Rapport annuel de durabilité d'Aquitania que j'avais commencé hier. Il concerne la renaturation des nappes de parking au pied d'un grand ensemble à Talence, c'est-à-dire comment on a réintroduit de la nature sur ces étendues de goudrons. Cela permet une meilleure absorption des eaux de pluie — et cette année, avec les averses diluvienues de mars et avril, ce n'est pas du luxe ! —, tout en favorisant la biodiversité et en rendant les lieux plus agréables pour les habitantes et habitants.

L'après-midi, j'assiste à une revue de projet organisée par la Direction Patrimoines Bâti et Nature car j'aurai

à intervenir sur un pan de ce programme ambitieux et complexe. Il s'agit d'un ancien domaine de l'État, situé en pleine ville, non loin de la rocade sud. Le site abrite plusieurs bâtiments dispersés dans un grand parc. Demain, il accueillera différents types d'habitat : un hameau de maisons individuelles groupées, une résidence Liziloc dédiée aux jeunes, des logements familiaux dans une ancienne chartreuse en pierre restaurée. Mais ce n'est pas tout : des activités artisanales, un centre de formation, un tiers-lieu ouvert sur le quartier géré par une coopérative d'habitants, sont aussi prévus. En attendant, le site sera occupé temporairement par des structures émergentes ou acteurs non lucratifs oeuvrant dans les domaines du « prendre soin » : santé, social, services à domicile... Il semble que ce soit sur ce volet que je vais devoir agir. Je devrais en savoir plus très bientôt. (...)



Mercredi 10 juillet

Aujourd'hui, j'expérimente mon tout premier « Vis ma vie » en immersion aux côtés de Chimène, gestionnaire de sites à l'agence Hauts de Garonne. Accueil chaleureux sur place, mais pas le temps de s'attarder : on file aussitôt vers l'une des quatre résidences dont elle a la charge.

En chemin, Chimène m'explique les multiples facettes de son métier. Son rôle ? Faire en sorte que les locataires vivent le mieux possible, à la fois dans leur résidence et les uns avec les autres. Avant d'intégrer Aquitania, elle a travaillé dix ans comme gouvernante d'hôtel d'une enseigne pour petits budgets.

Mais nous ne papotons pas longtemps car tout s'enchaîne : état des lieux sortant avec des locataires qui viennent d'acheter un appartement dans le bâtiment voisin, commande instantanée, via la tablette, de la prestation de nettoyage à la rotation, visite à domicile d'une personne en situation de handicap moteur, récemment

rentrée de l'hôpital, pour s'assurer que tout va bien dans son logement, point avec le gardien d'immeuble...

De retour à l'agence, Chimène reprend son récit. « Mon métier, c'est la relation de proximité. Et chez Aquitania, on tient vraiment à garder ce lien humain, dans la vraie vie. Ça a d'ailleurs été réaffirmé il y a cinq ans dans le Contrat social de proximité. » Elle m'explique que dans ce cadre, une attention particulière est portée aux personnes vulnérables afin de rompre l'isolement, d'être à l'écoute de leurs problèmes et de faciliter leurs démarches. « On a vraiment davantage de temps pour ça aujourd'hui, grâce à l'évolution de notre organisation et aux outils technologiques. » (...)

On se quitte pour finir avec un grand sourire, et une perspective : cet hiver, c'est moi qui l'accueillerai pour un « Vis ma vie » !

Faire tomber les murs

Face aux cloisonnements qu'érigent souvent notre société, certains acteurs osent inventer des passerelles inédites entre des mondes qui ne se côtoient pas, ou trop peu. Ce faisant, ils transforment la diversité en richesse et font tomber les murs. Sur la métropole bordelaise, deux projets innovants explorent ces approches : « Barbey Village », porté par l'association La Petite Sœur, et « Maison Rocaille » porté, entre autres, par l'association Caracol. Ils partagent une même conviction : le décloisonnement est un moteur de transformation sociale.

Barbey Village ou « l'inclusion inversée »

On loin de la gare de Bordeaux, Barbey Village bouscule les codes de l'accompagnement des jeunes venus de structures sociales et médico-sociales. L'association La Petite Sœur, dirigée par Sabra Ben Ali, docteure en psychologie clinique, est à l'origine de ce projet qui défend l'idée d'une « inclusion inversée ». Autrement dit, plutôt que d'adapter les jeunes aux codes habituels, Barbey Village est un environnement au sein duquel leurs singularités sont des atouts. « *Dans notre société la vulnérabilité est souvent vue comme déficitaire. Nous pensons au contraire que c'est une richesse* », explique Sabra Ben Ali.

Dans ce lieu hybride qui mêle auberge de jeunesse, résidence culturelle, logements temporaires, restauration, activités et formations, l'association fait le pari du côtoiemement. D'ailleurs, la conception même du lieu illustre cette philosophie. L'architecte Maxime Bernous, avec l'agence Construire dirigée par Nicole Concordet, est resté sur place 6 mois en immersion, pour concevoir les espaces avec les jeunes, les équipes et les bénévoles. Puis les chantiers participatifs ont pris le relais pour réaliser le projet imaginé ensemble. « *C'est ce qui donne l'âme de ce lieu* », témoigne Sabra Ben Ali. « *Cette mobilisation collective et citoyenne a permis de créer de vrais moments de partages autour de la construction.* » En guise de reconnaissance, des cartels, comme dans les musées, portent les noms des jeunes ayant participé aux travaux.

Pensés comme un coliving associatif, neuf logements sont proposés aux jeunes de 18 à 25 ans, en difficulté dans leurs parcours locatifs. À ceux-ci s'ajoutent deux espaces ateliers pour les artistes en résidence et quatre espaces d'hébergement pour des artistes de passage. Des parcours d'insertion professionnelle dans les domaines de la cuisine, de la régie bâtiment ou du service sont également proposés aux jeunes. Il s'agit pour ces derniers d'éprouver un autre milieu que celui du médico-social comme première étape de remobilisation vers leur émancipation.

Barbey Village est un lieu dit « infini » en ce qu'il se réinvente en permanence. Il est à la fois une approche

innovante et en même temps une nécessité. « *On est constamment en train de faire et d'inventer. Les choses doivent bouger vite car la société est en crise perpétuelle* », conclut Sabra Ben Ali.





Caracol : l'opportunité de logements vacants

Dans un tout autre domaine, l'association Caracol prend aussi un chemin de traverse. Lancée en 2018, elle propose d'utiliser des logements vacants pour créer des colocations « intercalaires », solidaires et interculturelles entre étudiants, jeunes actifs et réfugiés. « *On estime la vacance immobilière à environ 8 % dans les grandes métropoles alors qu'il devient de plus en plus difficile d'accéder à un logement, notamment pour les jeunes et pour les nouveaux arrivants. Notre proposition consiste à mobiliser l'existant et à lui redonner une utilité sociale* », explique Julien Peyrache, cofondateur et directeur général de l'association. « *Nous voulons éviter le gaspillage immobilier et transformer les lieux vides en histoire commune* », poursuit-il.

Ces colocations uniques en France reposent sur quatre piliers : la diversité culturelle, des loyers solidaires en dessous des prix de marché, l'implication des habitantes et habitants dans la gestion et la valorisation de leur lieu de vie, le respect de bonnes pratiques éco-logiques. « *Les dispositifs de logement classiques cloisonnent les publics. Là, nous favorisons des rencontres inhabituelles* », souligne Julien Peyrache. Ce dispositif innovant n'est pas qu'une solution temporaire pour se loger. C'est un tremplin vers un relogement pérenne, un travail, la poursuite d'études¹. C'est un accompagnement dans un moment de transition pour stabiliser les parcours de vie. Et pour les propriétaires, un moyen de valoriser, entretenir et sécuriser leurs bâtiments. Une solution dans laquelle tout le monde s'y retrouve.

Sur la métropole bordelaise, Caracol s'implante dans deux communes, aux côtés d'Aquitania. À Mérignac, elle participe à la reconversion de la « Maison Rocaille ».

Ce patrimoine du quartier d'Arlac, propriété de la Ville, vacant depuis très longtemps, se transforme en un tiers-lieu, géré et animé par Caracol et le centre culturel des arts et loisirs d'Arlac. Un grand jardin ouvert sur le quartier permet de créer du lien avec le voisinage et de développer la démocratie locale, interculturelle et intergénérationnelle. Neuf colocataires accompagnés par Caracol y habiteront. À Talence, c'est dans le quartier de Raba, dans le cadre d'une réhabilitation menée par Aquitanis que cinq à dix jeunes de moins de 30 ans, dont des étudiantes et étudiants de l'IRTS tout proche, bénéficieront de ces colocations intercalaires.

Repères 2024

- 24 colocations actuellement ouvertes dans 6 régions d'implantation
- 500 colocataires depuis 2018
- 62 pays représentés parmi les colocataires

Du pas de côté au pas en avant

Faire tomber les murs et oser de nouveaux modèles, loin d'être utopique, constitue un levier concret de transformation sociale. « *Dans 10 ans, j'aimerais qu'on ait contribué durablement à la façon dont on pense l'habitat, qu'on ait permis des centaines de belles histoires, et que ces jeunes puissent contribuer à la société française par leurs talents* », projette Julien Peyrache. De son côté, Sabra Ben Ali rêve que « *les rencontres et les côtolements fassent suffisamment trace pour que les gens aient envie de se côtoyer sans peur.* » De quoi réfléchir aux contours d'une société plus inclusive.

1- Selon un sondage OpinionWay, publié en mai 2023, 17% des 18-24 ans déclarent avoir abandonné leurs études à cause du prix des logements.

Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire



Du 29 au 31 octobre, s'est tenu à Bordeaux le Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) porté par la Ville de Bordeaux, Bordeaux Métropole, le Département de la Gironde, la Région Nouvelle-Aquitaine. Une première en France, après les éditions de Séoul, Montréal, Bilbao, Mexico et Dakar, qui a accueilli plus de 10 000 personnes autour d'une économie qui met l'humain en son cœur dans une perspective de développement durable. Un temps important de mobilisation pour faire valoir ce modèle incarné partout dans le monde par des structures aux statuts correspondant à nos coopératives, associations, mutuelles, fondations...

Un rendez-vous incontournable pour échanger et élargir son horizon au fil d'une programmation très copieuse et d'un salon avec de nombreux stands comme animations. Sans compter les autres lieux du Forum dédiés à la jeunesse ou au grand public.

I règne des airs de tour de Babel, dans ce Palais de l'Atlantique de Bordeaux Lac, en cette fin octobre. Résonnent le français avec parfois l'accent belge ou québécois mais encore l'anglais ici, l'espagnol là, le kirundi, l'hindi ou le farsi ailleurs ; le Forum mondial de l'Économie Sociale et Solidaire (ESS) a réuni des participants de près de 110 pays. Au-delà des nationalités présentes, la diversité se trouve dans les initiatives, les collectifs, les réponses comme autant de sources d'inspiration. On y parle transition écologique, réemploi, logement, santé, agriculture, industrie, alimentation, culture et médias mais aussi démocratie, solidarité, paix, dignité du travail, changement d'échelle et politiques publiques.

Guillaume sur le stand du GSEF, dont le secrétariat général est à Bordeaux depuis 4 ans éclaire le rôle de ce réseau : « *Le GSEF est une organisation internationale de gouvernements locaux et de réseaux de la société civile engagés dans la promotion de l'Économie Sociale et Solidaire en tant que moyen de parvenir à un développement local juste et durable. Parmi ses activités, il y a le Forum dont l'organisation est prise en charge tous les deux ans par une ville ou une alliance locale candidate.* » Il ajoute que l'événement « *a non seulement pour objet de favoriser les partages d'expériences et d'expertises, de*





voir se nouer des coopérations mais également de porter des plaidoyers au niveau des gouvernements nationaux et d'instances internationales. »

L'ESS, un pouvoir transformateur

13 plénières et près de 170 tables rondes ont été proposées durant les trois jours, illustrant la conviction qu'une autre économie est possible et que refuser la fatalité d'un système centré sur le profit de quelques-uns est un choix. À l'image de ce que présente Espérance Kaneza sur son stand : la jeune femme est venue du Burundi pour expliquer comment des acteurs des mutuelles de santé, dans son pays, se sont organisés pour soutenir les populations rurales n'ayant pas les moyens de se soigner. « Nous sommes ici pour partager notre expérience en matière d'économie sociale et solidaire, mais aussi pour apprendre des autres, de ce qu'ils font dans leur pays. Nous pensons que l'économie sociale et solidaire est un modèle qui est juste et qu'il faut le diffuser partout dans le monde. » En acceptant le fait que le rythme d'expansion de l'ESS puisse être différent d'un territoire à l'autre, en particulier dans des zones où les droits fondamentaux, comme celui de vivre en paix, demeurent fragiles. Marqué par deux génocides sur ces 50 dernières années, le Burundi en est un exemple. « Il y a des pays, entravés par leur histoire récente ou par un modèle trop rarement remis en cause, où l'ESS n'est pas encore comprise ou intégrée dans les politiques publiques. C'est bien pour cela que nous nous battons, pour faire entendre à nos gouvernements que c'est l'économie sociale et solidaire qui devrait être la base du développement de nos pays. »

En Palestine, l'ESS peut ne pas apparaître comme une priorité au regard de la situation du pays. Pourtant, « c'est sur ce modèle que nous pourrons rebâtir », assure Adleen Karajah, de l'Union des agriculteurs palestiniens, soutenue par l'ONG Oxfam dans le cadre de son programme Fair For All, qui concerne une quinzaine de

pays. « C'est une action menée au bénéfice des femmes qui sont à la tête d'une exploitation. Pour les aider à gagner en leadership, à gérer une coopérative, à commercialiser leurs produits... Oxfam est l'un des principaux bailleurs de fonds des fermiers de Palestine mais ce n'est pas vraiment une relation de donateur à bénéficiaire c'est plus que cela. C'est un partenariat véritable, car nous planifions ensemble les projets, en lien avec notre stratégie et ce qui peut le mieux bénéficier à nos agriculteurs. » Leur permettant notamment d'être rémunérés à la hauteur de leur investissement dans le travail de leurs terres.

Les consommateurs et les producteurs ensemble

Cette solidarité des producteurs, qui refusent la fatalité d'un système privilégiant à leur détriment les distributeurs, est à rapprocher de celle de consommateurs souhaitant qu'ils soient payés correctement, et désireux aussi de s'approvisionner en produits frais et locaux. C'est ce principe qui porte la Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC), dont Olivier Mugnier est le délégué général. Avec 300 points de vente, 4 000 salariés et un chiffre d'affaires d'1,25 milliard d'euros, ces coopératives comptent dans le paysage français. « Ce sont des magasins qui appartiennent à leurs clients. Avec un maillage territorial et un choix de produits, en faisant travailler les producteurs locaux et en soutenant les associations pour être au plus près des besoins des utilisateurs, qui sont nos actionnaires. »

Le principe de ces coopératives, c'est que chacun, chacune souscrit une part sociale de 7 à 100 euros. Une fois qu'on est propriétaire de cette part, on a accès au service de la coopérative et on participe à son fonctionnement, soit en venant faire ses achats et/ou en participant à sa gouvernance. « Une coopérative, qui est une société commerciale, doit réaliser des bénéfices, certes. Mais ces derniers servent, non pas à rémunérer du



©Otempora

capital, mais à l'amélioration des produits, au développement des services supplémentaires. C'est par exemple ce qui va nous servir à ouvrir un magasin dans une zone un peu moins rentable, parce qu'on gagne de l'argent globalement, donc on peut se permettre d'en perdre un petit peu sur une zone où l'on rend service à la population. »

Les jeunes en première ligne

Au sein de l'association bordelaise Tapaj, c'est autour du travail que l'on bâtit une solidarité. « On s'adresse aux jeunes de 16 à 25 ans en grande précarité, souvent consommateurs de produits psychoactifs », commence Annabelle Schwarz, l'une des responsables. « On leur propose de venir travailler sur des missions de courte durée, trois à quatre heures, payées en liquide à la fin de la journée. L'objectif, c'est de recréer du lien, de leur redonner confiance, de leur faire comprendre qu'ils sont capables de faire quelque chose de leurs dix doigts. C'est une véritable alternative à la manche, au deal, au vol, à l'économie de la débrouille. Tapaj a vu le jour il y a dix ans à Bordeaux et accompagne aujourd'hui près de 2 000 jeunes dans 80 villes de l'hexagone ou des territoires ultramarins. L'idée, c'est que Tapaj soit un marchepied vers d'autres dispositifs plus structurants : reprise d'études, chantiers d'insertion, emploi durable. On veut leur redonner le pouvoir d'agir et le contrôle sur leur parcours de vie. »

Ces visions alternatives de la production, de la consommation, du travail ou du développement économique ici ou ailleurs sont autant de thèmes en phase avec les aspirations de la jeunesse particulièrement à l'honneur lors de ce Forum. Investie dans le Pôle jeunesse du

Forum, Marie Pellissier de Féligonde assure que l'événement « essaye vraiment de mettre la jeunesse au cœur de ses actions. La jeunesse n'est pas seulement l'avenir, elle est aussi le présent. Pendant tout le Forum, un autre lieu à Bordeaux, la Cité Bleue à Bacalan, est entièrement dédié aux jeunes, avec des ateliers interactifs, des jeux, des échanges faits pour eux et par eux. » Cinq plaidoyers pour un monde dans lequel ils veulent vivre et pour l'économie qu'ils veulent construire ont été élaborés en Amérique latine, Afrique, Asie, Europe et Amérique du Nord à partir de la parole des jeunes. Ils ont alimenté une déclaration mondiale de la jeunesse slamée sur scène avec une centaine de jeunes filles et de jeunes hommes en clôture du Forum. Un moment intense, vibrant de témoignages et d'énergie de faire qui a laissé les milliers de participantes et participants présents émus et transportés. Une remarque saisie à la volée : « la relève est là, on peut leur laisser la place ! » « L'objectif, cette fois, c'est de transformer l'essai, de créer des ponts entre les continents et d'agir concrètement. J'ai l'impression que nous avons davantage de place, qu'on nous écoute un peu plus qu'avant, même si ce n'est pas encore gagné. Les jeunes sont de plus en plus engagés, de façon très forte, exceptionnelle même. Le but, ce n'est pas d'opposer les générations, mais de travailler ensemble. La jeunesse, c'est aussi un état d'esprit, et ici, on le prouve », assure Marie Pellissier de Féligonde.

Un état d'esprit auquel s'associe une forme de refus de la fatalité ; le Forum l'a prouvé, imaginer collectivement une autre Société ne relève pas de l'utopie, mais d'un pragmatisme qui suppose volontarisme, coopération et engagement.



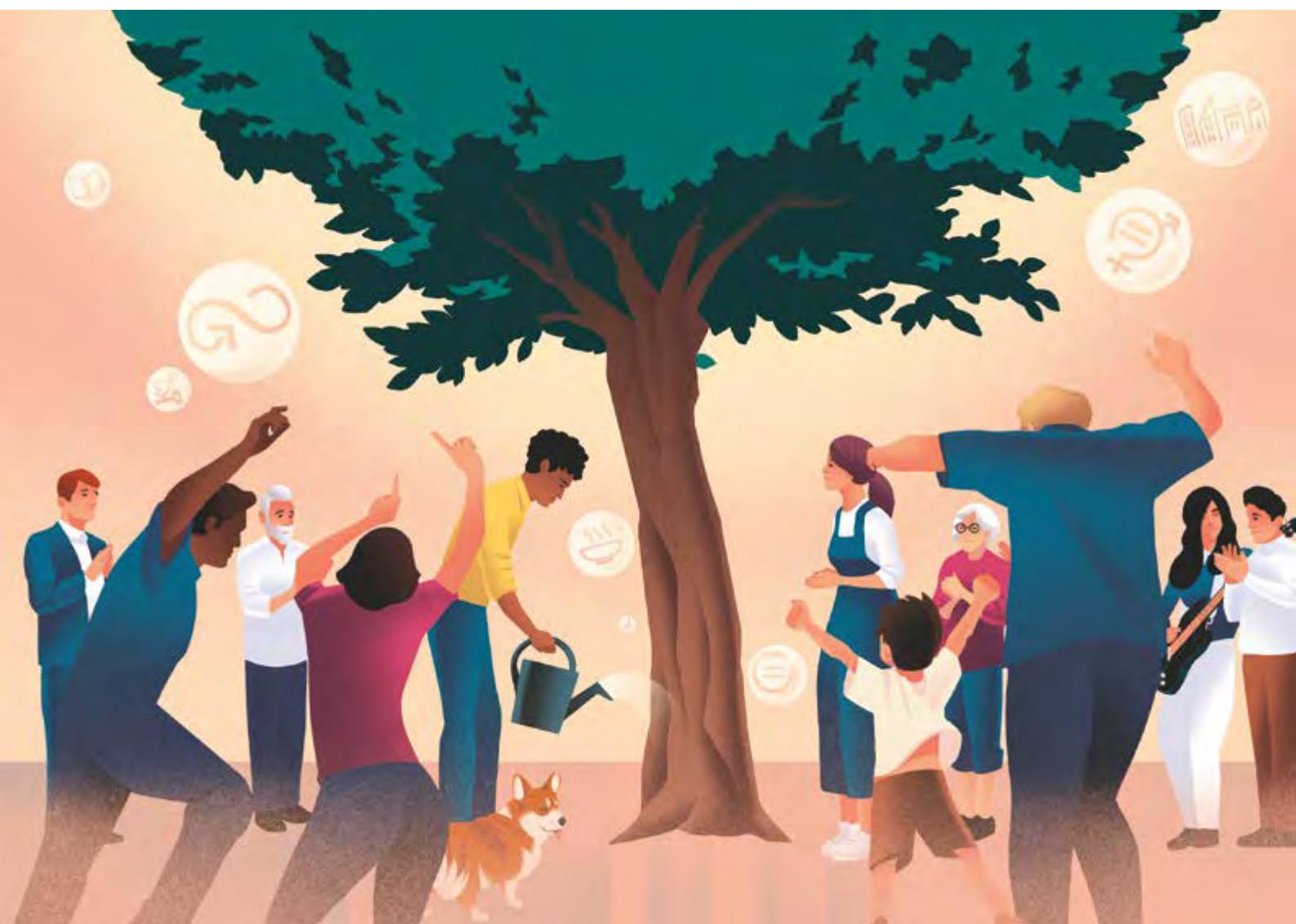
Aquitani et Axanis étaient présents sur le Forum, en tant que participants mais aussi contributeurs.

Le secrétaire général d'Axanis a ainsi modéré la table ronde « De la vacance à la valeur communautaire : repenser le foncier pour une transition solidaire et durable ». La responsable adjointe du service production offre nouvelle d'Aquitani est intervenue quant à elle sur la table ronde « Des ressources locales aux transports durables : innover pour une transition écologique et solidaire ».

Pour en savoir plus

Le site de référence bordeauxgsef2025.org présente le programme du Forum mais aussi les différentes déclarations qui ont clôturé l'événement, celle de la Jeunesse, celle de Bordeaux, véritable feuille de route pour l'ESS dans les deux ans à venir, mais également celle de la Paix en réponse au contexte géopolitique mondial traversé par les guerres et les craintes de nouveaux conflits.

La prochaine édition du Forum aura lieu au Brésil à Marica, ville au sud de Rio en 2027.



LA JOIE

L'enthousiasme ou comment ne pas céder à la morosité

Générer de l'énergie positive, initier ou contribuer à des espaces et des moments qui cultivent l'envie d'être au monde dans une posture d'ouverture et qui soient propices à la tolérance.

En connexion avec la nature

Dans le bain au Domaine d'Hostens

Né au Japon dans les années 1980, le shinrin-yoku, littéralement « bain de forêt », est une pratique de santé simple qui consiste à s'immerger dans un environnement boisé pour en ressentir les bienfaits. De nombreuses études en démontrent les effets : diminution du stress, amélioration du sommeil, meilleure concentration. Plus largement, il s'agit de renouer avec une évidence : nous faisons partie du vivant et cette reconnexion nous ressource. Je suis allée tenter l'expérience à Hostens en Gironde un matin de juillet.



“ 8 h40, j'arrive sur le parking du domaine départemental. Après les 42 degrés de la veille à Bordeaux, les 22 de ce matin paraissent presque frais. Le lieu est calme, seules quelques voitures se garent au compte-gouttes. Je marche jusqu'au relais nature, bercée par le chant des oiseaux. Le groupe est vite au complet : cinq femmes et hommes de tous âges, entre habitués, amies convaincues et curieux amoureux de la nature. Elsa nous guide. Téléphones éteints, nous entrons dans la forêt par un petit sentier. Pour plonger dans le bain, chacun partage un souvenir lié à la nature : montagnes, torrents, prairies verdoyantes... Ces récits ouvrent déjà un espace commun.

Les premières invitations débutent par la respiration : yeux fermés, bras qui s'élèvent et s'abaissent au rythme de l'air. Puis une marche attentive : cinq pas d'inspiration, un de rétention, sept d'expiration. Peu à peu, je sens mon corps s'accorder à l'environnement. Je me recentre. Nous retirons ensuite nos chaussures. Le sol change sous mes pieds : sable, aiguilles de pin, fraîcheur des zones ombragées, racines qui roulent sous la plante. Chaque pas devient une découverte. Les sons aussi se déploient : oiseaux, insectes, clapotis de l'eau, bruissement des cimes. Les vagues sonores m'enveloppent.

La dernière invitation est ludique : les yeux bandés, guidée par l'une des participantes, je pars à la rencontre d'un arbre. Écorce rugueuse, lichen, lierre qui serpente, parfum résineux... Difficile d'en mesurer la taille, tant il me dépasse. Quand vient mon tour de choisir pour elle, le chêne que j'offre révèle une texture toute différente. Une fois les yeux découverts, retrouver « son » arbre est plus facile qu'on ne l'imagine.

La matinée s'achève au bord du lac. Nous nous installons en cercle pour partager un thé. Le temps s'étire, sans repères ni écrans. Les conversations s'élancent, l'ambiance est simple et chaleureuse. Quand nous regagnons le parking, il est déjà 13h30. J'ai l'impression d'avoir voyagé loin et longtemps.

En redémarrant la voiture, la radio crache les informations. Je l'éteins aussitôt, décidée à prolonger encore un peu cette bulle de forêt.



Récit de notre reporter
Elise Pied



© Elise Pied

Pour en savoir plus :

En Gironde, le Département propose de vivre l'expérience gratuitement sur plusieurs sites. Hostens et Blasimon ont été les premiers labellisés par l'INFOM (International Society of Nature and Forest Medicine). Trois autres ont suivi : le Bois de la Pimpine à Latresne, la carrière de Jeandillon à Martres et l'ENS de Bernos Beaulac.

L'école se met au vert

Partout en France, des écoles repensent leurs aménagements et leurs pratiques pour renouer le lien entre enfants et nature. Entre design, écologie et pédagogie, ces espaces deviennent des terrains d'apprentissage vivants.

Fondé à Libourne par les architectes paysagistes Stéphanie Querio et Florian Bonino en 2017, l'atelier CLAP repense ces espaces collectifs que sont les cours d'école en mêlant design, paysage et écologie. Leur approche : créer les conditions du vivant et des usages, puis laisser l'espace évoluer, en impliquant élus, enseignants, enfants et riverains pour co-construire des lieux accessibles et pédagogiques.

Pour les deux paysagistes, végétaliser une cour d'école dépasse l'esthétique. Il s'agit de créer des îlots de fraîcheur, de favoriser la biodiversité et le bien-être des enfants. « *Les cours d'école sont de vrais leviers pour réfléchir collectivement et offrir à tous les enfants un accès au vivant. Car certains ne sont que rarement en contact avec lui* », souligne Stéphanie Querio. Les espaces deviennent des lieux d'apprentissage et d'imagination, où mobilier multifonctionnel et plantations coexistent pour stimuler jeu et créativité. Florian Bonino précise : « *Ces nouvelles cours d'écoles changent tout : elles transforment les récréations, la dynamique des enfants et des établissements. Elles ont un impact psychosocial qu'on ne retrouve pas dans d'autres espaces publics. C'est presque un acte républicain.* »

Leur projet pilote à l'école Gisèle Halimi à Libourne, récompensé par la Fédération Française du Paysage (Palmarès du Paysage 2021 - catégorie « démarche participative »), illustre bien cette approche portant le rêve, le jeu et l'engagement. À partir d'une demande modeste, ils ont conçu des bosquets pédagogiques et des ateliers participatifs, impliquant élèves et enseignants dans la plantation et l'entretien. Le résultat : une cour apaisante, qui favorise concentration et sociabilité. Depuis, ils ont livré et travaillent sur d'autres projets en Gironde et ailleurs, dans des écoles mais aussi des collèges et un lycée.



© atelier CLAP



© CLAP

Les cours végétalisées trouvent un écho favorable auprès des collectivités et certaines, comme la Ville de Bordeaux, déploient largement le concept. Mais ce n'est pas la seule manière d'approcher le vivant.

Semer l'avenir

À l'école primaire de la Courbe à Aytré, à quelques rues de La Rochelle et en face du futur écoquartier de Bongraine¹, les projets en lien avec la nature font partie du quotidien. N'est-ce pas d'ailleurs une « éco-école » ? Les élèves participent à des semis, plantent des fleurs, observent les oiseaux et ramassent les déchets. Ce jour de juin 2025, dans le cadre de la Bonne Semaine destinée à ouvrir le chantier de Bongraine, il était d'ailleurs possible de rencontrer une classe de CE2 sur le terrain. « *J'adore planter des fleurs, ça me fait sentir que je fais quelque chose pour la nature* », explique une élève de CE2. Un camarade ajoute : « *C'est trop chouette de*

pouvoir aller dehors et découvrir des animaux, comme des oiseaux ou des insectes ». Claudie Viallard, leur institutrice, insiste sur l'impact pédagogique de ces temps de « mains dans la terre » : « *Plus on commence jeune, plus ces gestes deviennent naturels pour eux. Ils s'impliquent, discutent entre eux et comprennent vite pourquoi il faut prendre soin de l'environnement.* » Les élèves deviennent ainsi acteurs de leur apprentissage, développant à la fois curiosité et responsabilité écologique. Jardinage, découvertes en plein air et projets collectifs offrent aux enfants une expérience éducative riche et ludique, renforçant leur rapport à la nature et leur citoyenneté dès le plus jeune âge.

Des ambitions qui rejoignent celles de l'écoquartier, dont l'établissement scolaire est partenaire.



© Mathilde Olivet pour ©AQUA Médiation

Des aires de jeux durables

« *Une aire de jeux doit être vivante, mais aussi durable et cohérente avec son environnement immédiat* », affirme Guillaume Imbert, responsable du service patrimoine nature d'Aquitanis. Ingénieur paysagiste, il pilote depuis 2018 une équipe de 10 personnes chargées notamment de l'entretien, de la rénovation et de la création de ces espaces récréatifs. Aujourd'hui, Aquitanis gère 26 aires sportives et de jeux au pied de ses résidences. Leur rénovation est initiée par les besoins exprimés par les habitantes et habitants.

Depuis quelques années, une nouvelle approche guide ces aménagements : l'éco-conception. Finis les plastiques ou les sols en gomme imperméabilisante, coûteux et polluants. Place au bois naturel non traité, aux copeaux et aux graviers, qui favorisent l'infiltration des eaux, limitent les îlots de chaleur et s'intègrent mieux aux paysages. Plus esthétiques, ces matériaux se révèlent aussi plus simples et moins coûteux à entretenir. « *Les enfants apprécient davantage ces espaces, et on constate moins de dégradations* », observe Guillaume Imbert.

Ces aires de jeux, pensées pour des usages larges et intergénérationnels, deviennent aussi des lieux de sociabilité. Parents, assistantes maternelles et enfants s'y croisent, créant du lien dans les résidences. « *Elles contribuent clairement au bien vivre collectif, en générant des usages positifs et en offrant des repères conviviaux* », conclut le paysagiste.



© Aquitanis

Aire de jeux au Grand Parc à Bordeaux.

1- Aménagé par Aquitanis pour la Communauté d'Agglomération de La Rochelle en partenariat avec la Ville d'Aytré.

La Grande boucle du lien



© ReSanté-Vous

Entretenir le sens de la fête, cela peut passer par des aventures collectives joyeuses et inattendues, à l'image de ce que proposent « Les Éclaireurs du Tour », qui invitent des dizaines d'EHPAD¹ à parcourir collectivement la distance du Tour de France, sur des vélos d'appartement.

I y a des lieux qui paraissent, dans l'imaginaire collectif, inaptes à procurer à ceux qui les peuplent des moments de joie et de solidarité, des temps festifs et légers. Les EHPAD sont souvent de ceux-là, alors même que de jolies aventures en commun peuvent s'y dérouler.

Et par des biais parfois inattendus : le sport n'est ainsi pas, d'emblée, naturellement associé à ces établissements. Il y a pourtant droit de cité, comme l'illustrent « Les Éclaireurs du Tour », qui proposent depuis 2019 aux EHPAD de relever un défi un peu fou : parcourir, en un mois et sur des vélos d'appartement, les 3 300 kilomètres empruntés par les cyclistes du Tour de France. Résidents, familles, soignants et bénévoles pédalent ensemble sur des vélos semi-allongés adaptés. Pour chaque kilomètre effectué, 20 centimes sont reversés à une association partenaire. « On n'est pas dans la compétition entre EHPAD », souligne Guy Le Charpentier, directeur associé de l'entreprise solidaire d'utilité sociale ReSanté-Vous, et co-fondateur des « Éclaireurs du Tour » avec AG2R La Mondiale. « L'idée, c'est de partager l'effort, de vivre ensemble une aventure fédératrice, en se connectant à l'un des événements les plus populaires de France. » Pour rendre la pratique attractive, les établissements volontaires aménagent de véritables espaces conviviaux : fanions, affiches, ambiance festive. Le dispositif fonctionne dans la durée : plus de 80 % des structures continuent d'utiliser les vélos six mois après la grande boucle. « Il faut donner envie,

créer l'habitude », explique encore l'initiateur du projet. « Le vélo devient un prétexte au lien social et au plaisir. »

L'animation comme moteur

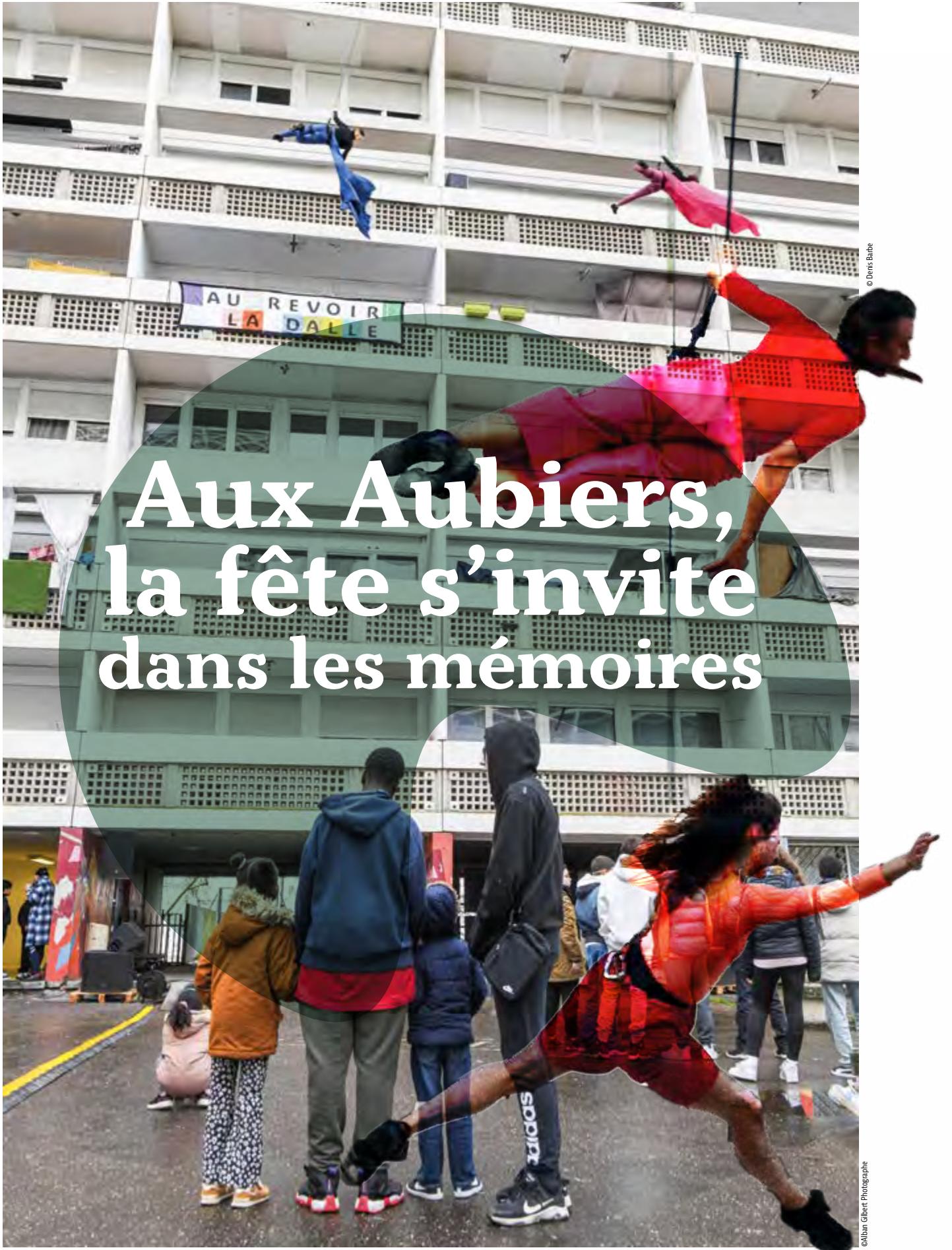
À l'EHPAD Tropayse à Bassens (Gironde) géré par la Fondation Bocké, c'est Stéphanie Bonnin, aide-soignante devenue animatrice, qui pilote l'opération. Habituelle à organiser des séjours, des olympiades sportives ou des fêtes de familles, elle voit dans « Les Éclaireurs du Tour » une occasion unique de dynamiser le quotidien.

« Quand les résidents pédalent avec leurs proches ou avec les jeunes du quartier, une vraie relation se crée. Certains reprennent confiance, d'autres recouvrent l'appétit. C'est valorisant, ça redonne de l'estime de soi. » Au-delà du sport, l'initiative transforme les relations dans l'établissement. « Ce qui me touche le plus, c'est l'amélioration des liens entre habitants, avec les familles, et même avec le personnel », confie Stéphanie Bonnin. L'aventure va parfois plus loin.

En 2023, une partie des résidentes et résidents ont été invités à assister à l'arrivée du Tour sur les Champs-Élysées. « Pour certains, c'était une première sortie à Paris. On fabrique de nouveaux souvenirs », insiste l'animatrice. Pour qui l'essentiel est là : « sortir du cadre, briser la rangée, offrir des parenthèses de liberté. »

1- Etablissement d'hébergement pour personnes âgées dépendantes.

Aux Aubiers, la fête s'invite dans les mémoires



La joie et la fête trouvent parfois leur place dans des contextes qui n'y invitent pas de prime abord. Ainsi en est-il de la réhabilitation du quartier des Aubiers, à Bordeaux-Lac. Les grandes étapes du chantier sont l'occasion de moments d'échanges, de partage et de célébration avec les habitants. Exemple avec la démolition de la dalle.

C'est une dalle qui était l'une des singularités des Aubiers. Un quartier comme les adeptes de Le Corbusier les concevaient au tournant des années 1970 : autour d'un vaste plateau sur lequel reposaient les immeubles. Pour le meilleur, parfois, des interminables parties de ballon aux QG formels ou informels d'associations diverses, en passant par les rires des enfants. Pour le moins bon, aussi, le bruit, la difficulté de s'y repérer, les trafics. Alors « au revoir la dalle » ! La démolition de la dalle laissera la place à des espaces favorisant le lien, à une vie de quartier à hauteur de rue, à des jardins paysagers et des lieux de vie partagés. « La démolition de la terrasse et des garages d'Aquitania en 2025 constituait l'étape finale de l'histoire de cette dalle sur laquelle les Aubiers avaient été conçus et qui avait été remaniée dès le début des années 1980. Nous savions que cela pouvait être un moment difficile pour les habitants », explique Mélina Gaboreau, cheffe de projets aménagement urbain à Aquitania. Les équipes du bailleur social ont souhaité, avec leurs partenaires, transformer cette étape en aventure collective, en faire une expérience mémorielle et profondément sensible. « Nous voulions que cet événement soit à la fois un moment symbolique, festif, et l'occasion d'écouter les inquiétudes et de rassurer », ajoute Marine Jourjon, chargée de développement social urbain chez Aquitania. « Certains habitants craignaient la poussière, le bruit, ou se demandaient combien de temps cela allait durer. »

L'un des temps forts de cette démarche a eu lieu le 8 février 2025, peu de temps avant le démarrage du chantier. Sous la forme d'une journée festive et artistique, aboutissement d'un travail de plusieurs mois. À l'image de la création d'un spectacle hors norme par les artistes de la compagnie de danse Tango Nomade, notamment emmenée par la chorégraphe Pim. Les façades des immeubles s'élevant à 60 mètres se sont métamorphosées en scène pour une représentation de danse verticale aussi spectaculaire qu'onirique. « Pour nous, voltiger à une telle hauteur, c'était incroyable. Mais le vrai projet s'est construit dans la durée, en rencontrant les habitants, parfois directement à leur fenêtre. Ce sont eux qui ont nourri le spectacle », raconte Pim. Car la bande son de la représentation est faite des témoignages d'habitants recueillis avec la complicité de collégiens du quartier. « Ces récits, mis en scène avec les élèves, ont permis de poser des mots, d'éloigner les fantasmes, de partager les émotions et de se rappeler la vie de la dalle. Les souvenirs de matchs de foot, de tournois, de soirées entre voisines... sont devenus matière poétique pendant que jeunes, enfants et danseurs professionnels mêlaient leurs gestes », poursuit Pim. Clou du spectacle, une ronde géante entre artistes, collégiens ayant participé dès la préparation, spontanément élargie aux spectateurs et spectatrices. « Beaucoup avaient les larmes aux yeux. On a eu l'impression d'offrir un moment d'extase, d'évasion hors du quotidien », confie Pim.

Une présence durable

Ce moment a été un temps de fierté partagée qu'Aquitania souhaite voir s'inscrire dans le temps. Comme l'explique Marine Jourjon, « C'est cela qui compte : que les habitants se sentent acteurs de la transformation, et pas seulement spectateurs d'un chantier. Que le travail collectif mené avec les associations et les partenaires institutionnels permette de lier passé, présent et avenir. » « Ce moment a montré que l'on pouvait construire autrement, avec les habitants et non pas seulement pour eux », insiste Mélina Gaboreau. « Aujourd'hui, nous tissons des liens par la proximité : en créant des espaces de parole, des formats de rencontres en pied d'immeuble ou lors d'événements. »



Spectacle acrobatique proposé par les élèves de l'École du cirque de Bordeaux le 8 février 2025 sur la terrasse de la dalle.

Très présent lors des célébrations autour de la destruction de la dalle, l'art prend aussi durablement sa place dans le quartier. Ainsi, l'École du cirque de Bordeaux mène depuis trois ans des actions de médiation dans le quartier, avant d'y emménager en 2026. « On nous demande encore parfois si le cirque est vraiment un métier, et beaucoup en ont une image surannée, l'associant par exemple toujours aux animaux. Notre rôle, c'est de montrer qu'il existe un cirque contemporain, populaire et créatif », explique son directeur, Claude Saint-Dizier. L'École développe déjà des ateliers en pied d'immeuble, des projets intergénérationnels entre collégiens et seniors, des résidences artistiques avec des chevaux, en lien par exemple avec le conservatoire. « Le cirque est un art profondément populaire : on y vient en famille, sans se poser de questions. Aux Aubiers, il nous permet de créer du dialogue et de la rêverie, de donner aux enfants l'envie de devenir circassiens. » Une manière, aussi, d'imaginer que d'autres futurs sont possibles, d'autres pratiques culturelles, artistiques et corporelles...



Cultiver le bonheur en local

Ne pas céder à la fatalité, c'est aussi envisager l'action collective, les politiques publiques, sous le prisme du bien-être. Un credo qui est notamment celui du Bhoutan, énoncé par son roi en 1972 et intégré à la Constitution en 2008, sous l'expression Bonheur national brut, ou BNB. Le petit pays de la chaîne de l'Himalaya n'est pas déconnecté d'un pragmatisme certain, ni isolé sur ce point. Cet indicateur rêvé par Théodore Monod, pris très au sérieux par l'ONU qui lui consacre une journée annuelle, est aussi avalisé par le travail de l'économiste Richard Easterlin, qui a démontré depuis plus de cinquante ans que la richesse par habitant contribue de moins en moins au bonheur, au-delà d'un certain niveau de PIB.

À une échelle plus locale et plus proche de nous, diverses initiatives sont prises pour épouser cette voie, à l'image de démarches initiées par l'agence a-urba en Nouvelle-Aquitaine, ou de la prise en compte d'indicateurs de bonheur soutenable en Occitanie ou à Grenoble. À l'image, aussi, du travail mené par la Fabrique Spinoza, de manière globale et par exemple dans les Landes. Alexandre Jost a fait sien ce credo avec la Fabrique Spinoza, dont il est le fondateur. Il est également directeur général adjoint de la plateforme collaborative IdealCO, dédiée à la sphère publique.

QDT : Quel est le credo de la Fabrique Spinoza ?

Alexandre Jost : Historiquement, la Fabrique s'est fondée sur le thème du bonheur citoyen, avec l'objectif de promouvoir une vision positive de la société. Nous considérons qu'aborder toutes les questions par le prisme du bonheur génère de l'innovation en donnant une indispensable énergie.

Promouvoir le bonheur, c'est ne pas céder à la fatalité. N'est-ce pas illusoire ?

A. J. : Non, pas si l'on conjugue une vision macro et une vision micro. Il existe beaucoup d'innovations sociales à l'échelle locale : des collectivités, des associations, des citoyens qui réinventent des manières d'habiter, de produire, de vivre ensemble. Pendant que l'actualité nationale ou internationale semble figée ou violente, des dynamiques très fécondes se déploient sur le terrain. C'est là que se tisse la résilience collective. Beaucoup de choses se font à petite échelle, parfois avec peu de moyens, mais grâce à l'intelligence collective et à la confiance. Ces contraintes peuvent même devenir des leviers d'innovation : le manque de ressources oblige à inventer autrement, à mutualiser, à coopérer. Une période difficile peut aussi être une période féconde.

Pouvez-vous donner un exemple d'innovation sociale née de la contrainte ?

A. J. : Je pense à des initiatives très simples, comme des programmes de visites de bénévoles auprès de personnes âgées isolées, pour s'assurer qu'elles vont bien. Ce type de projet naît souvent du constat que les crédits publics diminuent; mais au lieu de s'arrêter là, des citoyens inventent des formes de solidarité nouvelles.

La Fabrique Spinoza s'intéresse aussi à la question du logement. En quoi est-ce un sujet de bien-être collectif ?

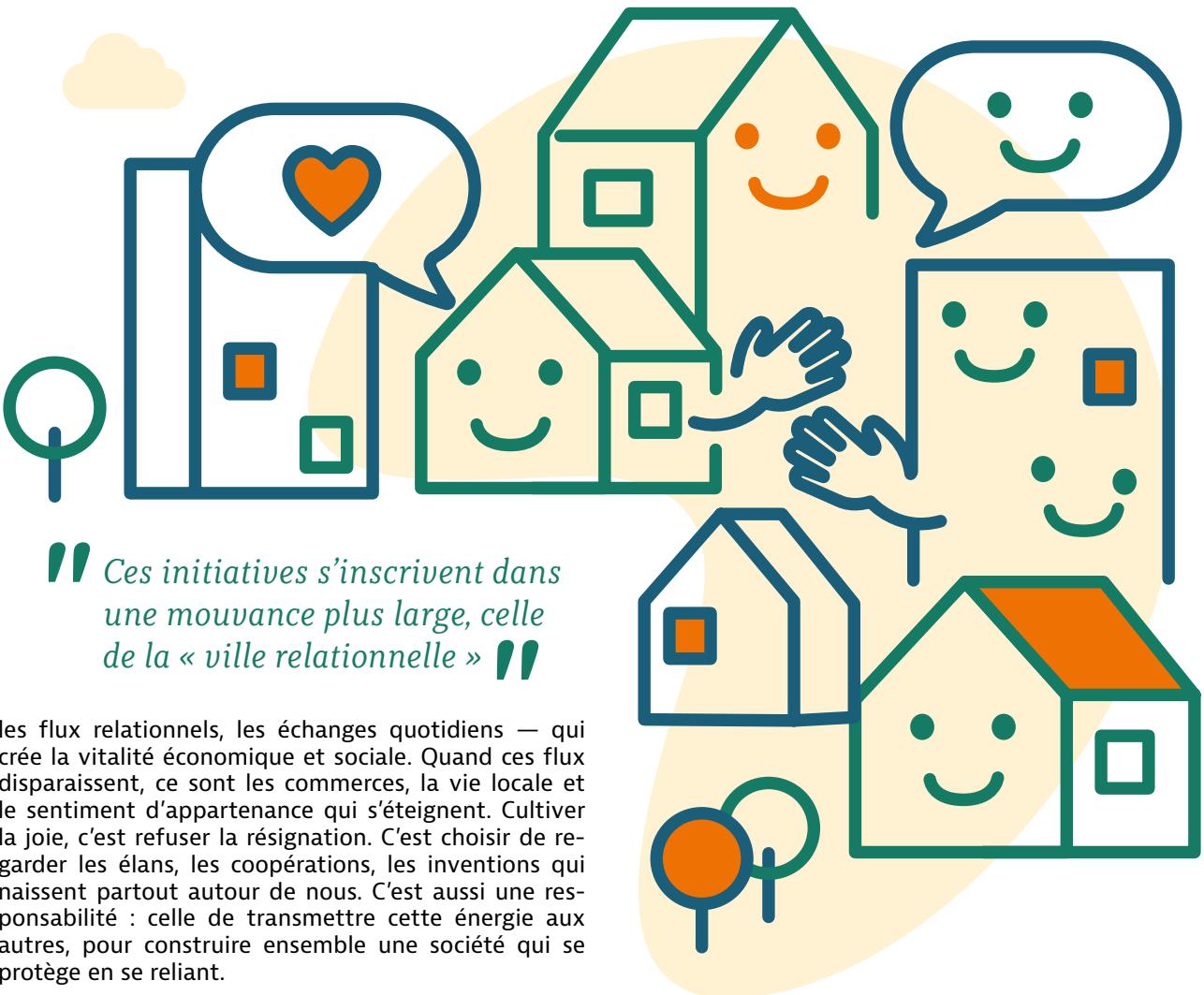
A. J. : Le logement, c'est un sujet qui traverse tous les grands enjeux de société : le stress, la santé, le travail, la politique, l'environnement. C'est un ancrage fondamental. Le philosophe Robert Misrahi, grand spécialiste de Spinoza, disait : «*On est heureux quand on transporte son château intérieur.*» Le logement, c'est ce qui nous permet de retrouver une stabilité et de nous relier aux autres. Les nouvelles formes d'habitat participatif, par exemple, permettent de maintenir du lien social. Elles interrogent nos peurs contemporaines : la solitude, la méfiance, l'isolement. L'Organisation mondiale de la santé a d'ailleurs créé récemment une commission sur le lien social, en reconnaissant que rien n'est plus déterminant pour la santé que notre capacité à tisser des relations.

Ces innovations se développent-elles aussi en milieu rural ?

A. J. : Oui, et c'est même parfois là qu'elles sont les plus fortes. Avec ma casquette d'accélérateur des territoires chez IdealCO, je vois émerger des habitats partagés dans des petites communes, des logements mutualisés entre générations, ou encore des projets de revitalisation de centres-bourgs. Ces initiatives s'inscrivent dans une mouvance plus large, celle de la «ville relationnelle» : des espaces pensés pour créer des flux, des rencontres, de la convivialité.

Vous parlez de la «ville relationnelle» : un concept qui renverse la logique urbaine classique ?

A. J. : Oui, beaucoup de villes ne sont pas conçues pour favoriser les interactions humaines. Or c'est le lien —



“ Ces initiatives s’inscrivent dans une mouvance plus large, celle de la « ville relationnelle » ”

les flux relationnels, les échanges quotidiens — qui crée la vitalité économique et sociale. Quand ces flux disparaissent, ce sont les commerces, la vie locale et le sentiment d’appartenance qui s’éteignent. Cultiver la joie, c’est refuser la résignation. C’est choisir de regarder les élans, les coopérations, les inventions qui naissent partout autour de nous. C’est aussi une responsabilité : celle de transmettre cette énergie aux autres, pour construire ensemble une société qui se protège en se reliant.

Landes Attractivité : « Le bien-être devient un indicateur territorial à part entière »

Anciennement Comité départemental du tourisme, Landes Attractivité a mené ces derniers mois une étude inédite sur 35 communes pour comprendre comment les habitants vivent leur territoire. « Nous voulions aller au-delà des données économiques ou touristiques », explique Sandy Causse, directrice de Landes Attractivité. « L'accès aux soins, à l'alimentation, à la culture ou au lien social sont tout aussi essentiels pour évaluer ce que signifie "bien vivre ici". Avec la Fabrique Spinoza, nous avons formulé ce besoin : savoir comment les habitants ressentent leur cadre de vie, pas seulement ce que disent les statistiques. »

Les résultats semblent aller dans le sens d'un bien-être plutôt satisfait dans le département : les Landes obtiennent un indice de bien-être de 97, contre 72 au niveau national, avec des scores particulièrement élevés sur l'alimentation et l'environnement. « On pressentait une satisfaction globale, mais pas une telle cohérence entre ressenti et réalité territoriale. À l'inverse, l'étude a confirmé une insatisfaction globale en matière d'éducation, de logement ou de mobilité. » De quoi repenser la manière d'évaluer les politiques publiques, voire les réorienter en partie. « On doit parler d'efficience, pas de rentabilité. La rentabilité, c'est une logique de chiffres; l'efficience, c'est la capacité à apporter un service attendu et de qualité. C'est cela, la vraie attractivité : donner envie de rester, de s'impliquer, de construire ici. L'étude permet de reconnecter les élus à ce que vivent les habitants. Nous allons poursuivre pour affiner les résultats et mieux comprendre les besoins locaux. L'enjeu, c'est de faire du bien-être un levier durable d'attractivité. »



Et vous, qu'est-ce qui vous donne de la joie ☺ dans le monde d'aujourd'hui ?

 Jean Berthelot



« C'est d'avoir mes proches autour de moi, en bonne santé. Qu'on passe des moments simples ensemble, sans pression, sans contrainte, que ce soit fluide. Vivre à l'instant T, manger un plat de pâtes, une baguette, rigoler sans cogiter, sans ruminer. La vraie joie, c'est la tranquillité d'esprit. Dans la vie de tous les jours, on subit une pression constante. Moi, j'essaie de fuir cette pression d'adulte et de profiter de ce qu'il y a, là, maintenant. »

Rachid, artiste-peintre, 41 ans



« Je dirais qu'il y a deux formes de joies. Une joie un peu consumériste, que l'on ressent quand on s'achète quelque chose, qui ne va durer qu'un temps, et ne pas contribuer réellement au bonheur. Et une joie plus profonde liée à de multiples moments. Par exemple, j'ai rejoué hier au tennis avec un copain après avoir délaissé ce sport pendant des années. La joie que j'ai ressentie fait partie de celles qui sont simples et régulières, et contribuent à me donner le sentiment d'être heureux. »

Vincent, responsable solution logiciel, 35 ans



« Ce qui me donne de la joie, ce sont les petites choses du quotidien : le sourire de ma fille quand je lui fais son gâteau préféré, un moment simple en famille ou entre amis. Ces instants où je me sens bien, à ma place. Je dois être prête à les accueillir, ces joies, ça ne peut pas se faire n'importe quand. Après une journée de travail, par exemple, j'ai besoin d'un sas de décompression. Mais pas besoin d'un dîner romantique ou de fleurs tous les soirs, juste un peu de calme pour être prête à savourer les bons moments. »

Audrey, juriste, 42 ans





« Ce qui me donne de la joie, c'est d'être entourée par mes proches, de passer de bons moments en famille ou entre collègues, de partager des instants heureux, c'est ça qui compte. Tous les jours, tu peux ressentir de la joie, même s'il y a de petites déceptions. Je vois le verre à moitié plein plutôt qu'à moitié vide. On peut tirer du positif de la plupart des situations. Plein de petites joies mènent au bien-être, et demain sera toujours meilleur. C'est en tout cas ma vision, très personnelle, de la joie. »

Candice, commerciale, 26 ans



« La joie, pour moi, c'est écouter de la K-pop et m'intéresser à la culture coréenne, parce que j'aime ça et que j'ai envie d'aller vivre en Corée du Sud. J'éprouve aussi de la joie en caressant les animaux, les poneys, les chats, les chiens, parce qu'ils sont mignons et gentils. Lire des livres, ça m'apprend des choses et me rend heureuse. Et mes moments préférés, c'est quand on mange tous les quatre, en famille, avec mon frère et mes parents. »

Maï, collégienne, 12 ans



« Ce qui me donne de la joie, c'est de revenir dans des lieux où j'allais petite, où je me ressource, comme notre maison de famille sur le bassin d'Arcachon. C'est aussi construire mes projets professionnels et personnels, car j'ai l'âge où je les bâti justement, et cela me fait me sentir extrêmement vivante. Parfois, je me laisse démoraliser par certaines choses alors que tout va bien, mais globalement les moments de joie sont plus nombreux. »

Marie, étudiante en histoire, 20 ans



« Il y a des joies simples, quotidiennes. Une bonne pizza, par exemple, va me donner de la joie pour plusieurs jours. Et il y a des émotions plus ponctuelles. Je me souviens de la joie individuelle ressentie en retrouvant du travail, ou de joies collectives après une victoire sportive. »

« Et puis il y a des joies exceptionnelles, comme lorsqu'on fait un beau voyage. J'ai vraiment ressenti cela en visitant les États-Unis ou le Japon, par exemple. La joie de découvrir ces cultures. »

Nono, tourneur-fraiseur, 38 ans



Essais transformés pour défis solidaires

Engagé au plus près des territoires et de ceux qui les font vivre, Aquitanis donne la possibilité à ses collaborateurs et à ses collaboratrices de s'investir sur la base du volontariat sur leur temps de travail, dans des actions solidaires ou des causes en lien avec ses valeurs sociétales. Un exemple à Mérignac durant l'été 2025, où trois d'entre eux ont accompagné près d'une centaine de jeunes en situation de handicap mental, dans une initiation au Para Rugby Adapté.



© Aquitanis

Par un beau matin d'été, Guy Soula, gardien chez Aquitanis, quitte la résidence Solesse de Blanquefort à laquelle il accorde chaque jour toute son attention, pour se rendre au Stade Marie Houtré à Mérignac. Là, il retrouve deux autres salariées de l'OPH de Bordeaux Métropole : Laura Bohnke et Angélique Mothu, respectivement gestionnaire de sinistres et assistante administrative. Tous trois ont revêtu leurs tenues de sport pour accompagner une centaine d'enfants et de jeunes adultes en situation de handicap mental, psychique et/ou présentant des troubles du spectre de l'autisme, au cours d'une journée d'initiation au para rugby adapté. Guy, Laura et Angélique ont souhaité s'investir dans l'un des Défis solidaires d'Aquitanis (cf. présentation dans encadré ci-après) réalisés au profit d'associations du territoire.

C'est aujourd'hui le cas de l'association Drop de Béton - partenaire d'Aquitanis depuis de nombreuses années déjà - qui rend le rugby accessible à toutes et à tous, en l'utilisant comme un outil d'éducation, de lien social et d'insertion. Ses interventions réalisées à l'attention d'un public varié favorisent la citoyenneté, la mixité, la santé, l'autonomie et le respect des diffé-

rences. L'animation proposée ce jour par Drop de Béton et à laquelle participent le trio de salariés d'Aquitanis, s'intitule « À chacun son essai ». Elle bénéficie de l'appui du Comité départemental du sport adapté de la Gironde (CDSA 33), dont l'objectif est de développer, coordonner et contrôler la pratique des activités physiques et sportives des personnes en situation de handicap mental, psychique et/ou présentant des troubles du spectre de l'autisme.

« On confond souvent sport adapté et handisport, explique Pauline Nadol, footballeuse professionnelle et animatrice au CDSA 33. Or ce dernier englobe toutes les disciplines sportives pour personnes présentant un handicap physique ou sensoriel. En sport adapté, l'approche est en premier lieu pédagogique. Elle se base sur des activités ludiques qui, comme c'est le cas aujourd'hui, donnent la possibilité aux personnes de s'approprier l'usage du ballon. »

C'est dans ce cadre que nos trois volontaires animent chacun durant de courtes sessions, plusieurs ateliers d'initiation au rugby par le jeu. Guy par exemple, se charge de l'activité « transforme l'essai » et encourage ses équipes à bien placer le ballon ovale entre les



© Aquitanis



© Aquitanis

Volontaires de la solidarité

Les défis solidaires ont vu le jour sous l'impulsion du Collectif Culture d'entreprises d'Aquitans & Axanis, dont l'objectif est de forger une culture d'entreprise commune autour des valeurs sociétales et coopératives respectivement portées par les deux organismes. En 2025, 125 heures de volontariat ont été consacrées à des actions en lien avec des thématiques sélectionnées par les membres du collectif (handicap, environnement, alimentation, insertion). Cette année, outre la journée « À chacun son essai », plusieurs collaborateurs et collaboratrices d'Aquitans ont prêté main-forte en cuisine chez Épi'cez tout à Pessac. Ce restaurant solidaire de l'association Épi'Sol favorise un accès à une alimentation de qualité pour tous et notamment les plus démunis. La recyclerie solidaire La Boucle¹ de Bègles, lieu multifonctionnel dédié à la valorisation et au réemploi d'objets et de vêtements de seconde main, a également accueilli un groupe de volontaires d'Aquitans pour une journée consacrée au tri et au rangement.

poteaux. Après plusieurs transformations réussies, ou manquées, par les participants dans la bonne humeur et sans esprit de performance, il résume avec enthousiasme l'intérêt de sa participation. « *En raison de nos activités professionnelles, il est difficile de prendre du temps pour des causes ou des actions en faveur de publics fragiles, dont je me sens pourtant pleinement solidaire, explique-t-il. Ma présence ici aujourd'hui donne du sens aux valeurs que nous défendons et surtout, une dimension supplémentaire à mon métier.* » Dans un autre registre, le stand « sport et nutrition » animé par Angélique ne désemplit pas. « *C'est peut-être parce que j'ai toujours aimé m'occuper des jeunes, déclare-t-elle. Être aujourd'hui sur ce terrain auprès d'eux constitue une expérience humaine et professionnelle très enrichissante. Car nous sommes aussi entre collègues de travail !* » Alors que les essais se multiplient sur la structure gonflable animée par Laura, une rumeur monte soudain : Léo, la mascotte de l'Union Bordeaux Bègles (UBB) rugby vient de faire son entrée sur le terrain pour défier sportivement petits et grands.

« *Une ambiance pareille, ce bonheur, ces sourires... On a vraiment envie de remettre ça au plus vite !* »

s'enthousiasme Laura. Cela tombe bien, d'autres actions solidaires sont d'ores et déjà en préparation pour l'année prochaine.

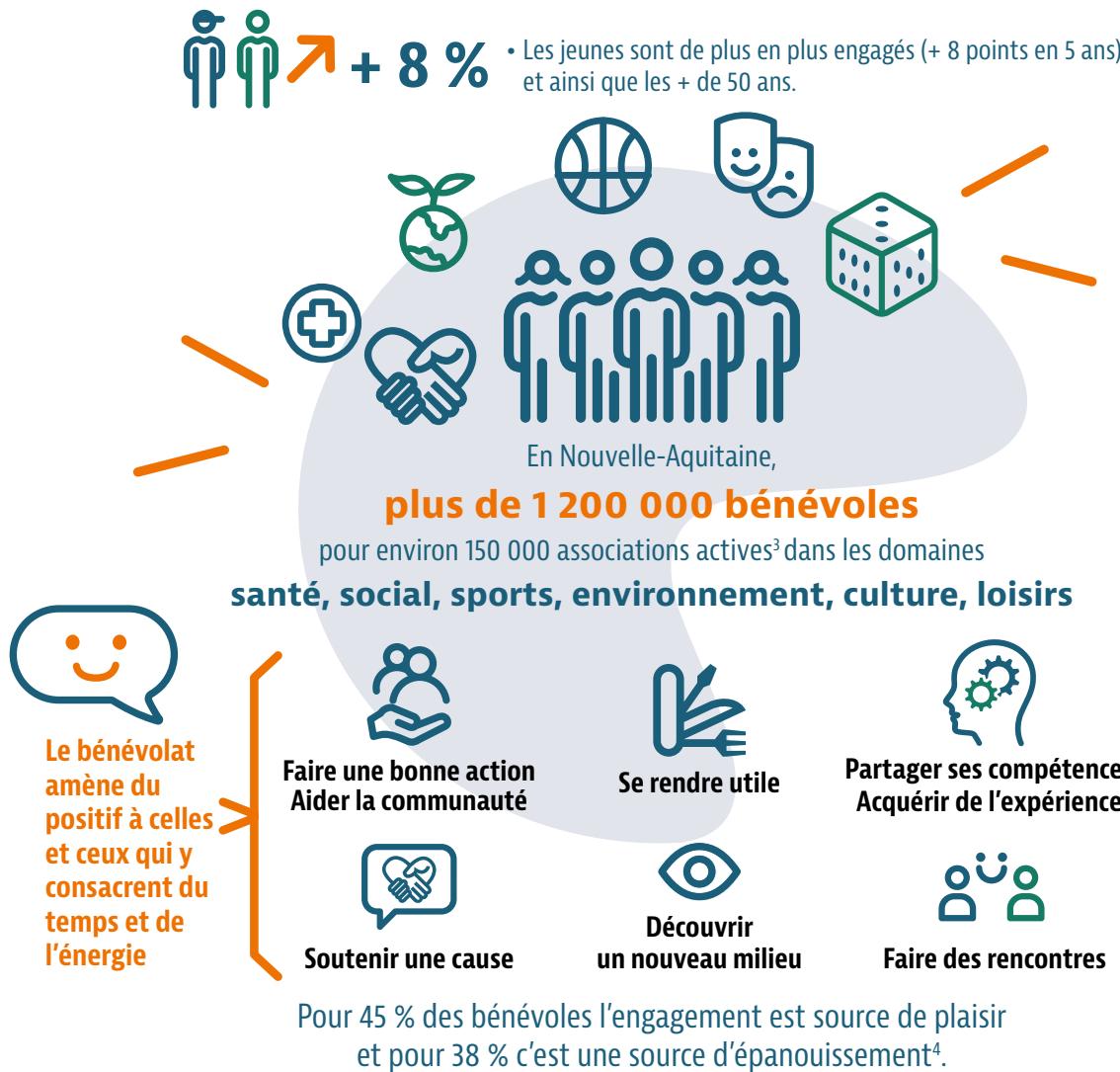


© Aquitanis

1- Lire le reportage consacré à La Boucle – page 38.

Repères sur le bénévolat

- **Le bénévolat** « est l'action de la personne qui s'engage librement, sur son temps personnel, pour mener une action non rémunérée en direction d'autrui, ou au bénéfice d'une cause ou d'un intérêt collectif¹ », tandis que **le volontariat** s'exerce dans le cadre d'un contrat de travail.
- En 2025², presque un quart des Françaises et des Français sont bénévoles dans une association et 11 % le sont chaque semaine (autant de femmes que d'hommes).
- Il existe une **fracture associative** marquée selon le niveau d'études, un tiers des diplômés bac+2 et plus sont bénévoles dans une association contre 15% parmi les moins diplômés.



À chacun d'agir selon ses disponibilités et son envie :

- mission ponctuelle ou régulière
- investissement à distance (télébénévolat) ou en présentiel
- implication sur le terrain ou sur des missions « supports »

Plusieurs plateformes existent :

- [Jeveuxaider.gouv.fr](http://jeveuxaider.gouv.fr) - plateforme publique du bénévolat créée par la loi Égalité et Citoyenneté en 2017.
- Tousbenevoles.org

Le Passeport Bénévole[®] est un livret personnel attestant l'expérience bénévole acquise, une sorte de CV consacré uniquement au bénévolat. Il permet ainsi de conserver une trace écrite des missions effectuées et des compétences acquises. Il peut être utile dans le cadre d'une recherche d'emploi ou d'une évolution professionnelle, notamment en alimentant un dossier de demande de Validation des Acquis de l'Expérience.

1 - Définition du Conseil économique, social et environnemental (CESE).
2 - Recherche & Solidarités - février 2025.

3 - Le Mouvement associatif avec le soutien de l'INJEP - décembre 2024.
4 - Recherche & Solidarités - avril 2024.

Il était une fois un monde meilleur

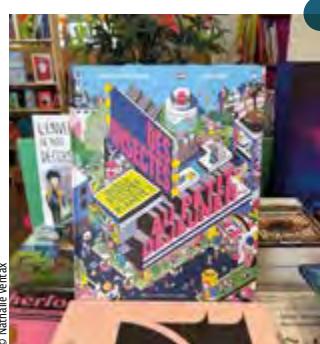
Depuis près d'un demi-siècle, la librairie Comptines, installée rue Duffour-Dubergier à Bordeaux, nourrit l'imaginaire des plus jeunes. Spécialisée dans la littérature jeunesse, elle est devenue un lieu de rencontre et de transmission, où les histoires invitent à penser et à agir autrement. Sa gérante, Nathalie Ventax, a choisi pour Questions de transition(s) une sélection d'ouvrages qui parlent d'avenir, de solidarité et d'écologie joyeuse.



Chaque petit geste

Marta Bartolj, Les 400 coups, dès 4 ans

Sans un mot, cet album raconte comment un simple acte de gentillesse peut déclencher une chaîne d'entraide. « C'est très démonstratif : ramasser un déchet, aider une personne âgée, partager un jouet... », explique Nathalie. En suivant une femme à la recherche de son chien, on découvre un quartier qui se transforme sous l'effet du lien et de l'attention à l'autre. Un livre sans paroles, mais plein de résonances.



Des insectes au petit déjeuner

Madeleine Finley et Jisu Choi, Gallimard Jeunesse, dès 8 ans

Un documentaire foisonnant qui explore les pistes possibles pour un avenir plus durable : alimentation, énergie, transport, habitat, mode... « Très complet et très graphique », souligne Nathalie. En rendant le futur attractif plutôt qu'angoissant, il montre que partout dans le monde, une grande diversité de profils réfléchissent, inventent ou expérimentent pour préserver notre environnement.



Sable bleu

Yves Grevet, Syros, dès 13 ans

Dans ce roman d'anticipation, une mystérieuse bactérie détruit le pétrole et offre à la Terre un répit. « On est sur de l'écologie pure et dure », dit Nathalie. Tess, l'héroïne, découvre qu'une autre vie est possible — plus sobre, plus juste. Quand tout semble perdu, la nature, les jeunes et même quelques extraterrestres montrent la voie. Une fiction haletante et lumineuse sur la possibilité de recommencer autrement...

Il y a aussi une T.rex, mais ce n'est pas le sujet

Julie Douine et Noémie Favart, Versant Sud, dès 5 ans

Dans une cité grise, Édith et son père imaginent le passé et le futur des lieux qu'ils traversent : « Ici, il y aura un grand cèdre. »

Et parce qu'ils y croient, l'arbre pousse, grandit et devient le cœur d'un quartier vivant. Nathalie s'enthousiasme :

« La petite fille finit même par devenir maire de sa propre ville ! » Drôle, tendre et joliment illustré, cet album parle de transmission, d'engagement et de pouvoir d'agir.

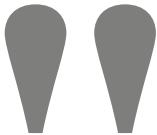
Grand entretien

“ *La décroissance n'est pas un tabou* ”

Ingénieur et essayiste, Philippe Bihouix est une figure majeure de la pensée écologique française. Spécialiste des ressources naturelles et des limites technologiques, il plaide pour une sobriété lucide et créative, fondée sur la réutilisation, la durabilité et la réparation. Auteur de plusieurs essais de référence, il a signé en 2024 une bande dessinée* inspirée de ses travaux, qui rend accessibles ses réflexions sur la décroissance et l'avenir soutenable de nos sociétés industrielles. En somme, comment ne pas céder au technosolutionnisme et trouver une autre voie qui peut être enthousiasmante.



© M. Hurez



Qui êtes-vous, Philippe Bihouix ?

Philippe Bihouix : Je suis ingénieur généraliste de formation. Après quelques années dans la construction, puis une dizaine d'années dans le conseil en stratégie essentiellement pour des clients industriels, j'ai rejoint la SNCF en 2009, comme directeur international du fret ferroviaire jusqu'en 2019, puis comme directeur général du groupe AREP. C'est une filiale d'environ mille architectes, ingénieurs, urbanistes, designers, experts qui travaillent avant tout sur la construction et la transformation des gares et des bâtiments industriels de la SNCF, et, plus généralement, sur des projets pour des clients publics et privés, en essayant « d'inventer un futur post-carbone »...

Au début des années 2000, par la lecture de différents auteurs, notamment des critiques du « développement » comme François Partant, Gilbert Rist ou Nicholas Georgescu-Roegen, j'ai été saisi par la question des ressources non renouvelables, notamment métalliques, dont l'extraction et la transformation fondent notre prospérité matérielle. Elles constituent un « stock » qui ne se reconstitue pas, du moins à l'échelle de temps des civilisations humaines.

La question de la nature « durable » ou soutenable de cette utilisation de ressources m'a taraudé, tandis que mon activité d'ingénieur-conseil m'amenaît à fréquenter différentes industries, des télécoms à l'aéronautique, de la chimie à l'énergie... J'y glanais des informations qui allaient m'aider à forger quelques convictions : sur les limites du recyclage – du fait des usages dispersifs, des mélanges et

des alliages, de la trop grande complexité des produits –, sur les illusions d'une croissance « verte » et dématérialisée, sur l'effet rebond¹...

Les produits high-tech sont consommateurs de ressources rares et presque impossibles à recycler. Dans mon cas, la logique des low-tech, le questionnement de la course en avant technologique, sont nés d'une prise de conscience sur les ressources.

Le monde de demain peut-il être autre chose que celui de l'économie de ressources ?

C'est le cœur du débat ! Les (techno)-optimistes estiment que l'humanité, par le progrès technologique, saura toujours repousser le spectre de la pénurie de ressources. Par le passé, on a appris à pomper l'eau dans les mines pour accéder à des ressources plus profondes, à explorer et exploiter de nouveaux territoires, à mécaniser et optimiser les opérations minières en augmentant la taille des engins, à traiter des minerais plus pauvres... On n'a jamais eu autant de réserves identifiées qu'aujourd'hui.

Certes, les ressources en tant que telles ne constituent pas une limite planétaire, mais il y a un coût environnemental et humain à payer : émissions de CO₂, pollution des eaux, résidus miniers dangereux, destruction de milieux vivants, atteintes aux droits des populations locales...

Il semble bien qu'on soit d'abord rattrapés par ce qu'on déverse dans l'environnement, plus que limités par ce qu'on y préleve : microplastiques et polluants organiques persistants qu'on

retrouve partout (sols, océans, rivières, atmosphère...), cadmium qui s'accumule dans les sols agricoles... Économiser les ressources, c'est aussi réduire, en bout de chaîne, l'aggravation de la pollution généralisée.

Économiser des ressources veut-il forcément dire moins consommer ?

Est-ce indissociable de la décroissance ?

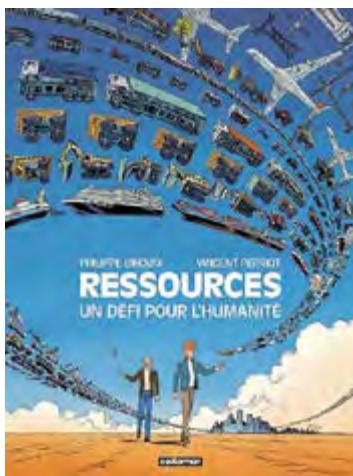
La décroissance n'est pas, pour moi, un tabou. Sachant que 2 % de croissance par an signifie une multiplication par 400 millions en un millénaire, je ne vois pas comment, sur le temps long, la croissance économique se poursuivrait, même en convoquant un « découplage » entre matière et économie, même en conquérant le système solaire !

Je pense qu'il faut distinguer les logiques de flux et de stock. La consommation de vêtements ou de smartphones, c'est un flux : si l'on veut réduire l'impact environnemental de la fabrication et du transport, il faudra forcément décroître les volumes produits, et consommer moins. Mais on peut les faire durer plus longtemps, ravauder et reprendre les vêtements, réparer et maintenir les smartphones. Le « service rendu » serait différent – finis les achats plaisir de la fast-fashion et du nouvel appareil qui prend tellement mieux les photos que les précédents –, mais les fonctionnalités basiques ne seraient pas entamées ; pas besoin d'aller nus, ni d'être coupés du monde.

Dans le domaine urbain, on est plutôt dans une logique de stock : le patrimoine bâti se construit,

1- Lorsque une innovation permet d'utiliser moins d'énergie ou de matières, ce gain d'efficacité se traduit par une baisse des coûts de l'objet fabriqué ou du service rendu, ce qui les rend économiquement plus abordables. Cela peut entraîner une hausse de la consommation globale : on parle alors d'effet rebond.

Il y a tout un pan d'économies que nous ne pourrons réaliser que de façon collective, coordonnée, favorisée et amplifiée par la puissance publique aux différentes échelles (locale, régionale, nationale...).



*Ressources, un défi pour l'humanité, aux éditions Casterman, illustré par Vincent Perriot

s'accumule, se transforme assez lentement – moins de 1 % par an. Si vous divisez par deux le flux de constructions nouvelles, vous ne touchez pas à 99 % de la « consommation » d'espaces à vivre. En intensifiant l'usage de l'existant, en exploitant mieux le « gisement » des surfaces pas ou mal utilisées, les marges de manœuvre sont considérables. C'est l'idée de la ville stationnaire, qui construit moins mais mieux, rénove, transforme et adapte, tout en préservant les sols et les ressources.

Le progrès technologique au plan industriel a toujours amené des déséquilibres pour l'environnement, et très souvent à une fragilisation des conditions de travail. En quoi les progrès que l'on connaît aujourd'hui sont-ils plus menaçants ?

Pour reprendre les réflexions de Jacques Ellul, le progrès technique est toujours ambivalent, comportant à la fois des effets positifs et négatifs, au niveau social et humain. La mécanisation, l'automatisation dans les usines a aussi permis, dans de nombreux cas, de réduire la pénibilité physique pour les travailleurs... mais dans les entrepôts logistiques, l'arrivée des robots n'a peut-être pas réduit la pression physique et psychologique sur les employés.

La situation actuelle, la vitesse des évolutions techniques et sociétales, est-elle plus dangereuse que les évolutions précédentes ? L'arrivée des chemins de fer dans les villages au XIX^e siècle, le remembrement agricole à la sortie de la Seconde Guerre mondiale, le développement de l'automobile et de la « vie qui va avec » dans les années 1970 ont été des épisodes transformatifs plutôt violents pour les sociétés de l'époque... Mais c'est vrai que l'individualisation

et la difficulté croissante à « faire société », accentuées par des réseaux sociaux boostés à l'IA, la dépendance aux grands acteurs de la tech pas franchement traversés par le souci du bien commun, le rapport des jeunes générations à l'éducation, à la culture, à l'histoire... font un peu peur.

Comment expliquer l'absence de politique publique réellement volontariste en matière de sobriété, dans le bâtiment notamment ?

Longtemps, les politiques publiques se sont concentrées sur l'évolution des normes dans la construction neuve et, encore aujourd'hui, on mise d'abord sur les leviers techniques à venir : des produits isolants plus efficaces, du ciment dont on aura capté à la source et enfoui les émissions de CO₂, de l'acier « vert » qu'on aura produit à l'hydrogène plutôt qu'au charbon, des solutions numériques pour optimiser les consommations... Mais le problème, au-delà de la faisabilité technique ou économique, c'est la vitesse de déploiement réelle de ces solutions. Il serait plus efficace, plus rapide, moins coûteux de miser sur la sobriété, la réduction des besoins. Mais celle-ci fait peur : soit pour des questions d'impact économique difficile à mesurer (réduction d'activité, perte d'emplois...), soit pour des questions d'acceptabilité sociale.

Vous évoquez parfois les cornucopiens. Qui sont-ils ?

Le mot vient de *cornu copiae*, la corne d'abondance en latin. C'est l'idée que l'innovation technique nous amène vers l'abondance pour tous. Elon Musk (Space X) veut coloniser Mars, Jeff Bezos (Blue Origin) imagine 1 000 milliards de Terriens en orbite, Sam Altman

(OpenAI) théorise la « loi de Moore de tout », l'idée que l'ensemble des produits et services va devenir presque gratuit (en suivant la logique des microprocesseurs toujours plus puissants et moins chers), Jensen Huang (Nvidia) prédit que tout ce qui bouge sera robotique d'ici quelque temps, Bill Gates que produire de la nourriture, fabriquer et transporter des objets seront « des problèmes résolus »...

Pour une partie de la population, ne pas céder au technosolutionnisme signifie revenir à l'âge de pierre. Pourquoi est-ce erroné à vos yeux ?

Le récit cornucopien est relayé de façon extrêmement puissante, et pour tout dire, il a un côté un peu fascinant et effrayant à la fois. Collectivement, nous sommes pris comme des lapins dans la lumière des phares. Cela fait si longtemps que progrès technique et progrès humain sont assimilés dans l'inconscient collectif occidental que toute remise en question est immédiatement perçue comme une régression, avec les caricatures qui vont avec. Pourtant, très objectivement, passé un certain niveau de produit intérieur brut par habitant, le niveau de bonheur n'augmente plus ; quant à l'effet du déploiement des nouvelles technologies, il semble également discutable...

Comment imposer un contre-récit ? Pourquoi, vous-même, avez-vous notamment choisi la BD* ?

J'écris depuis plus de 15 ans, et je pensais depuis longtemps à ce format qui permet, sans nul doute, de toucher un plus grand nombre de personnes, qui n'auront pas le temps ou l'envie de lire des essais de 300 pages sur l'environnement.

J'ai eu la chance de rencontrer Vincent Perriot, bordelais lui aussi : son dessin donne une incroyable force au propos, et travailler avec lui est par ailleurs un immense plaisir, ce qui compte !

Vous parlez de sobriété systémique, qu'entendez-vous par ce terme ?

La sobriété est devenue une notion plus « positive » avec la guerre en Ukraine et l'explosion des prix de l'énergie qui a suivi. Mais, maniée par le gouvernement, cela reste surtout une logique d'efficacité (des processus industriels plus « sobres ») ou une démarche individuelle : moins chauffer chez soi, covoiturer ou prendre le vélo, consommer de façon plus responsable...

Or il y a tout un pan d'économies que nous ne pourrons réaliser que de façon collective, coordonnée, favorisée et amplifiée par la puissance publique aux différentes échelles (locale, régionale, nationale...). Orienter les mobilités vers des véhicules plus petits, revisiter l'aménagement du territoire pour profiter du patrimoine existant dans les villes moyennes, les bourgs et les villages, mettre en place des systèmes de consigne pour les emballages alimentaires, réduire le gâchis alimentaire, revoir la fiscalité pour favoriser le réemploi et la réparation, etc.

La low-tech, c'est l'avenir ?

Je pense en tout cas que la démarche fait partie du panel de « solutions ». Et il y aurait, je crois, de véritables co-bénéfices. Consommer moins de ressources, réutiliser et réemployer, moins dépendre des réseaux d'extraction, de transformation et de fabrication mondiaux, développer des compétences locales

d'entretien, de maintenance, de réparation et de refabrication (réincorporation de composants élémentaires d'occasion dans des produits neufs), c'est aussi réduire notre exposition aux risques géopolitiques, gagner en résilience, en résistance aux perturbations – qui, semble-t-il, ne manqueront pas d'avvenir en ce XXI^e siècle...

Est-il imaginable de penser que nous ne céderons pas, collectivement, aux pressions de ceux qui continuent de miser sur cette course en avant technologique et économique ?

C'est non seulement imaginable mais nécessaire ! Ne nous laissons pas déprimer par le grand retour de balancier mondial, européen ou national, sur les sujets environnementaux. Certes, il y a des discours, des postures, des prises de décision consternantes ; mais tout ne se décide pas à Washington. Malgré la surexposition médiatique de l'IA générative, les grands processus économiques et sociaux – l'essentiel de ce qui fait notre vie quotidienne pour se loger, se nourrir, se déplacer, se soigner... – ne bougent pas aussi vite qu'on voudrait nous le faire croire. Depuis une dizaine d'années dans les territoires, des politiques publiques, des réflexes, des référentiels se sont installés. Il faut construire là-dessus, faire preuve de ténacité, trouver dans les projets collectifs l'enthousiasme nécessaire. Rien n'est jamais perdu, il y a toujours quelque chose à sauver, et de la fierté à en tirer.



pour aller plus loin...



La robustesse

P.7-20

Financer l'innovation sociale

Association Lazare
lazare.eu (Maison de Bordeaux)

Simon de Cyrène

simondecyrene.org
federation@simondecyrene.org

L'union fait la force

Réseau 3AR
Achats publics responsables
en Nouvelle-Aquitaine
3ar-na.fr

inCité

incite-bordeaux.fr

Bordeaux Métropole Aménagement (BMA)

b-m-a.fr
contact@b-m-a.fr

La Fabrique de Bordeaux Métropole (la FAB)

lafab-bm.fr

Renforcer le vivant et s'en inspirer

Office national des forêts (ONF)
onf.fr

Fonds de dotation Agir pour la forêt

onf-agirpourlaforet.fr
contact@onf-agirpourlaforet.fr

Ceebios

ceebios.com
contact@ceebios.com

Établissement public de reconstruction et de développement de Mayotte (EPRDM)

eprd.mr

MoHo

moho.co/fr
contact@moho.co

Makesense

makesense.org

Alerte sur la cybersécurité

Campus Cyber
campuscyber-na.fr

Quand la santé s'invite dans les politiques publiques

Consortium Evidans
evidans.org
evidans@chu-bordeaux.fr

Polariss

centre-polariss.fr

a-urba

aurba.org
contact@aurba.org

L'EMILE, une équipe dédiée à la santé mentale

Ari Accompagnement
ari-accompagnement.fr
emile@ari-accompagnement.fr



La ténacité

P.21-36

Bastide Niel, entre principes forts et pragmatisme

Bastide Niel

bastideniel.fr
Facebook: BastideNiel
Twitter: bastideniel

L'eau, nouvelle cause du vivant

Re-Sources

re-sources-nouvelle-aquitaine.fr
re-sources@nouvelle-aquitaine.fr

Association Wild Legal

wildlegal.eu/la-garonne
Facebook: wildlegalfrance
Twitter: wildlegalfrance

La proximité en avant

IDDRI

iddri.org

 Article de synthèse de l'étude sur le contrat social

 Rapport d'étude complet

La campagne, cette nouvelle terre des possibles

Terre de Liens Aquitaine
terredeliens.org
fondation@terredeliens.org

Espaces Saquary

espaces-saquary.fr
espaces.saquary@gmail.com

Médoc Tiers-lieux

medoc-tierslieux.fr
medoc.tierslieux@gmail.com

Portraits de quatre femmes qui osent

Singa Bordeaux
wearesinga.org/bordeaux
contact@singa.fr

Marie Curry

mariecurry.fr
contact@assomariecurry.org

Carte blanche à Tarek Daher

Emmaüs France
emmaus-france.org
contact@emmaus-france.org



La dynamique

P.37-52

Les antidotes à la surconsommation

La Boucle
la-boucle.fr
bienvenue@la-boucle.fr

Zéro Waste Bordeaux
zerowastebordeaux.org
hello@zerowastebordeaux.org

Amos
amos.asso.fr
contact@amos.asso.fr

Renaître
reseau-renaitre.com
contact@reseau-renaitre.com

ÉtuRécup
eturecup.org
hello@eturecup.org

Pépites
ressourceriepepites.com
collectif.pepites@gmail.com

ADEME
ademe.fr

En temps utile, la Cité Bleue

La Cité Bleue
cite-bleue.fr
info@cite-bleue.fr

Bien Résolu à Sauter le pas
Axanis
axanis.fr

Embarquer sur de nouveaux récits

Monarch Intelligence
monarchintelligence.fr
contact@monarchintelligence.fr

L'Institut des futurs souhaitables
futurs-souhaitables.org

Faire tomber les murs
La Petite Sœur
lapetitesoeur.eu
coucou@lapetitesoeur.eu

Caracol
caracol-colocation.fr
contact@colocationcaracol.com

L'avenir, c'est ensemble

Forum mondial de l'ESS Bordeaux 2025
bordeauxgsef2025.org

Gsef
gsef-net.org
gsef@gsef-net.org

ONG Oxfam
oxfamfrance.org
info@oxfamfrance.org

Fédération nationale des coopératives de consommateurs (FNCC)
fncc.coop
contact@fncc.coop

Tapaj
tapaj.org
tapaj@tapaj.org



La joie

P.53-67

En connexion avec la nature

Bains de forêt
Offre nature et santé du département de la Gironde
gironde.fr

Atelier CLAP
clap.land
atelier@clap.land

Écoquartier de Bongraine
ecoquartierdebongraine.fr
ecoquartier.bongraine

La Grande boucle du lien
Les Éclaireurs du Tour
eclaireursdutour.resantevous.fr

Aux Aubiers, la fête s'invite dans les mémoires
Tango Nomade
tangonomade.com
contact@tangonomade.com

École de Cirque de Bordeaux (ECB)

ecolecirquebordeaux.com
info@ecolecirquebordeaux.com

Cultiver le bonheur en local
a-urba
aurba.org
contact@aurba.org

La Fabrique Spinoza
fabriquespinoza.org

IdealCO
idealco.fr

Landes Attractivité
tourismelandes.com

Essais transformés pour défis solidaires
Drop de Béton
drop-de-beton.fr

Comité départemental du sport adapté de la Gironde (CDSA 33)
cdsa33.org
contact@cdsa33.org

Épi'Sol Pessac
episolpessac.org
episolpessac@gmail.com

La Boucle
la-boucle.fr
bienvenue@la-boucle.fr

Bénévolat
Jeveuxaider.gouv.fr
Tousbenevoles.org

Il était une fois un monde meilleur
Librairie Comptines
boutique.comptines.fr
comptines@comptines.fr

Grand entretien

p.68-71

Philippe Bihouix
AREP – arep.fr
contact@arep.fr





Pour réhabiliter l'ex-cité « d'urgence » de Beutre à Mérignac, les équipes d'Aquitannis et de l'agence Christophe Hutin Architecture se sont inscrites dans la dynamique que les habitantes et habitants avaient enclenchée en adaptant leurs logements à leurs projets de vie. Cette régénération améliore la qualité de vie des 93 familles tout en respectant les singularités de chacune des maisons.

Le saviez-vous ?

Adoptés en septembre 2015 par l'ensemble des 193 États membres des Nations Unies, les Objectifs de développement durable (ODD) constituent un plan d'action pour la paix, l'humanité, la planète et la prospérité, nécessitant la mise en œuvre de partenariats multi-acteurs. Universels, inclusifs et interconnectés, ces objectifs appellent à l'action et instaurent un langage commun universel.

Chaque acteur de la société doit y contribuer, y compris les acteurs économiques et les institutions. C'est ainsi qu'Aquitania a choisi d'articuler les ODD et sa démarche RSE, cette dernière innervant l'ensemble de la stratégie de l'entreprise.

Les ODD sont repris dans l'illustration de la couverture de ce numéro de *Questions de transition(s)* et celles ouvrant chaque chapitre, rappelant qu'en dépit d'un contexte incertain et contraint, il ne fallait pas céder sur la voie d'un futur durable et garder le cap.

1



Pas de pauvreté

Éliminer la pauvreté sous toutes ses formes et partout dans le monde

2



Faim « zéro »

Éliminer la faim, assurer la sécurité alimentaire, améliorer la nutrition et promouvoir une agriculture durable

3



Bonne santé et bien-être

Donner aux individus les moyens de vivre une vie saine et promouvoir le bien-être à tous les âges

4



Éducation de qualité

Veiller à ce que tous puissent suivre une éducation de qualité dans des conditions d'équité et promouvoir les possibilités d'apprentissage tout au long de la vie

5



Égalité entre les sexes

Réaliser l'égalité des sexes et autonomiser toutes les femmes et les filles

6



Eau propre et assainissement

Garantir l'accès de tous à l'eau et à l'assainissement et assurer une gestion durable des ressources en eau

7



Énergie propre et d'un coût abordable

Garantir l'accès de tous à des services énergétiques fiables, durables et modernes, à un coût abordable

8



Travail décent et croissance économique

Promouvoir une croissance économique soutenue, partagée et durable, le plein emploi productif et un travail décent pour tous

9



Industrie, innovation et infrastructures

Mettre en place une infrastructure résiliente, promouvoir une industrialisation durable qui profite à tous et encourager l'innovation

10



Inégalités réduites

Réduire les inégalités entre les pays et en leur sein

11



Villes et communautés durables

Faire en sorte que les villes et les établissements humains soient ouverts à tous, sûrs, résilients et durables

12



Consommation et productions responsables

Établir des modes de consommation et de production durables

13



Mesures relatives à la lutte contre les changements climatiques

Prendre d'urgence des mesures pour lutter contre les changements climatiques et leurs répercussions

14



Vie aquatique

Conserver et exploiter de manière durable les océans, les mers et les ressources marines aux fins du développement durable

15



Vie terrestre

Préserver et restaurer les écosystèmes terrestres



16

Partenariats pour la réalisation des objectifs

17